



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



France  
Volontaires

**FORIM**  
Réseau des diasporas solidaires

RAPPORT DE L'ÉTUDE COLLECTIVE

# Volontariat et diasporas : enjeux et apports pour la solidarité internationale

Mai 2026



VILLE DE  
MARSEILLE

seine saint denis  
LE DÉPARTEMENT





# Étude Volontariat et Diasporas : enjeux et apports pour la solidarité internationale

Mai 2026

## Directeurs de la publication

### Yann Delaunay

Directeur général de France Volontaires

### Nicolas Laurent

Directeur exécutif du FORIM

### Alioune Sy

Président du FORIM

## Équipe chargée de la réalisation de l'étude

Anaïs Elbassil, Robin Naël, Marianne Poisson  
Julie Camy (Sénégal), Omar El Jid (Maroc)

## Instances de gouvernance composées de membres et de partenaires de France Volontaires et/ou du FORIM

### Comité technique de l'étude

- **France Volontaires** : Nelly Allard, Clarisse Bourjon, Lucie Morillon
- **FORIM** : Elizabeth Flores, Marie Sossou
- **F3E** : Marie-Pierre Héritier

3

### Comité de pilotage de l'étude

- **CD93** : Saadia Bouy-Sahali, Julien Flores, Sabrina Kehli, Frédérique Le Goff, Dann Mettidji, Linda Naili
- **FORIM** (référént du Conseil d'Administration du en charge du suivi de l'étude / CAPCOS) : Ernest Moussoki
- **FORIM** (Commission Jeunesse / UABF) : Rachid Congo
- **FORIM** (Commission Jeunesse / CAGEF) : Stéphanie Asaré
- **FORIM** (COSIM Bretagne) : Grégoire Kounga
- **FORIM** (COSIM Nouvelle-Aquitaine) : Ibrahima Anne
- **FORIM** (COSIM Occitanie Méditerranée) : Adama Kanté
- **FORIM** (COSIM Occitanie Pyrénées) : Jean-Boniface Tomaye
- **France Volontaires** (Espaces Volontariats) : Karim Doumbia, Eso Wédeou Gnamke
- **GRDR** : Flora Benchekroun
- **Migrations & Développement** : Mathilde Bensaïd, Guillemette Lefort
- **Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères** : Chloé Daniel, Adèle Diop, Catherine Jean-Joseph Sentuc, Lucas Pedrol-Margaley, Diénaba Sagna
- **Solidarité Laïque** : Jérémie Morfoisse, Mandioukette N'diaye
- **Ville de Marseille** : Pierre Chaillan, Lorraine Falconetti

### Autres participants au groupe de travail

Agence française de développement (AFD), AGIRabcd, Adice, Clong-Volontariat, Cool'eurs du Monde, Cotravaux, Délégation Catholique pour la Coopération (DCC), DRAJES Île-de-France, Fonjep, Gret, La Guilde, Life Project 4 Youth, Ministère de la Jeunesse et des Sports du Sénégal, Région Centre-Val de Loire, Ville de Strasbourg

### Conception et réalisation graphique

Anthony Delattre

Nous remercions également les six volontaires ayant accepté de partager leurs parcours dans le cadre de portraits dédiés, les participants aux focus groups et à l'enquête, ainsi qu'à l'ensemble des personnes rencontrées au cours des entretiens.

# Table des matières

<b>Éditos</b>	<b>6</b>	<b>1 S'engager dans le volontariat : parcours et expériences des diasporas</b>	<b>24</b>
<b>Liste des acronymes</b>	<b>8</b>	<b>1.1 Devenir volontaire : opportunités, inégalités et stratégies d'accès</b>	<b>26</b>
<b>Introduction</b>	<b>10</b>	<b>1.2 Des motivations plurielles au croisement des trajectoires</b>	<b>35</b>
Genèse et objectifs d'une étude collective	11	<b>1.3 Effets du volontariat sur les parcours</b>	<b>40</b>
Un objet d'étude peu documenté et complexe à cerner	15	<b>2 Volontariat et organisations diasporiques : rôle et implications</b>	<b>48</b>
De quoi parle-t-on ? Définitions et repères	17	<b>2.1 Le rôle des OSIM : entre ancrage, socialisation et médiation</b>	<b>50</b>
Démarche méthodologique et architecture du rapport	18	<b>2.2 Les effets sur les OSIM, un potentiel reconnu</b>	<b>52</b>
		<b>2.3 La mobilisation des dispositifs : freins et inadéquations</b>	<b>54</b>
		<b>2.4 Des opportunités identifiées, à condition d'un accompagnement adapté</b>	<b>56</b>

<b>3</b>	<b>Articulations sur les territoires entre écosystèmes diasporas et volontariat : études de cas</b>	<b>58</b>	<b>4</b>	<b>Diasporas et volontariat : quels enjeux pour la solidarité internationale ?</b>	<b>90</b>
3.1	<b>SEINE-SAINT-DENIS</b> Jeunesses, diversité et engagement volontaire à l'international	61	4.1	Révision des hypothèses par axes d'étude	92
3.2	<b>MARSEILLE</b> Entre acteurs jeunesses structurés et engagements diasporiques diffus	67	4.2	Apports et limites pour la solidarité internationale	95
3.3	<b>MAROC (RÉGION SOUSS-MASSA)</b> Deux écosystèmes actifs, une articulation encore à construire	74	<b>5</b>	<b>Recommandations</b>	<b>98</b>
3.4	<b>SÉNÉGAL</b> Un cadre institutionne foisonnant mais cloisonné	80	5.1	Pistes en lien avec le parcours des individus des diasporas	100
3.5	<b>CAMBODGE</b> Des dynamiques de réciprocité portées par les réseaux d'acteurs	87	5.2	Pistes en lien avec les organisations des diasporas	102
			5.3	Pistes en lien avec les dynamiques territoriales	104
			5.4	Pistes sur les modalités propres aux dispositifs	108
			5.5	Pistes pour renforcer le partenariat entre le FORIM et France Volontaires	110
			<b>6</b>	<b>Portraits</b>	<b>112</b>
			<b>7</b>	<b>Annexe</b>	<b>132</b>



## Éditos

Dans un contexte de reconnaissance croissante du rôle du Volontariat international d'échange et de solidarité (V.I.E.S.) et des diasporas dans l'action extérieure de la France, **l'articulation entre ces deux écosystèmes s'affirme plus que jamais comme un enjeu stratégique pour la solidarité internationale.** L'étude *Volontariat et Diasporas: enjeux et apports pour la solidarité internationale* s'inscrit dans cette dynamique en explorant un angle encore peu documenté de nos pratiques collectives.

6 Portée dans le cadre du programme d'études collaboratif de France Volontaires, opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, menée en partenariat étroit avec le FORIM et avec le soutien du F3E, de la Ville de Marseille et du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, cette étude traduit une volonté partagée de construire des réponses communes à des enjeux transversaux, et d'œuvrer pour la promotion des valeurs d'échanges, de tolérance et d'ouverture sur le monde.

Les enseignements de cette étude montrent que les parcours des volontaires issus des diasporas présentent de nombreuses similitudes avec ceux de l'ensemble des volontaires. Les motivations à l'engagement sont plurielles : quête de sens, moments charnières de vie, volonté d'utilité sociale ou ouverture au monde. Toutefois, **ces parcours révèlent également des spécificités qui justifient une attention accrue.** Pour beaucoup d'entre eux, l'engagement en volontariat prend la forme d'une expérience de (re)connexion à une identité plurielle, interrogeant le rapport aux origines et s'inscrivant dans un cheminement personnel pouvant soulever des défis importants, avant, pendant et après la mission.

L'étude met également en évidence des freins persistants à l'accès au volontariat, plus fortement ressentis par certaines personnes issues des diasporas : freins économiques, administratifs, psychologiques ou liés à des expériences de discrimination. Collectivement, ces constats nous engagent à agir afin que le volontariat

soit réellement inclusif et accessible à toutes et tous. Cela suppose notamment de rendre les dispositifs plus lisibles et compréhensibles, de renforcer l'information et de garantir un accompagnement spécifique tout au long des parcours.

Les résultats de l'étude nous invitent également à interroger nos cadres d'action et nos représentations, en écho au changement de paradigme dans le champ de la solidarité internationale pour repenser les relations avec les pays partenaires, notamment lorsqu'elles sont traversées par une histoire commune complexe. Intégrant pleinement ces dimensions, **le volontariat peut contribuer à favoriser des relations plus horizontales, fondées sur la réciprocité, la reconnaissance et le respect des trajectoires individuelles.**

Par ailleurs, l'étude identifie des leviers et des synergies prometteuses pour la solidarité internationale. Le rapprochement entre volontariat et organisations de solidarité internationale issues des migrations (OSIM) constitue une opportunité mutuelle : le volontariat peut renforcer leurs actions et accompagner leur structuration, tandis que les OSIM apportent une expertise précieuse, fondée sur la connaissance des contextes, la médiation interculturelle et l'ancrage durable entre les territoires. A ce titre, les collectivités territoriales disposent d'un fort potentiel pour mobiliser ces synergies et dynamiser leurs coopérations ains que leurs territoires.

Au-delà des constats, l'enjeu est désormais de faire de l'articulation entre volontariat et diasporas **un réflexe institutionnel et opérationnel partagé.** C'est à cette condition que le volontariat pourra pleinement jouer son rôle d'outil stratégique, inclusif et transformateur au service d'une solidarité internationale renouvelée.

**Yann Delaunay**  
Directeur général de France Volontaires



Le FORIM, réseau des diasporas solidaires, rassemble en France une grande diversité d'organisations issues des migrations. Par leurs histoires, leurs ancrages et leurs champs d'action, ces associations témoignent de **la pluralité des engagements diasporiques** en faveur de la solidarité internationale.

L'étude « *Volontariat et diasporas : enjeux et apports pour la solidarité internationale* » s'inscrit dans une volonté partagée de mieux comprendre ces engagements et leurs articulations avec les dispositifs de volontariat international. Fondée sur 119 entretiens et plusieurs terrains en France et à l'international, elle met en lumière la richesse des parcours, la diversité des formes d'implication et les marges d'évolution des cadres existants.

L'un des principaux enseignements tient à la persistance de freins à l'accès au volontariat pour les personnes issues des diasporas. Ces derniers sont multiples : manque d'information, contraintes administratives, difficultés économiques et sociales. Ces obstacles se traduisent concrètement par une **sous-utilisation des dispositifs : 65 % des organisations de solidarité internationale issues des migrations (OSIM) interrogées déclarent ne pas les avoir mobilisés.**

Ces constats appellent à renforcer des **démarches d'« allervers »**, en s'appuyant sur les acteurs de proximité – associations, missions locales, structures de jeunesse – ainsi que sur les organisations diasporiques elles-mêmes, afin de rendre les dispositifs plus accessibles et adaptés aux réalités des publics concernés.

Au-delà de l'accès, cette étude invite à un changement de regard. Les diasporas ne sont pas seulement des publics à mobiliser, mais des **actrices à part entière des politiques de volontariat et de solidarité internationale**. Leur connaissance des contextes, leur capacité de médiation et leurs ancrages transnationaux constituent des ressources essentielles pour construire des relations plus horizontales et réciproques.

Comme l'exprime une personne interrogée : « *J'ai vraiment eu ce besoin de renouer, au moment de ma construction de jeune adulte, avec ces racines-là.* »

Ce témoignage illustre la diversité des trajectoires et des motivations qui traversent les engagements diasporiques, entre quête de sens, recomposition identitaire et continuité d'engagement.

L'étude met également en évidence **l'importance de la diversité des récits**. Le FORIM remercie à ce titre l'équipe de consultance pour avoir su éviter l'écueil de l'homogénéisation, en restituant avec finesse des expériences singulières tout en permettant des analyses transversales, nécessaires pour l'analyse.

Le FORIM souhaite enfin remercier ses partenaires. France Volontaires pour la confiance accordée, le F3E pour son accompagnement méthodologique et son soutien financier. Le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et la Ville de Marseille, dont l'implication a permis **d'ancrer l'étude dans des dynamiques territoriales concrètes**, en facilitant les liens avec les acteurs locaux et en enrichissant les analyses par leurs propres travaux.

L'étude souligne enfin l'importance de l'échelle territoriale comme espace d'innovation et de coopération entre acteurs du volontariat et organisations diasporiques. C'est à ce niveau que peuvent se construire des articulations plus durables entre engagement local et solidarités internationales.

À travers ce travail, le FORIM réaffirme sa conviction que les diasporas constituent une ressource essentielle pour une solidarité internationale plus inclusive, plus horizontale et mieux ancrée dans les réalités des territoires.

**Alioune Sy**  
Président du FORIM

# Liste des acronymes

## **AAP**

Appel à Projets

## **ACFOA**

Association Culturelle des Français d'Origine Arménienne

## **ADEPME**

Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises

## **AFD**

Agence Française de Développement

## **APD**

Aide Publique au Développement

## **BAFA**

Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur

## **BAOM**

Bureau d'Accompagnement et d'Orientation des Migrants

## **BDR**

Bouches-du-Rhône

## **BTS ERPC**

Brevet de Technicien Supérieur  
Études et Réalisation de Projets de Communication

## **CAF**

Caisse d'Allocations Familiales

## **CAMI**

Coordination des Acteurs de la Mobilité Internationale

## **CAPCOS**

Coordination des Associations et des Personnes  
Originaires du Congo au Sénégal

## **CCME**

Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger

## **CES**

Corps Européen de Solidarité

## **CD93**

Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis

## **COTECH**

Comité Technique

## **COFIL**

Comité de Pilotage

## **COREMOB**

Comité Régional de la Mobilité Internationale des Jeunes

## **COSIM**

Collectif des Organisations de Solidarité Internationale  
issues des Migrations

## **CSI**

Congé de Solidarité Internationale

## **DCC**

Délégation Catholique pour la Coopération

## **DDEC**

Direction Départementale de l'Éducation Catholique

## **DEI**

Direction Europe International

## **DER/FJ**

Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide  
des Femmes et des Jeunes (Sénégal)

## **DJVA**

Délégation Jeunesse et Vie Associative

## **DRAJES**

Délégation Régionale Académique à la Jeunesse,  
à l'Engagement et aux Sports

## **ECSI**

Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

## **ERASMUS+**

Programme européen d'éducation et de mobilité

## **EV (Espaces Volontariats)**

Réseau d'accueil France Volontaires

## **F3E**

Fonds pour les Études Préparatoires,  
Transversales et les Évaluations

## **FIJ**

Forum des Initiatives Jeunes

## **FNH**

Fondation pour la Nature et l'Homme

## **FONJEP**

Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation  
Populaire

## **FORIM**

Forum des Organisations de Solidarité Internationale  
issues des Migrations

## **FOSIM**

Fédération / Forum régional d'OSIM

## **GT**

Groupe de Travail

## **HCMF**

Haut Conseil des Maliens de France

## **ICC**

Programme « Cités Interculturelles »

## **INEFJA**

Institut National de Formation des Jeunes Aveugles  
(contexte Sénégal)

## **JAMO**

Jeunes Avec Moins d'Opportunités

## **JSI**

Jeunesse Solidarité Internationale

**J2R**

Jeunes des Deux Rives JSI  
Jeunesse et Solidarité Internationale

**MAESE**

Ministère de l'Artisanat et de l'Économie Sociale  
(selon terrain Sénégal)

**M&D**

Migrations & Développement

**MEAE**

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

**MIDA**

Migration for Development in Africa (OIM)

**MLM**

Mission Locale de Marseille

**NGO / ONG**

Organisation Non Gouvernementale

**OMJA**

Organisation en Mouvement des Jeunes d'Aubervilliers

**OMJT**

Office Municipal de la Jeunesse de Tremblay-en-France

**ONPV**

Observatoire National de la Politique de la Ville

**OPAP**

Organisation de la Plateforme d'Appui aux Projets

**OSIM**

Organisation de Solidarité Internationale issue des  
Migrations

**NEET**

Not in Education, Employment or Training

**PAISD**

Programme d'Appui aux Initiatives de la Diaspora  
pour le Développement

**PACOF**

Plateforme d'Associations Congolaises de France

**PFAC93**

Plateforme des Associations Comoriennes de  
Seine-Saint-Denis

**PDR**

Plan de Développement Régional

**PRAOSIM**

Programme d'Appui aux projets des Organisations de  
Solidarité Internationale issues de l'Immigration

**PRIM**

Programme Régional des Initiatives Migratoires

**QPV**

Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville

**RADBFS**

Réseau des Associations pour le Développement  
du Fleuve Sénégal

**RRMA**

Réseau Régional MultiActeurs

**SC**

Service Civique

**SCI**

Service Civique International

**SIDE**

Solidarité Internationale et Développement  
Environnemental

**SI**

Solidarité Internationale

**SSD**

Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis /  
Seine-Saint-Denis

**TEVO**

Territoires Volontaires

**TOKTEN**

Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals

**UEMOA**

Union Économique et Monétaire OuestAfricaine

**UNACOF**

Union des Associations Comoriennes de France

**VEC**

Volontariat d'Échange et de Compétences

**VIA**

Volontariat International en Administration

**V.I.E.S**

Volontariat International d'Echange et de Solidarité

**VVSI**

Ville, Vie, Vacances et Solidarité Internationale

**VSC**

Volontaire en Service Civique

**VSI**

Volontariat de Solidarité Internationale

# Introduction



## Genèse et objectifs d'une étude collective

En France, des milliers de **personnes issues des diasporas** et se reconnaissant comme telles **s'engagent chaque année**, de manière individuelle ou collective, dans des actions de solidarité internationale : missions de volontariat, projets associatifs, engagement personnel, mobilisations communautaires, appuis bénévoles à des initiatives dans leurs pays d'origine ou de vie. Pourtant, ces engagements restent largement **invisibles** pour les écosystèmes institutionnels du volontariat. Ils sont peu documentés et reconnus dans leur diversité et leur ampleur réelles. Les Organisations de Solidarité Internationales issues des Migrations (OSIM), elles, mobilisent peu les dispositifs existants du volontariat. C'est ce constat qui est à l'origine de cette étude commanditée conjointement par **France Volontaires** et le **FORIM**, réseau des diasporas solidaires, avec l'appui méthodologique et financier du **F3E**, et la participation technique et financière de la **Ville de Marseille** et du **Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis**.

Cette étude est née de la rencontre de deux organisations qui partagent un même terrain d'action sans bien se connaître : le FORIM, réseau des diasporas solidaires, plateforme nationale de près d'un millier d'associations issues de l'immigration ; et France Volontaires, groupement d'intérêt public, opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) qui anime la plateforme française du Volontariat International d'Échange et de Solidarité (V.I.E.S).

Les deux structures agissent ensemble depuis plusieurs années à travers différents espaces d'engagement communs. France Volontaires siège au comité d'examen paritaire du PRA/OSIM (Programme d'Appui aux projets des Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration) du FORIM. Le FORIM participe de son côté au jury des dispositifs Jeunesse, Solidarité Internationale (JSI) et accompagne de nombreux projets depuis 2014. Leur collaboration s'est structurée à travers une convention de partenariat signée en avril 2024, qui consacre leur vision commune du rôle de la mobilité internationale et propose un cadre de coopération.

Pour France Volontaires, l'enjeu autour de cette étude est double : diversifier les publics du V.I.E.S, mais aussi faire du volontariat un levier concret pour les acteurs

diasporiques eux-mêmes. Autrement dit, envisager un cadre structurant pour les individus issus des diasporas qui souhaitent s'engager, et un outil susceptible de renforcer et de soutenir le travail des organisations diasporiques, qui opèrent souvent hors dispositifs, sur un mode principalement bénévole. Pour le FORIM, il s'agit, dans une logique de reconnaissance et de plaider, de faire valoir que la mobilité des diasporas est une ressource pour la solidarité internationale. Il s'agit aussi de mieux faire connaître les dispositifs de volontariat auprès des diasporas, et de leur permettre de contribuer à la conception des missions et à la réflexion sur les formes les plus adaptées de mobilité internationale au service de la solidarité. En effet, étudier le lien entre volontariat et diasporas revient aussi à analyser dans quelle mesure ces dispositifs peuvent soutenir les dynamiques associatives des diasporas, notamment en facilitant l'engagement et le recrutement de jeunes et en contribuant ainsi au renouvellement de leurs membres.

**L'étude s'appuie également sur l'engagement de deux collectivités territoriales dont les réalités et priorités éclairent directement les dynamiques étudiées.** La **Ville de Marseille**, inscrit son action internationale dans un contexte marqué par une forte diversité migratoire et une structuration associative diasporique encore diffuse.

12

## Les commanditaires et partenaires, et leurs écosystèmes

Opérateur du MEAE, **France Volontaires** est la plateforme française du Volontariat International d'Échange et de Solidarité (V.I.E.S). Groupement d'intérêt public (GIP), elle réunit l'État, des collectivités territoriales et des acteurs associatifs. Elle a pour mission de promouvoir et de développer le V.I.E.S, en s'appuyant sur un réseau d'acteurs en France et à l'international, notamment à travers les Espaces Volontariats. en Afrique, Asie, Amérique latine, Caraïbes, Moyen-Orient et Océanie. A travers une approche de coopération et un fort attachement au principe de réciprocité, son écosystème repose sur des dispositifs institutionnalisés, des cadres réglementaires nationaux, et une vision du volontariat comme outil de transformation mutuelle et de diplomatie solidaire.

**Le FORIM, réseau des diasporas solidaires**, est la plateforme nationale des OSIM, créée en 2002. Elle rassemble une quarantaine de regroupements, fédérations et collectifs, représentant 23 pays d'origine et plus d'un millier d'associations issues de l'immigration, principalement d'Afrique subsaharienne, du Maghreb, de l'Océan Indien, des Caraïbes et d'Asie du Sud-Est. Son écosystème repose sur des dynamiques de co-développement et de

mobilisation de la diaspora, à travers des activités de structuration, de renforcement des capacités, de cofinancement de projets et de plaider. Il comprend à la fois les membres du FORIM et les individus issus des diasporas, engagés à titre personnel, avec ou sans lien à une structure formelle.

**Les Collectivités territoriales** – L'implication conjointe du Département de la Seine-Saint-Denis et de la Ville de Marseille illustre la place croissante des collectivités territoriales dans la solidarité internationale : à travers la coopération décentralisée, le soutien aux mobilités et l'accompagnement des initiatives citoyennes, elles jouent un rôle structurant dans les dynamiques locales et internationales. Leur engagement permet de comprendre comment, selon des contextes différents, enjeux diasporiques, politiques locales de solidarité et dispositifs de volontariat peuvent – ou non – se renforcer mutuellement.

→ Ces logiques, complémentaires sur le fond, reposent sur des cultures organisationnelles et des rapports à l'engagement très différents. C'est précisément l'enjeu central de cette étude que d'explorer les conditions dans lesquelles elles peuvent s'articuler.

Ses dispositifs de mobilité et de solidarité internationale, centrés sur la jeunesse et sur la coopération avec des territoires méditerranéens, s'articulent avec des perspectives de prise en compte accrue des enjeux diasporiques dans les politiques publiques. Le **Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis** développe depuis plusieurs années une politique publique volontariste en matière de mobilité internationale, d'engagement citoyen et de coopération décentralisée. Avec un écosystème diasporique dense, le département considère les diasporas comme des partenaires légitimes de son action extérieure et de ses politiques jeunesse. La collectivité fait de la mobilité, de la solidarité internationale et de la lutte contre les discriminations des leviers centraux de cohésion sociale et de développement territorial. La présente étude est donc véritablement le fruit d'une réflexion collective multi-acteurs, comprenant autant des structures associatives que publiques.

## Un moment stratégique pour penser l'articulation diaspora-volontariat

La genèse de cette étude s'inscrit dans une période charnière marquée par une **convergence d'orientations politiques et institutionnelles** autour des diasporas et du volontariat international. Plusieurs dynamiques récentes créent un contexte particulièrement opportun pour interroger les synergies entre ces deux écosystèmes.

D'abord, la **reconnaissance législative et stratégique du V.I.E.S** s'est considérablement renforcée. La loi du 4 août 2021 relative au développement solidaire consacre le volontariat international d'échange et de solidarité comme levier transversal d'action de la politique de développement solidaire de la France. Le document d'orientation stratégique « Société civile et engagement citoyen 2023-2027 » du MEAE mentionne explicitement un dense partenariat avec les diasporas, tandis que le Conseil présidentiel pour les partenariats internationaux du 5 mai 2023 avait alors fixé un objectif ambitieux de développement de 3000 postes d'experts et de volontaires internationaux d'ici 2027, dont plus de 2600 missions de Volontariat de Solidarité Internationale (VSI). L'étude a débuté dans un contexte de forte croissance du secteur : 5104 missions de V.I.E.S ont été réalisées en 2023, marquant une augmentation de 20% en un an et un retour au niveau d'activité pré-pandémique. Depuis 2023, cette dynamique est toutefois fragilisée par l'impact direct des restrictions budgétaires, détaillées plus loin, sur le secteur du volontariat international.

Parallèlement, plusieurs stratégies du MEAE font **des diasporas un axe prioritaire**. La Stratégie interministérielle « Migrations et Développement » 2023-2030, le document d'orientation stratégique « Société civile et engagement citoyen » (2023) et le Plan d'action diaspora lancé en avril 2023 convergent pour reconnaître les diasporas comme « actrices importantes de la solidarité internationale » et « puissants relais de la politique de développement française ». Le MEAE a ainsi élaboré un plan d'action sur les diasporas africaines visant à renforcer la compréhension, la mobilisation et la valorisation des personnes ayant des origines en Afrique et souhaitant renforcer les liens entre la France et le continent. Ces orientations s'inscrivent plus largement dans une dynamique de structuration des politiques publiques nationales de mobilisation et d'engagement des diasporas, observée dans de nombreux pays partenaires de la France.

Ce plan d'action traduit également un **changement de paradigme** dans l'approche ministérielle des diasporas. Il s'agit désormais de sortir du cadre exclusif « migrations et développement », historiquement centré sur les premières générations pour toucher les nouvelles générations qui ne rencontrent pas les mêmes problématiques et qui se positionnent de manière performative comme membres des diasporas. L'enjeu est double : changer l'image de la France dans ses pays partenaires et leur image en France, tout en valorisant les personnes en lien avec deux pays comme atouts pour la diplomatie française et le rayonnement international. Cette réorientation se manifeste par des actions concrètes telles que l'événement Ancrages (Lille 2024, Marseille avril 2025) rassemblant tous les opérateurs du MEAE dont France Volontaires et près de 3000 participants pour rendre visible l'offre publique auprès des acteurs diasporiques.

Ce moment de convergence institutionnelle s'inscrit toutefois dans un **contexte budgétaire contraint** qui lui donne une acuité particulière. Les coupes successives dans l'aide publique au développement fragilisent l'ensemble du secteur et posent avec force la question des articulations entre acteurs : comment ne pas dupliquer les efforts, comment faire se rencontrer des énergies qui poursuivent les mêmes objectifs sans se connaître ? L'étude documente un potentiel encore largement inexploité : les acteurs du volontariat et les organisations issues des migrations travaillent souvent en parallèle sur des enjeux communs, mais disposent de peu d'espaces pour identifier les complémentarités et construire des passerelles. C'est précisément cette mise en relation que l'étude vise à faciliter.

Enfin, cet agenda de renouvellement des relations avec les pays partenaires répond également à un **contexte de recomposition** : les relations entre la France et plusieurs pays africains traversent une période de tensions, les contextes de lutte informationnelle intenses fragilisent certains partenariats traditionnels, et la nécessité de renouveler les récits sur la coopération appelle d'autres relais, d'autres légitimités. Les diasporas, par leur double ancrage, leur connaissance intime des réalités locales, leur position de passerelles entre sociétés civiles, sont identifiées comme des actrices à part entière de ce renouvellement. Un membre du bureau du FORIM formule l'enjeu de plaidoyer que porte cette étude :

*« Ce n'est pas qu'un outil d'étude pour dire "on va mieux mobiliser les diasporas". Derrière l'enjeu de cette étude, il y a cet enjeu de plaidoyer : réaffirmer que la mobilité est quelque chose de positif et qu'on veut la promouvoir. »*

Dans ce contexte, la signature de la **convention de partenariat entre le FORIM, réseau des diasporas solidaires, et France Volontaires** le 18 avril 2024, formalisant cette ambition commune autour de trois axes : renforcer l'interconnaissance entre les deux écosystèmes ; assurer un soutien réciproque aux initiatives de chaque partie ; et initier des projets communs, apparaît comme la concrétisation d'une convergence stratégique. Cette collaboration permet d'allier l'expertise du FORIM sur les enjeux des diasporas et celle de France Volontaires sur l'engagement citoyen à travers le volontariat international, au moment où les orientations politiques françaises

appellent explicitement à renforcer ces articulations. Le FORIM a accompagné, entre 2019 et 2024, 21 projets JSI portés par 14 associations dans 9 pays, démontrant une présence déjà effective, bien que peu documentée, des acteurs diasporiques dans certains dispositifs de volontariat.

Toutefois, cette fenêtre d'opportunité s'accompagne d'une urgence temporelle. Comme le souligne la direction Afrique et Océan Indien du MEAE, le temps politique impose de capitaliser et de poser des bases pérennes : des élections présidentielles sont prévues en 2027 et l'on ne peut garantir que le sujet diaspora demeurera une priorité au-delà de cette échéance. L'étude s'inscrit donc dans une phase de consolidation dans laquelle il s'agit de transformer les expérimentations et les initiatives dispersées en orientations stratégiques durables, susceptibles de résister aux évolutions des agendas politiques. Elle répond à la nécessité, exprimée par les acteurs institutionnels, de passer d'une phase exploratoire à une phase de structuration, en identifiant les leviers concrets pour que les synergies entre volontariat et diaspora s'institutionnalisent au sein des deux écosystèmes.

Elle est conçue non seulement comme un outil de production de connaissances, mais aussi comme un processus d'interconnaissance en soi : son dispositif de gouvernance, composé d'un comité de pilotage élargi aux deux écosystèmes, d'un groupe de travail mixte et d'un comité technique, est pensé pour que la rencontre ait lieu, et que les résultats soient le fruit d'une construction partagée plutôt que d'un regard extérieur.

14



CRÉDIT PHOTO – Migrations & Développement

# Un objet d'étude peu documenté et complexe à cerner

Documenter les liens entre diasporas et volontariat soulève plusieurs défis : des formes d'engagement en grande partie invisibles pour les instruments de mesure existants, des lacunes documentaires structurelles, ainsi que des risques d'essentialisation, d'instrumentalisation et d'assignation.

## Un angle mort dans les données : des engagements hors-radars

En France, **aucune statistique** ne permet de mesurer la part de volontaires issus des diasporas dans les dispositifs du V.I.E.S. L'interdiction des statistiques ethniques rend cette mesure juridiquement impossible, et les structures d'envoi ne collectent pas de données sur l'origine de leurs volontaires. Le suivi post-volontariat est lui-même identifié comme un point faible structurel de l'écosystème par une représentante de France Volontaires :

« Le suivi de cohorte, c'est un point faible dans l'écosystème du volontariat. On a des publics qui sont très éclatés, beaucoup d'acteurs mobilisés, très peu de bases de données consolidées. Avoir la capacité de savoir ce que les personnes sont devenues 6 mois, 5 ans, 10 ans après, c'est difficile pour tout le monde, mais pour nous l'est encore davantage. »

Fort de ce constat, France Volontaires, en lien avec ses membres, a amorcé en 2025 des travaux dans la perspective du développement d'un suivi de cohorte pour permettre (dès qu'il sera financé complètement) un suivi longitudinal avant, pendant et après la mission. À terme, l'objectif est de déployer cet outil pour l'ensemble des volontaires des programmes de France Volontaires, et de le proposer aux acteurs du V.I.E.S pour leur propre activité.

15

## Un constat convergent à l'échelle internationale

La **revue internationale** effectuée dans le cadre de cette étude souligne que, malgré un intérêt croissant des bailleurs, États et organisations pour le rôle des diasporas dans le développement, **le volontariat diasporique reste très peu documenté**. Les travaux existants analysés au Royaume-Uni, Canada, Allemagne, Belgique pointent :

- **Un manque global de données**, notamment sur l'ampleur réelle du volontariat diasporique, en particulier dans sa dimension informelle, très répandue mais largement invisibilisée.
- **Une faible analyse des effets réels** du volontariat diasporique : les impacts à long terme, la durabilité des apports, les comparaisons coûts/efficacité et les transformations socio-professionnelles restent très peu explorés.

- **Des angles morts persistants**, notamment sur les questions de genre, de générations, d'intersectionnalité, ou encore sur la manière dont les engagements s'articulent avec les rapports identitaires complexes des diasporas.
- **Une forte hétérogénéité terminologique** (diaspora, communauté culturelle, OSIM, bénévolat/volontariat...), rendant difficile la comparaison entre contextes et participant au faible cumul de connaissances.
- **Une documentation souvent ancienne**, reposant sur des expériences ponctuelles ou des programmes aujourd'hui arrêtés, ce qui limite la compréhension des dynamiques actuelles du volontariat diasporique.

**L'absence de modèle unique** : les approches de mobilisation varient fortement selon les contextes nationaux, reflétant des histoires migratoires et des cadres institutionnels distincts.

Pourtant, les personnes issues des diasporas sont déjà bien présentes. La réalité documentée dans cette étude est celle d'une inclusion de fait : des volontaires s'engagent dans des dispositifs types VSI ou Service Civique à l'International (SCI) sans que leur appartenance diasporique soit documentée ni prise en compte dans l'accompagnement. Une représentante de France Volontaires l'observe :

*« On a des intuitions, on voit que les membres du volontariat et des diasporas se rendent compte assez peu [de cette dimension] et pourtant, cela pourrait permettre de mettre davantage d'horizontalité dans les rapports. »*

**L'engagement informel** est, lui, massif et largement **hors-radar**. Des membres de diasporas organisent chaque année des déplacements collectifs, des collectes de ressources, des missions d'appui dans leurs communautés d'origine. Au-delà de cet engagement strictement informel, d'autres formes de mobilité diasporique existent en dehors des dispositifs V.I.E.S : le PRAOSIM a financé plus de 800 projets ayant donné lieu chacun à plusieurs déplacements (montage, mise en œuvre, évaluation), soit plusieurs milliers de missions d'expertise diasporique réalisées hors cadre du volontariat. Des dispositifs émergents, comme le projet Roots to Ghana financé par l'agence de coopération allemande, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), ont permis à 30 experts de la diaspora ghanéenne en Europe de mener des missions d'appui technique. Ces pratiques, qu'elles soient informelles ou portées par d'autres cadres, constituent pour beaucoup la norme première de l'engagement diasporique. La méconnaissance des dispositifs V.I.E.S explique en partie cet écart, comme le formule le directeur général de France Volontaires :

*« Ils ne connaissent pas forcément le volontariat international, sa diversité et les moyens de le mobiliser. Il y a sans doute un déficit de compréhension de ce qu'était le volontariat et en quoi ça pouvait être un outil utile pour les structures diasporiques. »*

## Des risques à prendre en compte : entre invisibilisation, essentialisation et instrumentalisation

Au-delà des lacunes documentaires, travailler sur les diasporas et le volontariat expose à des pièges que les acteurs de terrain ont appris à nommer. Ne pas

reconnaître la spécificité diasporique conduit à **l'invisibilisation** : les expériences particulières ne sont pas anticipées, les apports spécifiques, tels que la connaissance des contextes, la légitimité locale, les réseaux transnationaux, ne sont pas valorisés. Mais cibler les publics diasporiques au nom de leur appartenance expose à d'autres risques : réduire des individus à une origine, créer des **assignations non souhaitées**, produire des attentes inappropriées de la part des partenaires locaux. Une coordinatrice de structure d'envoi formule ce triple « piège » avec précision :

*« Ce qui est intéressant, c'est de pas tomber non plus dans l'essentialisation ni dans l'instrumentalisation, mais pas non plus dans l'invisibilisation, parce qu'on a aussi eu des témoignages où [...] il y avait des attentes parce qu'en fait physiquement [la personne nous disait] "je ressemblais aux gens- sur place. Du coup je me suis retrouvée face à des attentes de la part et des partenaires locaux ou même la structure d'accueil qui n'étaient pas celles dont on avait convenu dans le cadre du projet". »*

Cette tension traverse les pratiques institutionnelles à tous les niveaux. Elle est d'autant plus vive que certains dispositifs comportent des **contraintes réglementaires propres** : la loi française interdit aux ressortissants d'un pays d'effectuer un volontariat sous statut VSI dans ce même pays, ce qui exclut de fait de nombreuses personnes issues des diasporas des missions dans leur pays d'origine dans le cas de binationalité. Comme le rappelle le MEAE, cette règle s'explique par deux raisons juridiques. D'une part, la **protection consulaire** : la France ne peut pas la mettre en œuvre si le volontaire est ressortissant du pays dans lequel il effectue sa mission. D'autre part, la **nature même du dispositif VSI**, qui implique une mobilité internationale : le volontariat de solidarité « internationale » suppose que le volontaire ne soit pas ressortissant du pays de mission.

Cette étude ne prend pas position sur ces débats. Elle les documente, analyse leurs effets concrets sur les trajectoires individuelles et les pratiques organisationnelles, et les traite comme des données à part entière ; des tensions constitutives de l'objet plutôt que des obstacles à contourner. C'est dans cet esprit qu'elle aborde ensuite la question des définitions : que recouvre exactement le mot « diaspora » dans ce contexte ? Qu'entend-on par « volontariat » ? Ces choix ne sont pas neutres, ils ont des effets directs sur qui est inclus dans l'analyse et comment les résultats peuvent être mobilisés.

# De quoi parle-t-on ? Définitions et repères

## La notion de diaspora



### REPÈRES

## La définition des diasporas retenue pour cette étude

Les deux organisations partenaires s'accordent sur la définition proposée dans les termes de référence de l'étude :

*« Les diasporas désignent les populations issues de l'immigration, installées durablement dans un pays d'accueil, tout en conservant des liens culturels, économiques, sociaux ou politiques avec leur pays d'origine ou celui de leurs ascendants. Elles regroupent des individus et des communautés aux profils variés, engagés de différentes manières dans le développement de leurs territoires d'origine, à travers des transferts de compétences, des investissements, des actions de solidarité ou encore des mobilités professionnelles et volontaires. »*

Dans cette étude, le parti pris est celui de **l'auto-positionnement** plutôt que d'une définition normative de l'appartenance diasporique. Un représentant du MEAE le formule ainsi :

*« J'ai envie de dire : pas forcément d'un point de vue normé, comme l'origine, la binationalité et cetera, mais la manière dont les personnes peuvent se concevoir comme appartenant à une communauté. »*

Cette approche permet d'éviter toute assignation identitaire extérieure et de mieux rendre compte de la diversité des trajectoires et des rapports aux origines. L'appartenance diasporique est ainsi appréhendée comme une expérience subjective et évolutive, à partir de l'auto-positionnement des personnes. Dans ce cadre :

- **Au niveau individuel**, l'étude porte sur des personnes issues de diasporas de première, deuxième ou troisième génération installées en France<sup>1</sup>, qui s'auto-identifient comme telles et qui sont engagées, ou ont été engagées, dans des actions de solidarité internationale, notamment à travers des dispositifs de volontariat, des initiatives associatives ou des démarches individuelles de coopération.

- **Au niveau organisationnel**, l'analyse prend en compte les OSIM membres du FORIM, ainsi que d'autres collectifs explicitement diasporiques ou traversés par des dynamiques d'identités multiples, de diaspora, impliqués dans des projets transnationaux relevant du champ de la solidarité internationale.

- **Sur le plan géographique**, si le lien entre pays de résidence et pays d'origine constitue un repère structurant de l'analyse, les parcours d'engagement observés ne s'y limitent pas nécessairement. Les missions de volontariat ou les initiatives portées par les personnes rencontrées peuvent également s'inscrire dans d'autres contextes géographiques, notamment dans des pays tiers de la même sous-région ou dans des territoires choisis en fonction d'affinités personnelles, professionnelles ou militantes.

La notion de « diaspora » n'est pas toujours mobilisée explicitement par les personnes rencontrées. Certaines préfèrent évoquer leurs origines, leurs trajectoires familiales ou leurs appartenances multiples sans recourir à ce terme. Pour autant, l'absence d'usage explicite du mot ne signifie pas l'absence des réalités qu'il recouvre. Dans cette étude, des récits et expériences ont ainsi été

<sup>1</sup> Pour une analyse critique des terminologies de « générations » d'immigrants : voir notamment : Ben-Cheikh, I. et Mekki-Berrada, A. (2020). Combien de générations reste-t-on « immigrants » ? Réflexion critique sur une terminologie porteuse d'une identité imposée. *L'autre*, 21(3), 318-326. <https://shs.cairn.info/revue-l-autre-2020-3-page-318?lang=fr>

intégrés dès lors que les trajectoires décrites renvoient à des formes d'appartenance transnationales.

Enfin, dans la rédaction du rapport, plusieurs expressions sont employées de manière relativement interchangeable du type : *personnes diasporiques, personnes issues des diasporas, organisations diasporiques ou organisations issues des diasporas, etc.* afin de rendre compte de la diversité des situations observées. Cette pluralité terminologique ne renvoie pas à des catégories distinctes, mais à différentes manières de désigner des individus et collectifs entretenant des liens multiples avec un ou plusieurs territoires d'origine.

## Le volontariat et ses dispositifs

Le volontariat se distingue du bénévolat par son caractère contractuel et exclusif, ouvrant droit à une couverture sociale et sanitaire ainsi qu'à une indemnité de subsistance, sans relever d'un statut salarial. Cette étude porte précisément sur le Volontariat International d'Échange et de Solidarité (V.I.E.S), qui regroupe l'ensemble des dispositifs soutenus par l'État français pour l'engagement dans le champ de la solidarité internationale.



### REPÈRES

## Les dispositifs du V.I.E.S par “famille de volontariat”

- Volontariat de coopération, d'appui au développement et d'action humanitaire: Volontariat de Solidarité Internationale (VSI)
- Volontariat d'échanges et de compétences (VEC): Congé de Solidarité Internationale, missions ponctuelles pour actifs et retraités.
- Volontariat d'initiation et d'échange (jeunes): Service Civique à l'international, projets JSI (Jeunesse et Solidarité Internationale) et VVV-SI (Ville Vie Vacances et Solidarité Internationale)<sup>2</sup>, chantiers internationaux, Corps Européen de Solidarité (CES);

Cette étude accorde une attention particulière aux dispositifs jeunesse (18–30 ans), les entretiens ayant fait ressortir le lien spécifique entre jeunesse, mobilité, identité diasporique et solidarité internationale. Le principe de réciprocité (accueil en France de ressortissants de pays partenaires) est également pris en compte, notamment pour ses effets sur les OSIM.

18

# Démarche méthodologique et architecture du rapport

## Une étude qualitative et exploratoire

Cette étude est délibérément qualitative, exploratoire et non représentative. Elle ne prétend ni mesurer l'ampleur du phénomène ni produire des données statistiquement généralisables. Elle cherche à comprendre, de manière fine, incarnée, ancrée dans des récits et des pratiques, comment des personnes et des organisations issues des diasporas s'engagent (ou ne s'engagent pas) dans

des formes de volontariat, ce que cet engagement transforme en elles, dans les organisations et dans une moindre mesure, sur les territoires.

Le périmètre de l'étude est volontairement large. Il couvre des dimensions interdépendantes : les **engagements individuels** (les parcours de volontaires diasporiques, leurs trajectoires biographiques, leurs transformations), les **dynamiques collectives** (les OSIM comme espaces d'engagement structuré, leurs pratiques, leurs ressources et leurs contraintes, les structures d'envoi, les

<sup>2</sup> En 2026, les dispositifs JSI et VVSI évoluent et fusionnent pour devenir un dispositif unique : Jeunesses et Solidarité Internationale (JSI): <https://www.fonjep.org/actualite/evolutions-du-dispositif-jeunesses-et-solidarite-internationale-en-2026>

structures d'accueil, les acteurs jeunesse, etc.), et enfin les dynamiques et logiques de partenariats territoriaux et trans-nationaux « ici » et « là-bas ».

L'étude pose ainsi une question symétrique : elle questionne autant ce que les diasporas apportent au volontariat que ce que le volontariat leur permet. Recueillir les perspectives de l'ensemble de cet écosystème est indispensable pour y répondre.

Ce qui relie ces dimensions, c'est la figure de l'individu traversé par un sentiment d'appartenance diasporique : placé à la croisée de deux écosystèmes, celui des diasporas et celui du volontariat, il en révèle à la fois les points de jonction et les tensions. C'est précisément cette position de passage qui en fait un objet d'analyse privilégié. Ainsi, le **fil conducteur analytique** est le **parcours individuel**. Ce choix est justifié par la nature même du phénomène : l'engagement diasporique dans le volontariat est rarement le résultat d'une décision ponctuelle, mais le produit d'une trajectoire, familiale, migratoire, identitaire, professionnelle. Partir des individus et de leur histoire permet de saisir ce que les catégories institutionnelles ne voient pas : les bifurcations, les ambivalences, les effets inattendus.

L'analyse des parcours a conduit l'équipe à reconfigurer sa démarche en cours de route. L'objectif initial était de dégager des « *parcours-types* ». Au contact des matériaux empiriques, il est apparu que cette approche risquait de rigidifier des trajectoires foncièrement fluides. L'équipe a donc opté pour la notion de **configurations d'engagement**, plus ouverte et processuelle. Cinq configurations ont été identifiées de manière inductive : reconnexion diasporique, transition professionnelle et existentielle, citoyenneté transnationale, ancrage collectif et communautaire, et médiation interculturelle.

## Le dispositif de collecte de données

La démarche s'appuie sur un corpus articulant plusieurs outils complémentaires, déployés selon une logique de progression et de triangulation. Chaque outil a été mobilisé selon sa valeur ajoutée spécifique, de manière à croiser les angles d'analyse et à garantir la robustesse des constats. Le processus d'étude constitue lui-même un outil d'interconnaissance : les espaces de gouvernance (Comité technique - COTECH, Comité de pilotage - COPIL et groupe de travail - GT<sup>3</sup>) et ateliers collectifs ont transformé la recherche en laboratoire de collaboration continue entre acteurs du volontariat et des diasporas.

L'étude a été réalisée par une équipe de consultants externes, sélectionnée dans le cadre d'un appel d'offre. Trois consultants ont été mobilisés dès le lancement de la démarche pour assurer le pilotage global, la coordination des différentes phases et la production des livrables. Lors de la phase d'enquête de terrain, deux consultants supplémentaires ont rejoint l'équipe pour apporter leur expertise spécifique à la collecte et à l'analyse des données. Cette équipe pluridisciplinaire a ainsi combiné une diversité de compétences et d'expériences pour mener à bien la mission, en lien étroit avec les commanditaires.

3 Le COTECH est le Comité Technique composée de représentantes de France Volontaires, du FORIM et de l'équipe de consultants. Le GT est un groupe de travail élargi mobilisé pendant les moments-clés de l'étude.

# Le cadrage

## Entretiens exploratoires de cadrage

**15 entretiens exploratoires** ont été conduits auprès de personnes ressources identifiées par les commanditaires. Ils ont permis de clarifier les attentes, de comprendre la diversité des lectures sur les articulations entre

volontariat et diasporas, et de confirmer le manque de données consolidées. Ces entretiens ont directement nourri la reformulation des hypothèses de travail.

# L'état des lieux

## Revue documentaire internationale

Une revue documentaire ciblée a été conduite, portant sur les pratiques d'articulation diaspora-volontariat dans d'autres contextes nationaux (Royaume-Uni, Canada, Allemagne, Belgique)). Elle a permis de situer le modèle français dans un panorama comparatif et d'identifier des approches innovantes mobilisables comme références.

d'obtenir une première visibilité sur la relation à l'identité diasporique, d'identifier des personnes susceptibles de participer à des entretiens approfondis, et de dégager de grandes tendances concernant les profils et parcours (âge, dispositif de volontariat, rapport à l'identité diasporique). **La collecte de données sur les profils ne repose toutefois pas sur un échantillon représentatif.**

20

## Entretiens semi-directifs d'état des lieux

**54 entretiens** semi-directifs ont été conduits au cours de cette phase auprès d'un ensemble diversifié d'acteurs : volontaires diasporiques, responsables de structures d'envoi et d'accueil, représentants d'OSIM, acteurs institutionnels. Ces entretiens ont constitué le cœur de la phase d'état des lieux, permettant de documenter les parcours, d'identifier les configurations d'engagement et de tester les premières hypothèses de travail.

## Appel à partage d'expériences (formulaire en ligne)

Un formulaire en ligne a été diffusé via les réseaux de France Volontaires et du FORIM entre octobre et novembre 2025. Composé de 14 questions (majoritairement fermées, avec quelques questions ouvertes), il a enregistré **200 réponses**, dont 108 exploitables après tri des doublons, retrait des réponses explicitement non-diasporiques et des formulaires insuffisamment renseignés. **L'objectif initial de cet outil était l'identification de profils et la mise en évidence de tendances sur le rapport à l'identité diasporique.** Il a permis

### NOTE MÉTHODOLOGIQUE

## Auto-positionnement diasporique

Le formulaire incluait une définition accessible de la diaspora et permettait aux répondants de s'auto-positionner selon leur propre perception, respectant ainsi la dimension subjective et évolutive de l'identité diasporique. Ce principe (éviter toute assignation identitaire) a été maintenu de manière cohérente dans l'ensemble des outils de collecte.

# Territorialisation

La troisième phase a approfondi et territorialisé les constats de l'état des lieux, en combinant collecte qualitative intensive et validation participative. Elle marque aussi une étape supplémentaire dans l'engagement des collectivités territoriales partenaires de l'étude, Ville de Marseille et Département de Seine-Saint-Denis. Celles-ci ont participé à l'identification de personnes et structures clés à interroger pour apporter un éclairage territorial pertinent.

## Entretiens semi-directifs complémentaires

**50 entretiens** supplémentaires ont été conduits auprès de volontaires diasporiques, responsables d'OSIM et acteurs institutionnels sur les terrains français et internationaux, portant le total cumulé depuis le début de l'étude à **119 entretiens semi-directifs**. Ces entretiens ont été guidés par des grilles d'analyse différenciées selon les axes de recherche, permettant une spécialisation des sources : chaque terrain a été construit autour des dimensions qu'il permet le mieux d'éclairer.

## Ateliers collectifs

Deux ateliers collectifs ont été organisés pour soumettre les premières analyses aux acteurs de terrain : **21 participants à Marseille** et **13 en Seine-Saint-Denis**. Ces espaces ont rempli une double fonction : valider ou nuancer les constats émergents, et constituer des lieux d'interconnaissance entre acteurs du volontariat et des diasporas. Ils illustrent la dimension participative de la démarche, dans laquelle la restitution n'est pas une étape finale mais un outil analytique en soi.

## Enquête interactive en ligne

Une enquête interactive a été conduite en parallèle des entretiens, recueillant **50 réponses**. Elle ciblait en priorité les OSIM et les acteurs institutionnels afin de mesurer à plus grande échelle les freins et leviers à la mobilisation des dispositifs V.I.E.S, l'image de ces dispositifs, et les appétences pour des formes de volontariat moins représentées (VEC, volontariat senior, Corps Européen de Solidarité). Ce questionnaire, distinct de l'appel à partage d'expériences de phase 2, permettait aux OSIM

de s'exprimer sur leur propre expérience de la mobilisation du volontariat, y compris lorsqu'elles n'y avaient pas eu recours.

## Portraits biographiques

Six portraits biographiques approfondis de volontaires diasporiques ont été produits selon la méthode des récits de vie. Ces portraits constituent le cœur narratif de l'étude : ils illustrent la **variété des configurations d'engagement**, documentent les transformations avant/pendant/après mission, et rendent visibles des trajectoires que les données agrégées ne peuvent pas restituer. En d'autres termes, ils ont vocation à incarner aux mieux les principaux enseignements de l'étude.

## Logique des terrains : des choix ancrés dans le partenariat de l'étude

Les terrains de l'étude en France et à l'international ont été définis en concertation avec les commanditaires et partenaires (France Volontaires, FORIM, F3E, Ville de Marseille, Département de Seine-Saint-Denis), selon une logique à la fois stratégique et pratique : chaque terrain devait permettre d'observer des phénomènes spécifiques tout en s'inscrivant dans les réseaux et partenariats existants.

## Terrains France

Marseille et la Seine-Saint-Denis présentent des profils contrastés, ce qui en fait des terrains complémentaires pour distinguer les invariants des spécificités locales.

**La ville de Marseille** est composée de nombreuses diasporas mais peu formalisées en structures associatives. Elle se caractérise par une présence importante de communautés maghrébines et comoriennes, une tradition de solidarité forte, renforcée par la proximité immédiate de la Méditerranée. Ce terrain se distingue par ailleurs par une réticence à la catégorisation diasporique de la part de certains acteurs locaux, ce qui en fait un cas analytiquement éclairant sur les tensions

entre visibilité et assignation identitaire. La *Ville de Marseille est co-financier de l'étude*.

La **Seine-Saint-Denis** présente un profil contrasté : un écosystème diasporique dense et structuré, une politique volontariste sur la mobilité internationale des jeunes portée par le *Conseil Départemental, co-financier de l'étude*, et une concentration significative d'OSIM membres du FORIM. La présence d'un tissu associatif développé en fait un terrain privilégié pour observer les synergies entre écosystèmes.

## Terrains internationaux

Les terrains internationaux ont été définis en cohérence avec les priorités stratégiques des commanditaires et les engagements bilatéraux de la France. Ils permettent d'observer la dimension « accueil » du volontariat et de documenter les effets sur les individus pendant et après mission, les dynamiques territoriales dans les pays partenaires, et les conditions de coordination entre acteurs locaux et français.

22

Le **Maroc** est un important pays d'accueil de missions de volontariat dans le monde. Il représente un cas emblématique de recomposition des relations bilatérales franco-marocaines : après une période de tensions diplomatiques, le partenariat stratégique a été renouvelé, faisant du volontariat un outil actif du dialogue bilatéral. La collecte a été conduite dans la **région Souss-Massa**, ce qui permet d'ancrer l'analyse dans un contexte territorial précis et d'observer les conditions locales de mise en œuvre des partenariats.

Le **Sénégal** est l'un des premiers pays d'accueil de missions de VSI (voir Partie 3 du rapport pour les données) et l'un des pays d'origine les plus représentés dans les réseaux diasporiques en France. L'Espace Volontariats

y est particulièrement actif, et la diaspora sénégalaise est très présente dans les OSIM membres du FORIM. Ce terrain offre des conditions optimales pour observer les configurations d'engagement collectif/communautaire (OSIM) et analyser comment le double ancrage territorial des acteurs diasporiques influe sur les partenariats. Le choix du Sénégal s'inscrit par ailleurs dans la cohérence avec le *Plan d'action sur les diasporas africaines élaboré en 2023 par le MEAE*, qui reconnaît l'importance stratégique de ces collaborations.

Le terrain **Cambodge / diaspora cambodgienne en France** constitue un cas méthodologiquement distinct : aucune collecte de données n'a été conduite sur place. Ce choix, défini en concertation avec les commanditaires, reflète une réalité empirique mise en évidence dès les premiers entretiens : c'est en France, dans les réseaux associatifs diasporiques, que se joue l'essentiel de ce qui est analytiquement saillant pour cette étude. L'entrée principale est celle de la **réciprocité** : le déploiement croissant de volontaires cambodgiens en France et le rôle que jouent les associations de la diaspora dans leur accueil et accompagnement. La diaspora cambodgienne, majoritairement constituée de réfugiés politiques des années 1970-1980 et de leurs descendants, apporte en outre une variation utile : son histoire migratoire singulière et ses dynamiques intergénérationnelles spécifiques contrastent avec les configurations observées dans les diasporas africaines.

### Hypothèses et questions de recherche

Trois axes de l'étude (individus et organisations, territoires et partenariats, synergies institutionnelles) ont été fixés par les termes de référence. Ils ont été affinés lors de la phase de cadrage, en concertation avec le groupe de travail et le comité de pilotage. Pour chaque axe, l'équipe a formulé des hypothèses de travail testées au fil de la collecte.

Axes	Hypothèses de recherche
<b>Axe 1 Individus et organisations</b>	<p><b>H1.</b> Le volontariat diasporique est vecteur de transformations individuelles et nourrit une citoyenneté transnationale.</p> <p><b>H2.</b> L'accueil ou l'envoi de volontaires accélère la structuration interne des OSIM.</p> <p><b>H3.</b> Les formats des dispositifs V.I.E.S ne sont pas toujours en adéquation avec les pratiques des individus et organisations issus des diasporas.</p>
<b>Axe 2 Territoires et partenariats</b>	<p><b>H1.</b> L'implication des acteurs diasporiques dans des projets de volontariat favorise leur reconnaissance institutionnelle.</p> <p><b>H2.</b> Le double ancrage territorial des diasporas améliore la durabilité et l'horizontalité des partenariats.</p>
<b>Axe 3 Synergies FORIM ↔ FV</b>	<p><b>H1. Avant :</b> une meilleure collaboration FV-FORIM élargit l'accès aux dispositifs.</p> <p><b>H2. Pendant :</b> une meilleure coordination OSIM-Espaces Volontariats améliore la qualité des missions.</p> <p><b>H3. Après :</b> des mécanismes de suivi et capitalisation partagés nourrissent les pratiques partenariales.</p>

## Limites

L'étude ne prétend pas à la représentativité : les profils rencontrés sont ceux qui ont accepté de témoigner, généralement déjà en lien avec les réseaux du FORIM ou de France Volontaires. Les engagements les plus informels et les plus éloignés des institutions restent probablement sous-représentés. Elle ne couvre pas les diasporas installées hors de France et n'inclut pas les initiatives relevant de l'entrepreneuriat ou du secteur économique. Par ailleurs, cette étude n'est ni une évaluation d'impact, ni un audit organisationnel des commanditaires, ni un plaidoyer pour modifier les cadres réglementaires. Elle ne repose pas non plus sur un suivi longitudinal des trajectoires individuelles sur plusieurs années, ni sur une mesure statistique représentative à l'échelle nationale.

Certains aspects ne sont par ailleurs abordés que de manière partielle. L'étude ne propose pas d'analyse détaillée du fonctionnement interne et de la gouvernance des OSIM, ni d'évaluation approfondie des compétences techniques acquises par les volontaires. Elle ne vise pas non plus à analyser de manière systématique les différences entre les diasporas selon leurs pays d'origine, ni l'ensemble des initiatives de solidarité internationale portées par les diasporas.

Deux risques méthodologiques spécifiques sont à signaler : essentialiser l'identité diasporique en l'isolant de trajectoires plus larges ; ou au contraire l'ignorer au risque d'homogénéiser des expériences qui ne le sont pas. Pour les limiter, l'étude s'est centrée sur le vécu et les paroles des personnes rencontrées.

## Architecture du rapport

Le rapport est structuré en cinq parties :

La **Partie 1** – S'engager dans le volontariat : parcours et expériences des diasporas ; part des individus. Elle analyse les freins et conditions d'accès au volontariat, les motivations plurielles qui conduisent à l'engagement, et les effets sur les trajectoires. Les portraits biographiques y jouent un rôle central.

La **Partie 2** – Volontariat et organisations diasporiques : rôle et implications ; change d'échelle pour se concentrer sur les structures, en particulier les OSIM. Elle examine comment elles se positionnent vis-à-vis des dispositifs de volontariat et quels effets organisationnels l'accueil ou l'envoi de volontaires peut produire.

La **Partie 3** – Dynamiques territoriales : études de cas ; étudie les dynamiques observées sur cinq terrains (Marseille, Seine-Saint-Denis, Maroc, Sénégal, diaspora cambodgienne en France), en montrant à la fois ce qui se retrouve d'un contexte à l'autre et ce qui relève de situations locales.

La **Partie 4** – Diasporas et volontariat : quels apports et quelles limites pour la solidarité internationale ? Propose une mise en perspective transversale des enseignements de l'étude et un retour sur les hypothèses de travail.

La **Partie 5** – Recommandations : conclut par des propositions sur les conditions d'accès, les formes d'accompagnement, les outils de suivi et les modalités de coopération inter-institutionnelle.

Au cœur de ce rapport se trouvent des personnes : non pas que des « publics cibles », ni des « actrices de la solidarité internationale », ni des bénéficiaires de politiques publiques, mais des individus porteurs d'histoires familiales, de motivations entremêlées et d'expériences qui les ont transformés ou parfois bouleversés. **Certains ont grandi entre deux cultures et ont trouvé dans le volontariat un espace pour incarner cette double appartenance. D'autres ne se réclament pas de la diaspora, et s'y retrouvent quand même, à la faveur d'une mission, d'une rencontre, d'un retour inattendu sur des racines. D'autres encore n'ont pas pu partir, ou ont renoncé, heurtés à des obstacles que les dispositifs n'avaient pas anticipés.**

C'est par eux que commence ce rapport : leurs trajectoires, leurs voix, la diversité de leurs expériences. Si l'appartenance diasporique y joue tantôt un rôle central, tantôt secondaire, tantôt aucun rôle visible, cette diversité n'est pas un problème analytique à résoudre : elle est l'un des résultats de l'étude.

**1**

# **S'engager dans le volontariat : parcours et expériences des diasporas**

Cette première partie propose une entrée par les personnes : celles qui s'engagent, ou qui cherchent à le faire, dans les dispositifs de V.I.E.S. Elle examine comment des individus ayant des appartenances diasporiques traversent ces dispositifs : comment ils y accèdent (ou n'y accèdent pas), pourquoi ils s'engagent, ce qu'ils vivent en mission, et comment l'expérience recompose leurs trajectoires après le retour. L'analyse s'appuie sur trois sources principales : les données du questionnaire « appel à partage d'expériences » diffusé via les réseaux de France Volontaires et du FORIM, les entretiens approfondis conduits avec des volontaires, les échanges avec des acteurs institutionnels et associatifs rencontrés lors des différents terrains en France comme à l'international. Ces matériaux ont été croisés pour dégager non des profils-types, mais des logiques d'engagement ; des configurations qui rendent compte de la diversité et de la fluidité des parcours.

25

La partie est organisée en trois temps : Le premier examine les **conditions d'accès** au volontariat et les inégalités qui les traversent, en portant une attention particulière aux freins susceptibles d'être plus marqués pour les personnes issues des diasporas. Le deuxième explore les **motivations à s'engager** : plurielles, rarement purement diasporiques, et souvent en mouvement au fil du parcours. Le troisième analyse les **effets de la mission**, pendant et après, sur les individus, sur leur rapport à leurs appartenances, et sur les dynamiques collectives dans lesquelles ils s'inscrivent.

# Devenir volontaire : opportunités, inégalités et stratégies d'accès

## Les dispositifs du V.I.E.S : conditions d'accès et d'éligibilité

Le volontariat international d'échange et de solidarité (V.I.E.S) regroupe plusieurs dispositifs institutionnels soutenus par l'État français, permettant de s'engager dans des projets de solidarité internationale, en France ou à l'international, dans **un cadre formalisé** (statut, couverture sociale, accompagnement, et parfois indemnité).

Ces dispositifs permettent, d'une certaine manière, de réaliser dans un cadre institutionnel ce que de nombreuses organisations issues des diasporas mettent déjà en œuvre de façon plus informelle, à travers le bénévolat, des mobilités et actions ponctuelles. Pour accueillir ou envoyer un volontaire, une structure doit être agréée ou passer par un organisme agréé.

Le tableau ci-dessous présente les principaux dispositifs V.I.E.S et leurs caractéristiques<sup>4</sup>.

Dispositif	Public visé	Durée	Compétences	Prise en charge <sup>5</sup>	Indemnité
<b>Famille du volontariat d'initiation et d'échanges (à destination de la jeunesse)</b>					
<b>Service civique à l'international (SCI)</b>	18-25 ans <i>(jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap)</i>	6 à 12 mois <i>(dont 3 mois min. à l'international)</i>	Aucune compétence spécifique exigée	Partielle	<b>Oui</b>
<b>Chantiers internationaux &amp; JSI / VVV-SI<sup>6</sup></b>	À partir de 15 ans <i>(groupes de jeunes, majoritairement en QPV pour le VVV-SI)</i>	Quelques semaines à 2 mois	Aucune compétence spécifique exigée	Partielle	<b>Non</b>
<b>Corps européen de solidarité (CES)</b>	18-30 ans	2 semaines à 12 mois	Peu ou pas de compétences spécifiques exigées	Partielle	<b>Oui</b>
<b>Famille du volontariat de coopération, d'appui au développement et d'action humanitaire</b>					
<b>Volontariat de solidarité internationale (VSI)</b>	À partir de 18 ans En pratique : 25-35 ans, diplômés, avec expérience	1 an minimum, jusqu'à 6 ans	Compétences spécifiques exigées ; Mission impossible dans le pays de ressortissants	Totale	<b>Oui</b>
<b>Famille du volontariat d'échanges et de compétences (VEC)</b>					
<b>Congé de solidarité</b>	À partir de 18 ans <i>(salariés en activité pour le congé de solidarité)</i>	Variable	Compétences spécifiques exigées	Totale	<b>Oui</b>
<b>Volontariat senior</b>	Retraités et pré-retraités	Variable	Compétences spécifiques exigées	Totale	<b>Oui</b>

Pour plus d'informations sur ces dispositifs, France Volontaires met à disposition des ressources en ligne à destination des candidats et des structures.

<sup>4</sup> Source : France Volontaires, *Les différents dispositifs du V.I.E.S (2026)*

<sup>5</sup> Prise en charge : Sécurité sociale, hébergement, repas, transport

<sup>6</sup> En 2026, le JSI-VVSI évolue et se nomme désormais JSI.

## 1.1.2

# Mise en perspective des profils de répondants à l'étude avec les tendances du V.I.E.S

Les données présentées dans cette section sont issues de l'appel à partage d'expériences, visant les individus, diffusé via les réseaux de France Volontaires et du FORIM entre le 10 octobre et le 14 novembre 2025. Le questionnaire a enregistré 200 réponses, dont 108 répondants retenus pour l'analyse après nettoyage des données et exclusion des répondants se déclarant explicitement non concernés par une identité diasporique. Ces 108 répondants déclarent 120 expériences de volontariat. Ces résultats peuvent être mis en perspective avec les tendances générales du V.I.E.S publiées par France Volontaires en 2024. Cette comparaison reste indicative : les données V.I.E.S reposent sur des statistiques administratives, tandis que les données présentées ici proviennent d'un questionnaire volontaire et déclaratif.

**Genre.** Les répondants présentent une légère majorité de femmes (57 %, soit 62 femmes pour 45 hommes). Cette proportion est proche des tendances observées dans les dispositifs de volontariat international. Dans le Volontariat de Solidarité Internationale (VSI) par exemple, les femmes représentent environ 63 % des volontaires.

**Dispositifs mobilisés.** Dans l'échantillon analysé, le VSI apparaît très largement dominant, avec 74 déclarations sur 120, soit environ 62 % des expériences de volontariat déclarées. Parmi celles-ci, 60 déclarations correspondent à des parcours réalisés uniquement en VSI. Le service civique international représente 12 déclarations (environ 10 %), tandis que les volontariats collectifs (JSI- VVV-SI) représentent 9 déclarations (environ 8 %). Les autres dispositifs et expériences représentent environ 20 % des déclarations. Les répondants, minoritaires ayant déclaré avoir réalisé plusieurs V.I.E.S ont pour la plupart réalisé un VSI après un volontariat collectif ou un service civique international. À l'échelle globale du V.I.E.S, la répartition des dispositifs apparaît plus équilibrée.

En 2023, France Volontaires recense 5 104 missions, réparties comme suit :

- Service civique international : 1 698 missions (environ 33 %)
- VSI : 1 693 volontaires (environ 33 %)
- Programmes JSI / VVV-SI : 1 245 participants (environ 24 %)
- VEC : 468 missions (environ 9 %)
- Chantiers internationaux : 231 volontaires (environ 4 %)

Ces données montrent que, dans les statistiques globales, les dispositifs jeunesse et les mobilités collectives représentent une part importante des engagements. Dans l'échantillon étudié, ces dispositifs apparaissent en revanche beaucoup moins présents. Cet écart peut notamment s'expliquer par la nature de l'appel à témoignages, qui tend à mobiliser davantage des volontaires ayant vécu des expériences longues ou structurantes. Il est également possible que les expériences courtes ne soient pas toujours perçues ou connues comme des dispositifs de volontariat, et qu'elles ne fassent donc pas l'objet de réponses.

**Lecture générale.** Malgré ces écarts dans la répartition des dispositifs, les profils observés ne se distinguent pas fortement des tendances générales du volontariat international, notamment en ce qui concerne la participation féminine et la place structurante du VSI dans les trajectoires. Cette proximité doit toutefois être interprétée avec prudence. Les personnes ayant accès aux dispositifs de volontariat international, et celles qui répondent à un appel à témoignages, appartiennent souvent à des catégories socio-démographiques relativement similaires, disposant des ressources nécessaires pour y accéder. L'absence de différences marquées dans les profils ne signifie donc pas nécessairement l'absence d'enjeux spécifiques pour les personnes issues des diasporas : elle peut également refléter le rôle déterminant des conditions sociales et institutionnelles d'accès aux dispositifs. L'analyse des freins apparaît ainsi essentielle pour mieux comprendre les écarts de participation.

## 1.1.3

# Inégalités d'accès selon les dispositifs

Les modalités propres à chaque dispositif influent sur leur mobilisation par les potentiels volontaires. Pour plusieurs types de volontariat, les encadrés ci-dessous mettent en évidence les principaux facteurs facilitateurs et limitants, d'après les acteurs rencontrés. Par « facilitateurs », on entend les facteurs qui correspondent le mieux aux publics visés. Par « limitants », ceux qui sont le plus susceptibles de freiner l'accès. Cette analyse est valable pour les volontaires issus ou non des diasporas et concerne donc l'ensemble des personnes susceptibles de mobiliser un dispositif.

## Les volontariats courts collectifs pour les jeunes

Dispositifs	Projets Jeunesses Solidarité Internationale (JSI) et chantiers internationaux
Public	Groupe de jeunes, le plus souvent entre 15 et 25 ans, en QPV ou tout territoire.
Facilitants	<p>Ces projets constituent souvent une première entrée dans la mobilité, d'abord parce qu'ils s'articulent autour de structures identifiables par les jeunes et leurs familles : centres sociaux, acteurs d'éducation populaire, etc.</p> <p>Il s'agit d'une expérience courte, vécue avec ses pairs et des figures de confiance.</p> <p>Le programme est défini à l'avance, en impliquant les jeunes et le partenaire local.</p>
Limitants	<p>Les jeunes qui partent sont souvent ceux déjà sociabilisés dans les centres sociaux et organisations collectives et jugés « les plus motivés ».</p> <p>Les profils touchés varient selon les structures d'accompagnement – sur ce dispositif ce sont des « associations porteuses de projets » et des « associations marraines » qui accompagnent les jeunes. Certaines mobilisent des jeunes déjà engagés, d'autres (notamment en QPV) accompagnent des jeunes avec moins d'opportunités (JAMO) pour qui ce premier JSI constitue une entrée dans l'engagement à l'international. Les individus les plus éloignés des structures associatives restent toutefois sous-représentés. Des freins économiques, familiaux, psychologiques et sociaux se superposent et expliquent cette inégalité d'accès.</p>

## Les volontariats individuels pour les jeunes

Dispositifs	Service civique à l'international (SCI) et Corps européen de solidarité (CES)
Public	<p>SCI : 16 à 25 ans, jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap. Sans condition de formation, diplôme ou langue.</p> <p>CES : 18 à 30 ans.</p>
Facilitants	<p>Les deux dispositifs prévoient un accompagnement balisé : préparation au départ, suivi sur place, bilan post-mission.</p> <p>La durée de l'expérience est une donnée attractive pour la valorisation en termes d'insertion socioprofessionnelle.</p> <p>Pour le CES, le cadre est plus sécurisant : billets d'avion et logement pris en charge par le partenaire. Les missions courtes (dès 2 semaines) sont possibles.</p>
Limitants	<p>Pour le SCI, la durée minimale de 6 mois peut constituer un frein pour des personnes peu habituées aux mobilités. Il est par ailleurs possible de réaliser une partie de sa mission en France puis à l'international.</p> <p>Pour le CES, les destinations se concentrent principalement sur l'Europe ou des pays hors UE associés au programme, limitant la diversité de choix de destination</p> <p>Malgré l'absence de conditionnalité officielle, les publics diplômés mobilisent, dans les faits, plus largement ces dispositifs.</p>

## Le volontariat de coopération, d'appui au développement et d'action humanitaire

Dispositifs	Volontariat de solidarité internationale (VSI)
<b>Public</b>	Tout public. En pratique, individus en moyenne entre 25 et 35 ans, diplômés, avec expériences et compétences mobilisables.
<b>Facilitants</b>	Le dispositif est accessible pour des personnes relativement insérées au niveau professionnel, avec une expérience préalable. La valorisation des compétences et d'une expertise technique est un facteur facilitant le recours. Le caractère long (jusqu'à 2 ans) et reproductible (soit 6 ans au total) des missions est également recherché pour les candidats cherchant un engagement de long-terme.
<b>Limitants</b>	Le niveau d'indemnité peut paraître peu attractif relativement aux compétences requises. Rappel: la principale limite en lien avec les diasporas est d'ordre légal: un volontaire de solidarité internationale ne peut pas accomplir de mission dans un État dont il est ressortissant ou résident régulier. Les personnes binationales souhaitant effectuer un VSI dans leur pays d'origine sont donc exclues de ce dispositif (voir section 1.4).

## Le volontariat d'échanges et de compétences (VEC)

Dispositifs	Plusieurs dispositifs possibles : Congé de solidarité / Volontariat senior / Dispositif CSI Congé de solidarité Internationale / Congé solidaire porté par Planète Urgence etc. <sup>7</sup>
<b>Public</b>	Individus disposant d'une expertise, le plus souvent inséré professionnellement ou à la retraite. Personnes ne rentrant pas dans les conditions d'éligibilité des autres dispositifs.
<b>Facilitants</b>	L'appel à projets permet des missions très flexibles, avec une durée adaptable, un degré de prise en charge partielle ou totale selon les associations lauréates. Il permet ensuite une mise en œuvre de missions accessibles à des individus en contact avec les associations lauréates, sans rompre une carrière ou une retraite en France. Le e-volontariat (à distance) est même possible. Le VEC pourrait correspondre aux pratiques existantes des diasporas en termes d'engagement, individus comme OSIM, sur des missions d'expertise courte et ciblée.
<b>Limitants</b>	Le MEAE, en partenariat avec le FONJEP et France Volontaires, lance depuis 2021 un appel à projets annuel dédié au VEC. Dans le cadre de cet AAP, a priori pas reconduit pour l'année 2026, un premier critère limitant pour les diasporas concerne l'impossibilité d'effectuer une mission dans un pays dont ils possèdent la nationalité. La lisibilité des dispositifs mobilisables n'est par ailleurs pas toujours claire, ce qui suppose souvent que les personnes intéressées soient déjà en lien avec une structure d'envoi ou intégrées à des réseaux identifiés. Enfin, au niveau organisationnel, les associations porteuses via l'AAP VEC doivent disposer de capacités administratives et financières importantes, ce qui peut exclure des structures plus modestes.

29

<sup>7</sup> La plupart sont mobilisables depuis 2021 via un appel à projets (AAP) annuel du MEAE en partenariat avec le Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (FONJEP) et France Volontaires. Lors du dernier AAP, 17 associations ont été lauréates, pour une enveloppe globale de 8000000€.

#### 1.1.4

### Des freins susceptibles d'être plus marqués pour les personnes issues des diasporas

Les principaux freins à la mobilité ont fait l'objet de **plusieurs études**, en particulier concernant les jeunes. Le Conseil Département de Seine-Saint-Denis a tout récemment conclu une étude sur l'accès à la mobilité internationale des jeunes du département (2025). L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) avait commandité une *revue de littérature* sur la mobilité internationale des jeunes dans un cadre non formel (2017)<sup>8</sup>. On peut faire l'hypothèse que plusieurs de leurs résultats s'appliquent au V.I.E.S, en les croisant avec les données récoltées dans le présent travail, même si leur objet reste plus large (mobilité sous toutes ses formes).

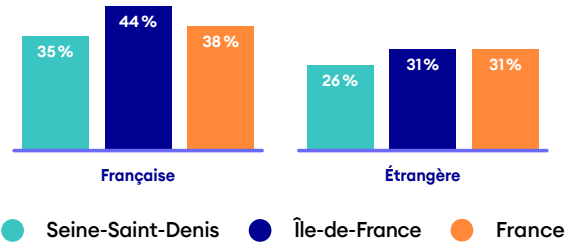
En raison des enjeux méthodologiques soulevés en introduction, il est complexe voire impossible d'isoler des freins qui expliqueraient un non-recours des personnes issues des diasporas uniquement à travers cette caractéristique. Mais à partir des récits et données récoltés, des obstacles susceptibles d'être plus marqués pour les individus des diasporas ont été relevés.

30

D'abord, **l'absence de nationalité française** semble un frein clé pour accéder au volontariat international. L'étude du Département de Seine-Saint-Denis a par exemple mis en évidence « *un lien de corrélation assez net entre la nationalité et le recours à la mobilité : les jeunes de nationalité française déclarent davantage y avoir recouru que les jeunes de nationalité étrangère* ».

Ce constat est valable dans le département comme en Ile-de-France et au niveau national.

#### Recours à la mobilité selon la nationalité



**Source :** Enquête Génération 2017, interrogée à 3 ans

**Périmètre :** ensemble des répondant-es (n=22 289)

**Lecture :** parmi les jeunes de nationalité française liés à la Seine-Saint-Denis, 35% déclarent avoir réalisé une mobilité internationale entre la 6<sup>e</sup> et la fin de leurs études.

Ces données font écho à plusieurs témoignages récoltés pendant les terrains, pointant les **difficultés administratives** liées à ce statut. Pour les personnes présentes sur le territoire français depuis plusieurs années mais ne disposant pas de la nationalité, le **risque perçu lié à leur situation est parfois trop important** pour se permettre de s'engager dans une mobilité. Les lourdeurs administratives dans les préfectures et en ligne, dans le cas des renouvellements, les confortent dans cette analyse. A cela s'ajoute les récits des volontaires qui sont effectivement partis avec une carte de séjour, mais qui une fois sur place, n'ont pas pu compter autant sur les relais diplomatiques français que s'ils disposaient de la nationalité française (pour plus de détails, voir la section 3 de cette partie).



CRÉDIT PHOTO – DCC

8 Talleu C., La mobilité internationale des jeunes dans un cadre non formel. Revue de littérature, INJEP/ Rapport d'étude, février 2017.

## La binationalité : entre contrainte réglementaire et enjeux de représentations

Un obstacle spécifique aux personnes issues des diasporas mérite d'être précisé : la question de la binationalité, qui opère à plusieurs niveaux.

**Une contrainte réglementaire explicite mais circonscrite.** La réglementation du VSI exclut les missions dans le pays dont le volontaire est ressortissant. Comme le rappelle le MEAE, cette règle s'explique par deux raisons juridiques. D'une part, un enjeu de **protection consulaire** : si le volontaire est considéré comme ressortissant du pays de mission, les autorités françaises ne peuvent pas intervenir en cas de difficulté. D'autre part, la **nature même du dispositif VSI** : le caractère « international » du volontariat implique un engagement à l'étranger, dans un pays dont on n'est pas ressortissant. Cette restriction concerne donc uniquement les personnes **possédant effectivement la nationalité** du pays de mission, et non l'ensemble des personnes ayant un lien d'origine avec ce pays.

**Des interprétations élargies non prévues par la réglementation.** Au-delà de cette règle formelle, des organisations rapportent avoir refusé des candidatures sur la base d'une interprétation plus large : la proximité d'origine, même sans deuxième nationalité effective, est parfois considérée comme un critère d'inéligibilité. Ces pratiques élargissent le périmètre de la restriction au-delà de ce que prévoit la réglementation.

*« L'idée qui circule : une personne qui a envie d'aller faire un volontariat dans un pays dont elle pourrait se réclamer de la nationalité, même si elle ne l'a pas, ne serait pas éligible. »*

*« On a refusé des missions à des personnes par rapport à ça. »*

**L'enjeu d'une clarification de la restriction.** Ces interprétations reposent sur un présupposé contesté par plusieurs acteurs : avoir un lien familial ou d'origine avec un pays ne signifie pas nécessairement le connaître ou en être ressortissant.

*« Ce n'est pas parce qu'on a un parent qui vient d'un pays qu'on connaît le pays. »*

*« On ne permet pas à ces personnes d'être volontaires de solidarité internationale... et c'est dommage. »*

Une clarification du cadre réglementaire permettrait ainsi d'éviter que des candidatures soient refusées sur des critères qui dépassent la restriction légale.

31

Ensuite, le **positionnement de la famille** est aussi une variable identifiée par les acteurs interrogés comme particulièrement intéressante à prendre en compte pour les diasporas. Par exemple, les parents laissent-ils plus facilement partir leurs enfants dans leurs pays d'origine ? Ou y sont-ils plus réticents eu égard de leur vécu ou leur histoire migratoire ? Les entretiens menés n'ont pas permis d'identifier de tendances significatives.

La position des parents semble particulièrement influencer sur le recours/non-recours à la mobilité justement quand elle s'inscrit dans des difficultés administratives ou en cas d'absence de nationalité française. Une responsable associative raconte son échange avec une mère qui a refusé le départ de son fils en volontariat JSI, même si celui-ci a grandi en France :

*« Les papiers c'est tellement un enjeu important, qui fait peur. Elle n'avait pas envie de fragiliser sa famille "il n'est pas français, mon enfant ne part pas". Point. La maman ne voulait rien savoir. »*

A noter que la même étude du CD93 montre que les jeunes ayant une mère née hors d'Europe ont moins recours à la mobilité internationale que celles et ceux avec une mère française, et *a fortiori* en Seine-Saint-Denis. Si la corrélation statistique est établie, le lien de causalité avec l'origine géographique de la mère est plus complexe : d'autres variables socio-économiques pourraient en effet expliquer le fait que ces jeunes aient moins accès à la mobilité internationale.

Pour affiner l'analyse, une approche complémentaire est donc de s'appuyer sur les données récoltées en **quartiers prioritaires de la ville (QPV)**<sup>9</sup>. La part des immigrés

9 Selon l'INSEE, les QPV sont « des territoires d'intervention de l'État et des collectivités territoriales définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 dans l'objectif commun de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines ».

dans la population y est presque trois fois supérieure à la moyenne de France métropolitaine (28.3 % vs 10.2 %<sup>10</sup>), ce qui mécaniquement induit une population issue des diasporas supérieure aux autres territoires. Les programmes ciblant les JAMO<sup>11</sup> (jeunes avec moins d'opportunités, ni en études, ni en emploi, ni en formation) sont aussi plus susceptibles d'être mis en œuvre dans les QPV. On peut donc faire l'hypothèse que les obstacles identifiés dans ces territoires concernent pour partie les individus issus des diasporas. Les professionnels travaillant dans ces quartiers ont relevé plusieurs freins principaux, que nous proposons de regrouper dans deux catégories.

**Les obstacles économiques :** malgré les soutiens et aides mises en place, partir en volontariat a un coût financier.

- Plusieurs séjours collectifs requièrent une participation des familles, même si celle-ci est limitée grâce à d'autres sources de financements : auto-financement, programmes JSI, fonds propres des structures d'envoi. « Nous, on demande environ 450€ / tête. On leur montre les dépenses liées au projet, et ils se rendent compte que c'est symbolique » indique un responsable. On peut cependant envisager le fait que les familles les plus précaires n'aient pas la possibilité de couvrir de telles dépenses.
- Au niveau des volontariats individuels, le fait de partir avec une indemnité couvrant les frais sur place n'est pas suffisant lorsque la situation socio-économique est marquée par une absence de revenus stables. D'autant plus lorsque l'indemnité n'est pas élevée et qu'elle est la même dans chaque pays sans tenir compte des variations du coût de la vie, à l'instar du SCI. Autre dimension : certains individus ont une appréciation négative du volontariat qu'ils assimilent à du bénévolat non rémunéré. Une responsable de structure d'envoi relate ses discussions avec des jeunes :

« C'est du travail gratuit en fait [ils me disent], ce sont des opportunités qui sont peu payées, alors que pour certains jeunes en mission locale, la priorité c'est avant tout de trouver un travail stable »

Cette analyse peut être prolongée dans une perspective genrée. D'après plusieurs professionnels travaillant dans les QPV : l'injonction au travail rémunéré est d'autant plus marquée pour les hommes dans un contexte de précarité économique : « pour les garçons, il y a vraiment le fait d'aller bosser, de devoir ramener des sous. Pour les filles, c'est plus lié à une réticence des familles. »

**Les freins psychologiques liés aux discriminations vécues :** plusieurs structures travaillant sur des projets de mobilité internationale dans les quartiers populaires ont pointé un phénomène **d'autocensure** des habitants lorsqu'il s'agit de partir en volontariat.

« C'est une réalité difficile, vivre dans un quartier populaire, c'est être enfermé dans un système qui nous forge et nous forme mais qui peut empêcher l'ouverture : on se met beaucoup de limites ».

Cette position que l'on pourrait résumer par la phrase « ce n'est pas fait pour moi » est directement mise en lien par plusieurs acteurs jeunesse avec les discriminations vécues. Selon l'Observatoire Départemental des Discriminations et de l'Égalité de Seine-Saint-Denis, plus de 4 personnes sur 10 dans le département déclarent en effet avoir été victimes de discrimination en raison de leur origine ou de leur couleur de peau.

Ces chiffres alarmants - la **discrimination raciale** y est donc très présente - montre à quel point il serait intéressant d'approfondir l'analyse autour du poids de cette dimension dans le recours ou non à la mobilité. Les éléments récoltés à ce stade s'articulent surtout autour de l'appréhension au départ, et notamment la peur de ne pas être perçu comme « Français » sur place (par exemple parce qu'ils ne correspondent aux stéréotypes attendus en n'étant pas des personnes blanches). Une autre hypothèse avancée et à approfondir est que les situations de racisme vécues lors des processus d'insertion professionnelle des jeunes des quartiers populaires (embauche etc.) participent à l'autocensure d'autres dispositifs hors emploi, et donc à ceux liés à la mobilité. Plus largement, ce type de discrimination est reliée à d'autres, qui se cumulent en fonction de notre lieu d'habitation<sup>12</sup>.

10 Système d'information de la politique de la ville de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

11 Les personnes JAMO (équivalent de NEET en anglais) des QPV « représentent (...) un poids deux fois et demi supérieur à celui des jeunes NEET des autres quartiers des unités urbaines englobantes (27,5 %, contre 11,4 %) [ONPV, 2019]

12 Pour aller plus loin sur les questions de discriminations dans les quartiers populaires, et en particulier en lien avec le non-recours aux droits, le sentiment d'exclusion institutionnel et la défiance vis-à-vis des politiques publiques, voir :

- Les rapports annuels et études de l'Observatoire National de la Politique de la Ville

- La revue *Les cahiers de la LDC* « Lutte contre les discriminations »

- Les travaux académiques de différents auteurs, par exemple ceux de Patrick Simon, Marion Carrel, Didier Fassin, Floréal Sotto, François Dubet, Stéphane Beaud, Philippe Warin, Hervé Guery, Anouk Flamand...

« Il y a une superposition des inégalités raciales et socio-économiques dans le 93. On ne peut pas faire l'impasse (...) Et c'est cumulatif: et il y a aussi une superposition des freins: économiques, psychologiques... L'idée est donc de proposer des mobilités en fonction de leurs besoins »

### 1.1.5

## Comment les individus des diasporas accèdent au volontariat

En France, des personnes issues des diasporas s'investissent dans des projets et initiatives de solidarité

internationale en lien avec un pays ou une zone d'origine, qu'elles soient de première, deuxième ou troisième génération ou plus. Si la majorité de ces engagements solidaires échappent à tout dispositif institutionnalisé, il convient toutefois de signaler l'exception des déplacements réalisés dans le cadre du PRAOSIM, qui s'inscrivent dans des cadres programmatiques structurés, dotés de moyens dédiés et de mécanismes de redevabilité.

Par ailleurs, en dehors de ces cadres programmatiques spécifiques, certaines personnes issues des diasporas s'engagent tout de même via des dispositifs de V.I.E.S formalisés. Pour comprendre comment elles y ont eu accès, trois **approches** des structures d'envoi -non exclusives les unes des autres- ont pu être observées.

	Public visé	Description
<b>Approche généraliste</b>	Elle ne cible pas explicitement les diasporas: en proposant plusieurs types de volontariat possibles, les organisations d'envoi « recrutent » différents profils. Par incidence, on retrouve donc des volontaires issues des diasporas.	C'est l'approche la plus communément exprimée par les structures d'envoi.  Sans que cette dimension ne soit travaillée, il y a parmi leurs volontaires des personnes conservant des liens culturels, économiques, sociaux ou politiques avec leur pays / région d'origine ou celui de leurs ascendants.  Dans ces cas, ces liens ont pu faire partie de leurs motivations au départ, en s'inscrivant parmi d'autres (découverte et goût de la mobilité, développement de nouvelles compétences etc.).
<b>Approche par les conditions sociales</b>	Elle cible des publics dits éloignés des dispositifs de mobilité internationale, cumulant des difficultés socio-économiques, parmi lesquels figurent des jeunes issues des diasporas.	« En posant des priorités sociales, on va retrouver de fait des jeunes issus des diasporas » résume un responsable associatif. Ce cas est particulièrement constaté à propos des initiatives centrées sur les QPV, ou bien des associations implantées dans des quartiers/communes « sensibles » dont les activités s'adressent de fait à ces publics.  Les échanges de jeunes sont spécifiquement cités par les acteurs comme une approche permettant de mobiliser des jeunes aux origines géographiques multiples.  Les liens entre les missions locales et les structures d'envoi proposant des missions individuelles relèvent souvent aussi de la même approche, ciblant des JAMO dont certains issus des diasporas.
<b>Approche explicite « diasporas »</b>	Très à la marge, elle se centre spécifiquement sur les ressortissants des pays de destination ou leurs descendants, notamment ceux ayant la double nationalité	C'est par exemple le cas du Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD) au Sénégal (cofinancé notamment par l'Etat sénégalais et l'Agence Française de Développement - AFD) démarré en 2007. Dans ce cadre, la mobilisation de l'expertise issue de la diaspora s'articule autour de l'envoi de volontaires sénégalais-français vers des structures sénégalaises, avec prise en charge des billets et indemnités (mais hors dispositif français V.I.E.S).  Le programme Génération Climat* visait spécifiquement à mobiliser les jeunes issus des diasporas comme acteurs de solidarité internationale et de participation transnationale au travers des dispositifs V.I.E.S

## Le programme Génération Climat: un pont entre volontariat et diasporas pour la transition écologique et solidaire

Lancé en 2016 par un partenariat original entre la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH) et le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM), le programme Génération Climat poursuit un double objectif:

1. Favoriser l'engagement des jeunes, en particulier issus des migrations, comme acteurs de la transition écologique et solidaire, en France et à l'international.
2. Décloisonner les écosystèmes associatifs impliqués dans le volontariat (dispositifs V.I.E.S - Volontariat International d'Echange et de Solidarité) et les réseaux diasporiques fédérés par le FORIM.

A travers ses appels à projets, son accompagnement et ses espaces de dialogue pluri-acteurs, Génération Climat a permis de:

- Rapprocher les cultures et les pratiques d'acteurs de la solidarité internationale, de l'éducation populaire, de l'environnement et des jeunes, au service de l'engagement climat des nouvelles générations.
- Faire émerger et soutenir plus de 150 initiatives portées par des binômes de jeunes en France et à l'international,

en facilitant l'accès des jeunes issues des migrations aux dispositifs de volontariat.

- Tisser des relations nouvelles entre OSIM (Organisations de Solidarité Issues des Migrations) et associations de volontariat, renforçant la reconnaissance mutuelle et les collaborations.

Malgré les défis rencontrés (crise sanitaire, turn over des acteurs, difficultés à toucher les jeunes les plus éloignés), l'évaluation externe menée fin 2022 souligne la valeur ajoutée de Génération Climat pour décloisonner, sur un enjeu fédérateur, des milieux associatifs encore trop segmentés.

Elle pointe aussi des pistes pour amplifier ces dynamiques: mieux inclure les jeunes dans le pilotage du programme, renforcer l'accompagnement des parcours d'engagement au-delà du soutien ponctuel aux projets, consolider les synergies territoriales entre acteurs.

34

En complément, il est intéressant de comprendre **comment les volontaires étant effectivement partis ont appris l'existence des dispositifs**.

Un motif revient de façon frappante dans les entretiens: **la découverte des dispositifs de volontariat** est due à une rencontre, un réseau de proximité, une structure intermédiaire qui fait le lien. Il s'agit rarement d'une information directe et accessible au plus grand nombre, sauf lors de sessions spécifiques de présentation (missions locales, lycée, université, bureau information jeunes...).

Le registre de la contingence est omniprésent. L'un découvre le VSI au moment où il cherche simplement à donner du sens à un projet de voyage:

*« J'ai découvert le dispositif du VSI parce que je voulais prendre une grosse pause [...] je voulais lui donner du sens, pas que ce soit juste un voyage, mais qu'il y ait quelque chose à dire dans le CV. »*

Une autre découvre le VSI après avoir envisagé un stage de fin d'études pour valider son master:

*« À la base, je devais faire un stage mais j'avais envie d'une autre expérience un peu plus longue. Et comme j'étais dans le domaine de la coopération internationale et du développement, le VSI entrainait complètement dans le cadre. »*

D'autres encore découvrent l'association qui les emmènera en mission lors d'une journée de formation citoyenne dans le cadre d'un service civique, ou par capillarité à travers une personne de leur entourage retenue comme volontaire dans une structure locale:

Ces trajectoires individuelles font écho à ce qu'une actrice du mentorat de jeunes issus des diasporas observe de façon systématique. Interrogés sur les principaux obstacles à la mobilité internationale, ses mentorés citent le manque de moyens financiers en premier, mais le manque d'information vient immédiatement après, suivi du manque d'opportunités concrètes et de réseau:

*« Ils me disaient: on n'est pas au courant de tous ces dispositifs-là. »*

« Je pense que moyens financiers et manque d'informations vont ensemble – parce que quand les jeunes n'ont pas l'information, pour eux le problème ce sont les finances. »

Les canaux de découverte varient aussi selon les générations. Une interlocutrice distingue sa propre génération, qui passait par les structures locales, des plus jeunes, très connectées mais pas nécessairement mieux informées sur les dispositifs :

« Pour les personnes de mon époque, ça passait beaucoup par la mairie. On avait peut-être moins le réflexe d'aller voir sur internet, ça venait plus à nous via des structures. »

## 1.2

# Des motivations plurielles au croisement des trajectoires

### 1.2.1

## Le rapport à l'identité diasporique : un éventail large

L'analyse des réponses au formulaire « appel à partage d'expériences » concernant le rapport au terme « diaspora » révèle un éventail complexe de positionnements, allant de l'identification forte et militante au rejet du terme lui-même, en passant par des identités hybrides et plurielles. Loin de constituer un bloc homogène, les personnes interrogées entretiennent des rapports très différenciés à la notion de diaspora, reflétant la diversité des parcours de vie, des générations et des espaces d'appartenance.

### Affirmation et engagement diasporique fort

Une large part des répondants se reconnaît pleinement dans le terme, y voyant un vecteur d'identité, de solidarité et une responsabilité d'engagement envers leur pays d'origine. Le lien diasporique est décrit comme à la fois affectif, culturel et familial ; la double appartenance ou l'identité plurielle y sont fréquemment mentionnées comme des ressources plutôt que comme des tensions. Pour certains, cet ancrage est source de fierté, mais aussi parfois d'une forme de « honte » intériorisée, liée aux regards croisés des deux sociétés.

« Mon rapport à la diaspora est à la fois affectif et culturel. Même si je vis loin de mon pays d'origine, je reste très attachée à ma langue, à mes traditions et à ma communauté. La diaspora représente pour moi

Ce que ces trajectoires partagent, c'est l'absence d'un chemin balisé. L'accès aux dispositifs repose sur la présence d'un intermédiaire humain, des mentors, des responsables associatifs, un réseau de proximité, plutôt que sur une architecture d'information lisible et accessible à tous. Cette réalité pèse d'autant plus pour les personnes issues des diasporas, pour qui s'ajoutent souvent des incertitudes sur l'éligibilité liées au statut administratif, et un sentiment, parfois fondé, que ces dispositifs prennent insuffisamment en compte leurs spécificités.

*un espace de transmission, de solidarité et d'identité partagée, où l'on apprend à concilier plusieurs appartenances. »*

« Être membre de la diaspora, c'est donc plus qu'une appartenance : c'est une responsabilité et une façon d'agir concrètement pour contribuer au développement du pays tout en créant des passerelles humaines, culturelles et solidaires entre nos deux mondes. »

« Je n'étais jamais partie dans le pays donc il y a un détachement qui se fait du fait qu'il n'y a pas de visite, et justement je me suis dit que le volontariat peut refaire ce lien. »

### Identités hybrides et distancées

Pour d'autres répondants, souvent issus de la deuxième ou troisième génération, ou ayant accumulé de nombreuses expériences de mobilité internationale, le terme « diaspora » est perçu comme trop rigide ou inadapté à leur vécu d'une double appartenance. Certains se définissent davantage comme « citoyens du monde » que comme membres d'une diaspora spécifique, une posture qui traduit moins un détachement qu'une façon différente de vivre des appartenances multiples sans les hiérarchiser.

« Je me sens citoyenne du monde depuis mon enfance sans me sentir attachée à un territoire ni à plusieurs. »

« Un terme plutôt flou pour moi, je ne m'identifie plus vraiment avec une nationalité ou diaspora concrète. »

« Mon père est né en Algérie, d'une famille algérienne, puis a été naturalisé français vers ses 50 ans environ. Je n'ai pas de lien direct avec l'Algérie, je ne me considère pas comme directement lié à la diaspora, mais j'ai un petit sentiment d'appartenance. »

« J'aime le terme diaspora car il repositionne à sa juste valeur sociale dans le pays d'origine, mais en France je me définis comme sénégalaise en France. J'utilise souvent l'image de la mangrove, pleine de racines différentes, donc on peut jouer sur ça. »

### Non-reconnaissance dans le terme

Certains volontaires, bien qu'entretenant des liens forts avec un pays d'origine familiale, ne s'identifient pas sous le terme « diaspora ». Cette non-identification tient parfois à une inadéquation lexicale – le terme n'est pas en usage dans la communauté concernée –, parfois à une vision floue du concept, parfois encore au fait que la question ne s'était jamais posée en ces termes. Il y a rarement un rejet militant : c'est plutôt un écart entre le vocabulaire institutionnel et les façons de se définir soi-même.

« Le terme diaspora est peu utilisé dans notre communauté, qui lui préfère le terme Vietnamiens d'outremer (viet kieu). Il ne me convient pas non plus car il n'englobe ni les nouvelles générations nées en France, ni les singularités des populations mixtes. »

« À vrai dire, jusqu'à présent, je ne me suis jamais définie comme faisant partie de la diaspora togolaise. »

« Je n'ai jamais réfléchi à cette question à proprement parler, mais je suis très attachée au fait que mon grand-père était italien. »

Cette diversité des positionnements n'est pas un obstacle analytique : elle est elle-même un résultat de l'étude. Elle confirme qu'il n'existe pas un rapport uniforme à

l'identité diasporique, et invite à travailler avec des catégories suffisamment souples pour rendre compte de cette pluralité sans l'effacer.

#### 1.2.2

### Des motivations plurielles, rarement uniquement centrées sur l'identité diasporique

Quand on interroge des personnes issues de la diaspora sur les raisons de leur engagement dans le volontariat international, on obtient rarement une réponse unique. Ce n'est pas qu'elles manquent de clarté sur leur propre parcours, mais plutôt que les raisons sont effectivement multiples, entremêlées, et qu'elles évoluent au fil du temps. Les travaux menés dans d'autres contextes nationaux, notamment au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis, permettent d'identifier trois grandes familles de motivations qui reviennent de façon récurrente chez la plupart des volontaires issus des diasporas<sup>13</sup>. Ce qui frappe d'emblée, c'est à quel point ces motivations sont proches de celles des volontaires sans ancrage diasporique particulier.

La première grande famille de motivations est celle du **développement personnel**. Beaucoup partent pour vivre une expérience forte, sortir de leur quotidien, se confronter à d'autres manières de faire, grandir autrement que dans un cadre professionnel ou académique classique. La deuxième est d'ordre **professionnel** : le volontariat est souvent un levier pour acquérir une première expérience dans la coopération internationale, valoriser des compétences dans un nouveau contexte, se réorienter ou transférer une expertise construite ailleurs. Les programmes institutionnels ciblant des professionnels qualifiés issus de la diaspora (comme les dispositifs TOKTEN ou MIDA portés par les organisations internationales) reposent explicitement sur cette logique. La troisième, enfin, est l'**envie d'être utile** : une conviction sincère que l'on peut contribuer à quelque chose qui dépasse son propre intérêt. Cuso International, au Canada, décrit ces volontaires diasporiques comme des « volontaires d'impact », des personnes qui ne partent pas pour vivre une aventure, mais pour s'assurer que leur présence change réellement quelque chose sur le terrain.

13 Cette analyse internationale a fait l'objet d'un premier travail dans la phase d'état des lieux de l'étude – voir en annexe –, reposant sur une revue de littérature et sur des entretiens exploratoires menés notamment avec la Northumbria University (Royaume-Uni) et Cuso International (Canada). Elle a permis d'identifier plusieurs cadres d'analyse mobilisés dans d'autres contextes pour appréhender l'engagement diasporique dans le volontariat international, notamment autour de différents profils d'acteurs (professionnels qualifiés, jeunes en quête d'expérience, responsables associatifs), de trajectoires d'engagement (extension d'activités solidaires existantes, organisation diasporique comme porte d'entrée vers le volontariat, mobilisation d'expertise professionnelle) et de registres de motivations (altruistes et de reconnexion, professionnelles, recherche de reconnaissance). Pour plus d'informations, voir document en annexe.

Ces trois ressorts, **développement personnel, logique professionnelle, envie d'être utile**, ne sont pas propres aux volontaires diasporiques. Ils traversent l'ensemble du champ du volontariat international. Ce qui peut distinguer certains parcours diasporiques, c'est l'ajout d'une quatrième dimension : **le rapport aux origines, le sentiment d'appartenance, l'identité**. Mais cette dimension n'est pas systématique, ni toujours au premier plan. Elle oriente ou amplifie les motivations existantes sans les remplacer.

### 1.2.3

## L'identité et le sentiment d'appartenance : présents, mais pas déterminants

L'une des questions centrales de l'étude est la suivante : le fait d'être issu d'une diaspora modifie-t-il fondamentalement les raisons pour lesquelles on s'engage ? La réponse, nuancée, est : pas toujours, mais parfois, oui, et de manière significative.

Pour une partie des personnes rencontrées, c'est précisément le lien avec un pays d'origine, ou avec un espace culturel, familial, mémoriel, qui oriente ou déclenche l'engagement. Certains décrivent ce lien comme une forme d'obligation morale :

« Ce lien avec le Niger m'oblige. »

« J'ai vraiment eu ce besoin, au moment de ma construction de jeune adulte, de renouer avec ces racines-là. »

Pour d'autres, cette dimension est secondaire voire absente. Certains se reconnaissent dans une diaspora sans que cela joue le moindre rôle dans leur décision de partir. D'autres ont des liens familiaux forts avec un pays d'origine sans en faire le moteur de leur engagement. Cette multiplicité des rapports possibles à l'identité diasporique est elle-même un résultat de l'étude : il n'existe pas un « profil diasporique » de l'engagement. Ce que l'on peut dire néanmoins, c'est que le sentiment d'appartenance à une diaspora, ce rapport composite aux origines, à la transmission et à l'identité, se situe sur un continuum. Il va de l'identification forte et militante

à l'indifférence revendiquée, en passant par des identités plurielles et changeantes. Comme l'exprime avec justesse l'une des personnes interrogées :

« Je me sens française quand je ne suis pas en France, mais je ne me sens pas française quand je suis en France. »

Cette formule dit quelque chose d'essentiel : l'appartenance n'est pas un état fixe. C'est une expérience en mouvement, qui se recompose selon les contextes, les rencontres et les moments de vie.

### 1.2.4

## Des motivations qui évoluent : Quatre configurations d'engagement

C'est parce que les logiques d'engagement évoluent, parfois significativement, au cours du avant/pendant/après mission, que l'étude a invalidé la possible définition de « profils-types » pour développer une approche de **configurations d'engagement**. Une configuration, au sens des sciences sociales<sup>14</sup>, désigne un agencement évolutif de logiques d'action, de rapports identitaires et de temporalités qui se recomposent au fil des expériences. Ce n'est pas un profil permanent : une même personne peut traverser plusieurs configurations au cours de son parcours. Une mission d'abord vécue comme un tremplin professionnel peut réveiller un lien identitaire inattendu. Un engagement individuel peut déboucher sur la création d'une association. Ce mouvement est au cœur de la réalité de l'engagement des diasporas, et c'est ce que le cadre des configurations permet de rendre visible.

À partir des entretiens approfondis, du formulaire « appel à partage d'expériences » diffusé via les réseaux de France Volontaires et du FORIM, et de la revue documentaire internationale, **quatre configurations ont été identifiées**<sup>15</sup>. Elles décrivent des manières différentes d'entrer dans le volontariat, de le vivre et de lui donner du sens, sans prétendre épuiser la diversité des trajectoires réelles. Ces configurations ne sont ni hiérarchiques ni exclusives : un même individu peut en croiser plusieurs au

14 Inspiré des travaux de Norbert Elias sur les configurations sociales et de Bernard Lahire sur la pluralité des dispositions individuelles, ce cadre d'analyse permet d'appréhender les trajectoires d'engagement comme des processus dynamiques plutôt que comme des profils figés.

15 Pour une présentation détaillée des quatre configurations d'engagement identifiées dans l'étude, voir annexe 2.

fil du temps, certains moments biographiques pouvant faire basculer d'une configuration à l'autre<sup>16</sup>.

Configuration	Logiques traversant l'engagement	Place de la dimension identitaire	Verbatims illustratifs
<b>1. Reconnexion diasporique : Le volontariat comme retour vers les origines</b>	Réactivation ou réélaboration d'un lien diasporique. Le volontariat donne un espace pour vivre et penser des appartenances multiples, parfois incomplètement transmises.	<b>Centrale</b> souvent moteur de l'engagement, elle se recompose au fil de la mission.	« On n'est ni d'ici ni de là-bas. » « J'ai vraiment eu ce besoin, au moment de ma construction de jeune adulte, de renouer avec ces racines-là. » « Toute notre vie on y allait en famille [...] là y aller par soi-même c'est différent. » « Mes origines comme un atout. »
<b>2. Transition professionnelle et existentielle : Le volontariat comme étape charnière</b>	Le volontariat intervient en moment de transition – fin d'études, reconversion, quête de sens. Le rapport diasporique n'est pas le moteur, mais peut surgir en cours de mission.	<b>Émergent</b> apparaît de façon inattendue, en filigrane ou en rupture.	« J'ai longtemps navigué entre la recherche de sens et la stabilité économique. » « Je me sentais mieux ici, comme si ça correspondait plus à mon identité. » « Il y avait quelque chose qui faisait écho. » « Ça m'a confirmé que j'étais sur la bonne voie. »
<b>3. Citoyenneté transnationale : Solidarité ici et là-bas dans une même logique</b>	Engagement civique multi-territorial. Le volontariat relie des mobilités, des appartenances et des luttes dans différents espaces. Regard critique sur les asymétries Nord-Sud.	<b>Structurante</b> l'appartenance plurielle est une ressource et un positionnement politique.	« Je me sens appartenir aux territoires où j'ai vécu. » « Quand on a une double culture, on va plus facilement vers une troisième. » « Les sociétés civiles doivent se parler entre elles. » « Pour moi, il est essentiel de véhiculer une image des autres pays qui ne soit pas dégradée. Notre manière d'échanger, d'égal à égal, compte énormément. »
<b>4. Ancrage collectif et communautaire : Le collectif comme point de départ ou d'arrivée</b>	L'engagement s'enracine dans des dynamiques associatives – OSIM, groupes de jeunes, réseaux diasporiques – ou y conduit. Le volontariat est vecteur d'entrée, d'extension ou de consolidation du collectif.	<b>Variable</b> peut être centrale (OSIM diasporique) ou secondaire (collectif thématique).	« C'est comme ça que j'ai mis un pied dans l'associatif. » « L'association nous apprend à organiser, à mobiliser, à faire ensemble. » « On a créé une association après cette expérience. » « On continue les projets, même après être rentrés. » « Pendant longtemps, c'était le seul espace où se rencontraient des acteurs de la diaspora et le volontariat institutionnel. »

38

<sup>16</sup> Les configurations d'engagement présentées ici s'appuient sur un travail d'analyse plus détaillé réalisé dans la phase d'état des lieux de l'étude. Les développements complets relatifs à ces configurations, ainsi que les éléments empiriques qui ont permis de les identifier, sont présentés en annexe du rapport.

### 1.2.5

## Les déclencheurs de l'engagement

À la lecture des entretiens, les moments qui font basculer vers l'engagement ressemblent à ceux qu'on retrouverait chez n'importe quel volontaire : une opportunité qui se présente au bon moment, une rencontre, un contexte d'études ou de vie qui ouvre une porte. Ces déclencheurs sont rarement extraordinaires. Ils tiennent souvent à la **convergence de facteurs ordinaires**.

Pour l'une, c'est la conjonction d'une formation en relations internationales, d'une période de mobilité et de la présence d'un proche dans le pays visé qui crée l'occasion :

*« C'était une période où je voyageais beaucoup. Sachant que j'avais de la famille là-bas qui travaillait, c'était un peu l'opportunité de voir autre chose de moi-même un petit peu, et en même temps la possibilité d'avoir une expérience professionnalisante. »*

Une autre témoigne :

*« C'est vrai qu'en fait à la suite du master, je voulais partir à l'étranger et quand j'ai regardé un peu les offres qui étaient possibles et qui s'offraient à moi en tant que junior qui sort d'études, c'était plus les VSI ou les VIA. C'est vrai que j'avais quand même postulé à plusieurs offres en Afrique de l'Ouest, mais c'était majoritairement le Sénégal puisque je me suis dit si tu commences, autant avoir un peu de connaissances, ne serait-ce que pour la langue par exemple. Et j'ai pensé que cela serait plus simple pour m'intégrer en tant que personne (alors que je n'y étais jamais allée avant). »*

Pour un autre, c'est un voyage familial post-bac, clairement non désiré au départ, qui se transforme en point de bascule :

*« Qu'est-ce que je vais faire là-bas ? J'ai aucun souvenir, c'est juste que mes parents sont de là-bas et moi j'ai grandi ici. »*

Et plusieurs mois plus tard :

*« Je devais rester un mois. Je suis resté un an parce que je n'avais simplement pas envie de partir. »*

Pour une autre encore, c'est une rencontre lors d'une journée citoyenne dans le cadre d'un service civique, et un projet accessible financièrement via une association de Seine-Saint-Denis :

*« C'est par chance que j'ai choisi cette association et que j'ai pu aller au Sénégal. Ce n'était pas donné. »*

Ce qui distingue parfois ces parcours, c'est moins la nature du déclencheur lui-même que ce qu'il vient activer. Un besoin de rattachement existait parfois avant même de pouvoir être nommé. C'est souvent après coup, voire pendant le trajet, qu'il devient visible :

*« C'était vraiment un besoin de me rattacher au territoire africain. Ce projet répondait à un besoin plus profond, mais largement implicite, que je n'étais pas en mesure de formuler clairement au départ. C'est progressivement, et notamment au moment du départ, lorsque je prenais l'avion, que j'en ai réellement pris conscience. »*

*« Ça a été un peu le déclic de double identité. Parce que jusque-là, que ce soit dans mon enfance, école, collège, lycée, je ne m'étais jamais posé vraiment la question. »*

En résumé, les déclencheurs sont souvent les mêmes que pour tout volontaire : opportunité, rencontre, moment de vie. Ce qui peut différer, c'est qu'ils viennent parfois réveiller quelque chose qui attendait : un besoin de rattachement, une histoire familiale non résolue, une question identitaire latente. Mais même cela, les personnes le disent, « on n'en prend conscience qu'après ». Sur le moment, c'est d'abord une bonne opportunité.

## Effets du volontariat sur les parcours

A noter que les personnes et les diasporas elles-mêmes sont soumises à une forte hétérogénéité. Comme les portraits des volontaires le montrent, les trajectoires, les vécus, les expériences diffèrent en fonction des individus et de leur positionnement social. Ainsi, les effets du volontariat pendant et après la mission, notamment dans sa perception par le volontaire, sont multifactoriels et ne s'appliquent pas à tous. Il est important de lire l'analyse suivante au regard de cette dimension.

### 1.3.1

#### Pendant la mission : une position spécifique entre atout et charge invisible

##### Une position d'entre-deux, ni personne étrangère comme les autres volontaires, ni personne locale reconnue

Plusieurs personnes décrivent une expérience qu'elles n'attendaient pas : elles ne sont pas perçues comme les autres volontaires venus de France, sans pour autant être accueillies comme membres à part entière de la communauté locale. Cette position produit des effets concrets sur les relations de travail, sur la façon dont on leur parle, sur ce qu'on attend d'elles.

« Ils ne comprenaient pas très bien, j'étais le volontaire français mais qui était équatorien, qui parlait très bien espagnol... Pourquoi il parle aussi bien français et pourquoi il n'est pas grand, blanc aux yeux bleus ?<sup>17</sup> »

« Physiquement je ressemblais aux gens-là sur place. Du coup je me suis retrouvée face à des attentes de la part des partenaires locaux ou même la structure d'accueil qui n'étaient pas celles dont on avait convenu dans le cadre du projet. »

« On me disait que j'étais différente, mais je ne savais même pas [pourquoi]. »

« Il y a une charge en plus 'raciale' que les autres blancs ne peuvent pas avoir, ce qui m'a pesé d'être toujours dans cet entre-deux : à la maison avec les autres volontaires, je suis sénégalaise, et au travail, je suis toubab. »

Cette **charge raciale**<sup>18</sup> vécue par les volontaires dans les pays dans lesquels les missions se déroulent fait directement écho à la même « capacité d'adaptation » que ces personnes sont contraintes de mettre en place lorsqu'elles sont en France. Malgré ses racines systémiques, elle se vit au niveau de l'intime, du quotidien, et révèle les différences constantes de vécu entre les personnes blanches et non blanches.

Cette position pousse à des ajustements identitaires en temps réel. Ainsi, une volontaire a progressivement cessé de se présenter comme française, les réactions à cette identité créant une distance avec les équipes locales que l'appartenance à son autre nationalité permettait de court-circuiter :

« J'ai arrêté de me présenter comme française. Au bout d'un moment, je disais que j'étais marocaine. Parce que ça les rendait beaucoup moins méfiants [...] j'ai beaucoup utilisé cette nationalité-là parce que je les voyais qu'ils étaient beaucoup plus naturels et qu'ils avaient l'impression de mieux connecter avec moi. »

Ce n'est pas un mensonge ou une dissimulation : c'est la mobilisation d'un référent disponible pour créer du lien là où l'identité « française » bute. Ce jeu de présentation de soi en situation devient lui-même une compétence

17 Dans cette section, l'ensemble des témoignages proposés sont issus des paroles récoltées auprès des volontaires issus des diasporas

18 Pour plus d'informations, se référer à l'ouvrage « La charge raciale » de Douce Dibondo. La charge raciale peut se définir comme l'ensemble des pressions subies et l'effort constant que les personnes exposées au racisme doivent fournir pour s'adapter, et ce aux différentes échelles de leur vie.

diasporique et elle a des effets directs sur la qualité des relations de terrain.

### Une fonction passerelle qui s'improvise, sans avoir été préparée

Dans plusieurs récits, la position d'entre-deux se traduit spontanément par un **rôle de passerelle** : entre la structure d'envoi française et les acteurs locaux, entre les codes culturels, entre les volontaires et les communautés d'accueil. Ce rôle est décrit comme une évidence, mais il n'avait pas été anticipé ni préparé par la structure d'envoi.

« Du coup je servais un petit peu de passerelle entre la France et le Pérou [...] c'est un rôle que j'ai eu très vite, que ce soit auprès des volontaires ou auprès de France Volontaires. »

« En général c'est surtout un entre-soi, les volontaires étaient vachement entre eux et finalement, moi j'étais tout seul qu'avec des Péruviens et ça a permis pas mal de rencontres extra. »

La qualité de cette position tient à une **capacité de circulation** : pouvoir « s'immiscer » là où un volontaire sans ancrage diasporique ne passerait pas, aller au-delà des relations de surface entre structures.

« En tant que personne issue des diasporas, c'est là le gros avantage, c'est que tu peux être cette passerelle entre la France et le continent d'origine [...] on peut vraiment s'immiscer dans les trucs et aller au plus profond des choses et servir de catalyseur entre les deux. »

Quand ce rôle est intégré **dès la conception de la mission**, l'effet est encore plus net. Un volontaire dont la mission s'inscrit explicitement dans le lien entre une collectivité française et une autre dans son pays d'origine, porte cette dimension comme une évidence :

« Pour moi, avoir ça créé plus de liens entre les deux villes, les deux collectivités [...] je pense que ça rajoute le fait que je peux vraiment parler de [mon pays]. J'essaie quand même de changer le regard. »

Du côté des organisations, ce rôle de passerelle est parfois identifié et valorisé, parfois non : il existe aussi des cas où on ne sélectionne pas un volontaire ayant des attaches personnelles avec le pays par peur que celui-ci soit confronté à un traitement différent, voire en se méfiant de possibles conflits d'intérêt ou de pressions familiales. Une question de méthode et de cadrage

subsiste : que demande-t-on exactement à ce volontaire diasporique, et a-t-on clarifié cela en amont ?

« Il y a un décalage entre ce qu'on attend [de la diaspora] et ce que la personne de la diaspora attend. Donc il faut clarifier ça en amont de la mission : en termes de capacité d'accueil, préciser la commande, ce qu'on attend. »

### Une asymétrie symbolique qui se révèle en creux

Plusieurs récits font apparaître une réalité structurelle rarement nommée : dans de nombreux pays francophones, la présence française dans un contexte de coopération est surinvestie d'une autorité symbolique, liée au rapport de domination post-colonial, et **qui modifie les rapports de travail**. Le ou la volontaire diasporique, perçu autrement, se retrouve à occuper un espace relationnel différent, parfois plus horizontal, parfois plus ambigu.

« La France est représentée et survalorisée. La parole d'un Français vaut mieux que n'importe qui [...] Ce principe de supériorité crée des barrières ; sociales, pas professionnelles. »

Le ou la volontaire diasporique n'est pas toujours porteur de cette autorité-là.

« Quand ma chargée de mission est venue de France [...] il n'y avait plus rien, voilà plus personne ne disait rien, le directeur était là, tout se passe très bien. Alors qu'à moi on me parlait, on me disait tous les dysfonctionnements. On me partageait beaucoup plus d'informations, il n'y avait pas aussi la barrière de la langue, et puis j'avais leur confiance »

C'est une différence de position qui peut devenir une ressource pour des relations plus directes, et qui peut aussi générer des fragilités, notamment lorsque la structure d'accueil ne sait pas comment situer ce profil atypique.

« Les ressortissants [de la diaspora] sont les mieux placés pour faire du plaidoyer aujourd'hui. Ils peuvent se permettre de taper haut, sont plus écoutés par les décisionnaires. [Mais il faut aussi prendre en compte les] idées reçues [qui peuvent peser sur eux] pression sociale, familiale. »

### 1.3.2

## Après la mission : recompositions, effets sur engagements personnels et angles morts institutionnels

### Ce qui se nomme après : la dimension diasporique souvent conscientisée plus tard

Un schéma revient de façon frappante dans les récits : la spécificité diasporique de l'expérience n'est **pas toujours identifiée comme telle** pendant la mission. Elle se nomme, se comprend, s'analyse, après. Parfois bien après, à l'occasion d'un mémoire, d'un engagement associatif, ou simplement avec le recul du temps.

« Le sujet de mon mémoire à mon retour c'était le choc de pas avoir eu de choc de l'Inde [...] Des choses que je remarquais à peine, qui étaient déjà complètement intégrées. »

« Au moment de la rédaction de mon mémoire, j'ai fait ce travail d'analyse, qu'en fait je n'ai pas été choquée parce que c'était quelque chose que je connaissais déjà. »

« Du coup, c'est comme si j'avais plus d'identité du Vanuatu que du Niger en termes de vécu. Je parle plus le bishlama que le zarma. »

NB. : Vanuata lieu du V.I.E.S, Niger pays d'origine

Cet écart temporel entre l'expérience et sa mise en sens a des implications directes pour les dispositifs d'accompagnement : si la recomposition identitaire se produit après le retour, souvent plusieurs mois plus tard, les débriefings et formations post-mission programmés immédiatement au retour la manquent.

### Des recompositions qui peuvent être déstabilisantes

L'après-mission n'est pas uniquement un moment de bilan positif. Plusieurs récits font apparaître une **période de difficulté au retour**, pas nécessairement en lien direct avec la mission elle-même, mais avec le décalage qu'elle a produit vis-à-vis du contexte français. Cet aspect est présent chez l'ensemble des volontaires, mais il s'exprime selon un continuum lié au rapport à l'identité, parfois

particulièrement marqué chez les volontaires issus des diasporas.

« Après moi, sur mon identité en France, j'ai eu beaucoup de mal à me réintégrer. J'ai eu du mal psychologiquement pendant des années où j'avais plus trop envie d'être en France. »

« Avant de partir [au Sénégal] j'avais des amis qui venaient d'univers beaucoup plus variés [...] Quand je suis revenue du Sénégal, il y a beaucoup de personnes avec qui j'arrivais plus [...] j'avais pris beaucoup de mal à continuer à avoir des relations avec eux. »

Ce que la mission a modifié, le regard, les seuils de tolérance, les cercles sociaux, se révèle dans la friction avec le contexte d'avant. Cette dimension est rarement thématiquée dans les dispositifs d'accompagnement post-mission, qui tendent à se concentrer sur la valorisation professionnelle de l'expérience.

### Une continuité d'engagement souvent nourrie par la mission

Dans de nombreux cas, la mission ne referme pas un chapitre, elle en ouvre un<sup>19</sup>. Elle catalyse des formes d'engagement qui existaient en germe, ou en fait émerger de nouvelles, souvent articulées plus directement à une identité diasporique assumée. Plusieurs trajectoires illustrent ce **passage de l'expérience individuelle à une implication collective durable**. Ainsi, une volontaire rentrée du Sénégal a prolongé son engagement sur un mode diasporique concret : le voyage avait été filmé tout au long, aboutissant à un documentaire produit avec l'association qu'elle accompagnait. Son engagement se poursuit dans le domaine de la solidarité et de la jeunesse d'Afrique de l'Ouest. Une coordinatrice décrit ce même processus chez une autre volontaire :

« Depuis, elle a monté une autre association où elle s'engage avec des jeunes d'Afrique de l'Ouest mais aussi du monde entier [...] Elle disait que ça avait été vachement influencé par son expérience de volontariat. »

« Après, j'ai continué à bosser en ONG pendant à peu près deux, trois ans [...] Par contre, j'ai essayé de retourner quand même au Sénégal, de beaucoup garder contact avec mes amis sur place. »

19 Pour aller plus loin sur la question des « root trips » qui viennent reconfigurer l'engagement de personnes des diasporas après une prise de conscience raciale ou diasporique, voir par exemple les travaux de Mirna Safi, Peggy Levitt et Tsuda Takeyuki. Schématiquement, un décalage est constaté entre un « avant séjour » de personnes assez intégrées dans des cadres sociaux (écoles, université, engagement associatif - majoritairement « blancs ») et l'engagement « après séjour » qui réactive le lien diasporique avec une conscience plus explicite d'une position minoritaire et du caractère spécifique de leur trajectoire, et donc une redéfinition de l'engagement autour de nouveaux enjeux.

Ce réengagement post-mission est bien identifié par les organisations comme un objectif, mais les stratégies pour le soutenir restent inégales. La question de savoir vers quoi ce réengagement s'oriente – OSIM d'origine, réseau du pays de mission, engagement local en France – mérite d'être creusée.

« Enjeu de l'après : garder un lien. Stratégie de garder un lien dès le départ. Et recruter des jeunes de la région, qui ne sont pas trop loin. Certains ont envie d'être bénévoles, d'intégrer le CA des structures d'envoi ou d'accueil »

« Les aînés qui ont toujours voulu que les jeunes prennent la relève : allez voir ce qui se passe là-bas, puis revenez militer ici. [Mais] est-ce que la mobilisation des jeunes ensuite continue dans l'OSIM ? Pas sûr. »

### Des obstacles administratifs spécifiques

Un registre distinct apparaît dans les récits : les dispositifs de volontariat n'ont pas été conçus pour des personnes en situation de **double appartenance juridique**. Cela génère des blocages concrets : **titre de séjour périssant pendant la mission, non-inscription dans les systèmes de suivi consulaires, absence de précédents**, que ni la structure d'envoi ni la structure d'accueil ne savent résoudre.

« Mon titre de séjour périmait pendant ma mission [...] À chaque fois c'étaient des allers-retours, c'était pas aussi simple qu'un volontaire classique où tu balances ton passeport et voilà. »

« Tu te retrouves dans un entre-deux, tu es en contrat français, en même temps tu n'es pas français d'origine, tu as un titre de séjour donc t'as quand même des avantages, mais en même temps tu n'as pas tout. Que ce soit la DCC, que ce soit France Volontaires, personne n'a des réponses. »

« Je n'étais pas dans le Fil d'Ariane, je n'étais pas répertorié en tant que tel [...] À chaque fois que je devais rentrer dans l'ambassade pour les événements des volontaires français, j'étais toujours en triple contrôle. »

« Il n'y a pas de guide, il y a très peu de précédents et surtout les précédents sont en Afrique et personne n'est au courant. »

Ces obstacles ne sont pas anecdotiques et engendrent des violences symboliques : ils signalent que les dispositifs actuels ont été pensés pour un profil de volontaire de nationalité française, sans enjeux donc de titre de séjour. Le profil diasporique révèle des éléments administratifs qui demeurent spécifiques.



CRÉDIT PHOTO – FORIM

### 1.3.3

## De l'individuel au collectif : trajectoires singulières et dynamiques d'ancrage

Les deux premières parties décrivent ce qui se passe pour la personne. Une troisième dimension émerge des entretiens institutionnels : les trajectoires individuelles ne restent pas enfermées dans leur singularité. Elles s'articulent, parfois de façon structurante, parfois de façon diffuse et difficile à saisir, à des dynamiques collectives : continuité des partenariats, ancrage territorial, transmission entre générations, structuration associative. C'est cette articulation entre l'échelle individuelle et l'échelle collective que cette partie cherche à cerner.

### Des trajectoires individuelles qui deviennent des ressources pour les coopérations (au sens large)

Plusieurs trajectoires recueillies illustrent comment une expérience individuelle de volontariat peut, dans certains cas, **se prolonger en ancrage institutionnel** dans un pays, et ainsi nourrir des dynamiques collectives bien au-delà de la mission elle-même.

44

Un volontaire d'origine marocaine, parti au Maroc en VSI, s'est vu attribuer la nationalité marocaine par les autorités locales pendant sa mission ; une expérience marquante en termes d'identité et d'ancrage. Une ancienne représentante de France Volontaires au Liban, partie sous statut VSI, travaille aujourd'hui sur un programme de coopération territoriale entre une collectivité française et une ville marocaine ; traçant un continuum entre mission de volontariat, engagement institutionnel et coopération territoriale. Une troisième personne, ayant effectué une mission dans un « troisième pays de cœur » selon ses propres mots, a ensuite travaillé dans l'humanitaire dans plusieurs pays ; son port d'attache reste Marseille, mais le territoire de mission est devenu une référence durable dans ses engagements.

Ces trajectoires montrent comment une expérience individuelle, la mission, la relation au territoire, l'ancrage identitaire, peut se convertir en **ressource collective** : relais humain, passeur de codes, continuité dans les partenariats. Le singulier alimente le collectif, mais ce passage n'est ni automatique ni accompagné.

## Circularité et ancrage : quand l'individuel nourrit le collectif dans la durée

L'articulation entre trajectoires individuelles et dynamiques collectives prend une forme particulièrement lisible dans les contextes où le volontariat diasporique **s'inscrit dans la durée**. Au Maroc, où France Volontaires est présent depuis plus de vingt-cinq ans, ce ne sont pas des missions isolées que l'on observe, mais un tissu où l'engagement individuel se sédimente en capital collectif : mémoire des partenariats, continuité relationnelle, circulation des personnes entre les deux espaces.

*« Un tissu associatif transnational structuré, où plusieurs organisations fondées ou animées par des membres de la diaspora mobilisent régulièrement des volontaires. Un rôle de relais assuré par ces volontaires dans le suivi des projets, la continuité des relations et la coordination entre acteurs français et marocains. Des projets inscrits dans la durée, permettant d'observer des continuités, des transmissions et la consolidation de partenariats. »*

Ce que décrit l'Espace Volontariats au Maroc, c'est précisément ce passage de l'individuel au collectif dans la durée : des personnes qui reviennent, qui maintiennent des liens, dont l'engagement singulier construit progressivement quelque chose de plus large. **La circularité des trajectoires** n'est pas un retour à la case départ. Elle est le vecteur d'un ancrage qui bénéficie aux dynamiques collectives.

*« Les volontaires issus des diasporas ont souvent le désir de revenir sur le terrain. L'expérience s'inscrit dans des trajectoires circulaires : réengagement local en France (OSIM, réseaux communautaires), circulation entre territoires, ou structuration associative. »*

### L'articulation entre trajectoires individuelles et dynamiques collectives

Les trajectoires recueillies montrent que la mission n'est pas un épisode refermé sur lui-même. Elle **active ou réactive des formes d'engagement** qui s'inscrivent dans des dynamiques collectives plus larges : création d'une association, poursuite d'un projet documentaire, transmission aux générations suivantes, maintien de coopérations territoriales. Mais cette articulation se fait rarement de façon organisée : elle résulte de trajectoires singulières, souvent portées par des individus qui « bricolent » des continuités sans cadre prévu pour les soutenir.

L'exemple de **Migrations & Développement** éclaire de façon saisissante ce continuum. Son directeur des

opérations rappelle que l'organisation est née d'une logique diasporique d'ancrage territorial : des Marocains originaires du Sud du Maroc, partis travailler en France, ont voulu agir pour leur village d'origine.

*« Les premières marches de Migrations & Développement, se sont faites grâce au volontariat. Les premières actions, c'était dans le cadre des chantiers de jeunes, accompagnés par le fondateur. »*

Cet exemple illustre un modèle qui réapparaît à d'autres échelles : le volontariat comme prolongement d'un engagement communautaire préexistant, et non comme son point de départ. L'association ne précède pas l'engagement, elle en est l'aboutissement institutionnel.

À une échelle individuelle, plusieurs trajectoires recueillies montrent des formes similaires de **continuité**. Une volontaire revenue du Niger a co-fondé une association à son retour, pour créer du lien et mieux connaître un pays d'origine vécu à distance. Une autre, rentrée du Sénégal, a participé à un projet documentaire filmant le voyage, une façon de prolonger l'engagement diasporique dans une forme partageable et collective ; en voyant que des projets ambitieux pouvaient voir le jour, elle a compris que « nous aussi on peut avoir la possibilité de faire ce genre de projet dans nos pays d'origine ». Une troisième s'est engagée comme tutrice après sa mission, accompagnant aujourd'hui de nouveaux volontaires (dont certains issus de diasporas) et faisant évoluer les pratiques d'accompagnement à partir de ce qu'elle a vécu. Sa trajectoire est emblématique d'un passage de l'expérience singulière à une contribution institutionnelle :

c'est précisément parce qu'elle a vécu cette expérience spécifique qu'elle peut la transmettre.

Ce que ces trajectoires dessinent, c'est un potentiel de transmission intergénérationnelle que les dispositifs institutionnels peinent encore à capter. Ce rôle de passeur, de tisseur de liens entre écosystèmes, est précisément ce que le croisement des deux mondes, diaspora et volontariat, peut produire quand il est soutenu.

Les observations de l'Espace Volontariats au Maroc donnent à voir les effets inverses quand cette continuité est interrompue. La présence de volontaires dans des coopérations territoriales n'est pas un appoint accessoire : elle en est souvent le fil conducteur.

*« Là où il y a des volontaires, ce sont des coopérations très dynamiques. Et là où on a arrêté le volontariat, soit la coopération est morte, soit elle est en stand-by. »*

Les retombées individuelles du volontariat diasporique, en lien avec les enjeux de construction identitaire, sont confirmées par l'ensemble du matériau recueilli. Elles posent cependant une question que les sections suivantes devront approfondir : **quel est le rôle des organisations qui structurent ces engagements et ces mobilités dans une optique de solidarité internationale ?** Les expériences individuelles ne se déploient jamais hors cadre. Elles s'inscrivent dans des organisations, des collectifs et des dispositifs qui structurent, sécurisent, orientent ou contraignent les parcours et des territoires. C'est à ce niveau, celui des acteurs organisationnels et des espaces de coopération, que les analyses suivantes prendront le relais.

45

## À RETENIR

1/2

- ➔ **Des motivations d'engagement proches des autres volontaires, avec une dimension identitaire plus marquée**
  - ➔ Un attrait partagé pour la solidarité internationale et l'expérience interculturelle
  - ➔ Une quête de sens et d'utilité sociale qui traverse tous les profils
  - ➔ Mais aussi une recherche de (re) connexion avec une identité plurielle, entre pays/région d'origine et de résidence
  - ➔ Un engagement qui interroge le rapport aux origines et la transmission intergénérationnelle

## → Une expérience du volontariat qui a tendance à bousculer les sentiments d'appartenances et les identités

- Un vécu de « l'entre-deux » qui réactive des questionnements identitaires
- Une immersion dans le pays d'origine qui n'est pas toujours un « retour aux sources » évident
- Des défis d'acceptation et de légitimité, en tant que « français » dans le pays d'origine et en tant que « diaspora » dans le pays de résidence
- Une expérience qui reconfigure les liens avec les territoires d'origine, avec des degrés divers en fonction des individus.

## → Des obstacles qui freinent l'accès aux dispositifs de volontariat pour les publics diasporiques

- Des freins susceptibles d'être plus marqués pour les personnes issues des diasporas : l'absence de nationalité française et les difficultés administratives qui en découlent, le positionnement de la famille.
- Des obstacles spécifiques dans les QPV, dans lesquels la part des immigrés est presque trois fois supérieure au reste du territoire : précarité économique, freins psychologiques liées aux discriminations vécues.
- Un manque de connaissance et de visibilité des programmes V.I.E.S dans les réseaux diasporiques
- Des représentations parfois floues ou erronées sur les critères et modalités des dispositifs, un frein classique pour les candidats au volontariat en général, mais qui a été particulièrement souligné par les volontaires issus des diasporas interrogés dans le cadre de cette étude.
- Des contraintes de disponibilité liées aux situations personnelles et familiales (emploi, formation, engagement associatif...), un défi récurrent pour tous les profils de volontaires, mais qui semble particulièrement marquée sur les parcours d'engagement des volontaires rencontrés.
- Des difficultés à financer le reste à charge, malgré les indemnités et la prise en charge partielle des frais, un enjeu bien identifié dans le secteur du volontariat, mais qui apparaît comme un obstacle majeur pour les volontaires issus des diasporas, comme l'ont rappelé plusieurs témoignages recueillis au cours de l'enquête.
- Des formats de mission (durée, période, localisation...) pas toujours adaptés aux profils et attentes des volontaires diasporiques

## → Des effets de long terme qui s'inscrivent davantage dans un « double espace » d'engagement et d'appartenance

- Un engagement citoyen qui a plus tendance à se poursuivre entre pays d'origine et de résidence
- Des initiatives de développement local qui activent les liens entre les territoires et les acteurs ici et là-bas
- Une montée en compétences parfois réinvestie dans des dynamiques associatives et professionnelles en lien avec la Solidarité Internationale (SI)



CRÉDIT PHOTO – FORIM

**2**

# **Volontariat et organisations diasporiques : rôle et implications**

En partant des trajectoires individuelles analysées dans la partie précédente, cette partie déplace le regard vers les structures qui encadrent et donnent forme à ces engagements. Elle analyse les **dynamiques collectives, organisationnelles et partenariales** à partir des expériences et perceptions des OSIM – y compris via l'enquête interactive – et des enseignements issus des terrains d'étude. Elle met en lumière la manière dont les dispositifs de volontariat interagissent avec les organisations diasporiques, ainsi que les effets de ces interactions sur leur structuration et leurs projets. Les territoires sont ici mobilisés comme contextes d'observation, sans constituer l'objet central de l'analyse – dimension qui sera développée dans la partie suivante.

49

**NB** — Deux précisions s'imposent sur le périmètre de cette partie. D'une part, la notion d'OSIM est elle-même sujette à discussion : toutes les associations diasporiques ne s'en réclament pas, et certaines structures actives dans la solidarité internationale refusent ou ignorent ce terme, qu'elles associent parfois à un cadre institutionnel qui ne correspond pas à leur mode de fonctionnement. D'autre part, les OSIM ne sont pas les seuls canaux d'engagement collectif pour les personnes issues des diasporas : des démarches individuelles, des collectifs non formalisés, des réseaux professionnels diasporiques et des formes d'intermédiation ou d'engagement direct coexistent. Cette partie se concentre sur les OSIM liées au FORIM parce qu'elles constituent le pool d'interlocuteurs organisés privilégiés de l'écosystème du volontariat (dans le cadre de la convention de partenariat FORIM – France Volontaires), sans pour autant prétendre qu'elles recouvrent la diversité des formes d'engagement collectifs des diasporas. Ces autres formes d'engagement apparaissent davantage à l'échelle des territoires, dans la partie suivante du présent rapport.

## Focus : Résultats principaux de l'enquête interactive auprès des OSIM membres du FORIM

### Présentation générale et profil des OSIM répondantes

L'enquête interactive auprès des OSIM a permis de collecter les réponses de **50 structures différentes**. Parmi elles, au moins une n'entre pas dans notre définition d'OSIM. L'exploitation des résultats s'appuie sur les précautions d'usage : les résultats donnent des points de vue situés (individuels par structure) et permettent de dégager des tendances.

Relevons toutefois quelques éléments de profil des OSIM répondantes :

- Une majorité s'inscrit dans le cadre du **réseau** structuré du secteur : une trentaine sont membres de structures faitières ou réseaux régionaux du FORIM. À l'inverse, une quinzaine indique ne pas appartenir à un FOSIM ou un COSIM, certaines précisant que ce n'est pas le cas « pour le moment ».
- Les OSIM répondantes interviennent sur une **grande diversité de territoires**, avec une concentration marquée sur l'Afrique subsaharienne et le Maghreb, mais aussi des présences vers d'autres pays comme l'Arménie. De nombreuses actions sont également menées en France. L'Île-de-France est le pôle majeur d'implantation, mais l'ensemble du territoire français est représenté.
- Le panel des répondants affiche un **spectre très large d'ancienneté**, ce qui peut être corrélé aux besoins et attentes différentes vis-à-vis du volontariat. Près de la moitié sont des structures consolidées avec 11 à 20 ans d'existence, dans une phase de maturité où le renouvellement générationnel et la professionnalisation sont souvent cités comme enjeux clés. Les jeunes OSIM de moins de 5 ans, bien que moins nombreuses dans l'échantillon, représentent le renouveau du secteur.

## Le rôle des OSIM : entre ancrage, socialisation et médiation

Les OSIM ne sont pas de simples intermédiaires techniques ou structures porteuses de projets. Occupant une place centrale de médiation entre la France et les pays d'origine, elles agissent comme des **espaces d'ancrage et de socialisation** pour les engagements diasporiques. Elles peuvent ainsi jouer un rôle clé dans les parcours d'engagement et dans la matérialisation des dispositifs formels du V.I.E.S Cette fonction d'intermédiation révèle toutefois **une tension** entre des modalités d'engagement essentiellement **bénévoles** et l'enjeu de **structuration** et de **reconnaissance** financière des pratiques existantes. Plusieurs observations viennent soutenir l'hypothèse de la pertinence d'une approche collaborative « diaspora – volontariat », que ce soit à l'échelle individuelle ou dans les dynamiques partenariales.

### L'OSIM comme espace d'ancrage et de reconnexion pour les individus

La fonction première des OSIM dans les parcours d'engagement est de pouvoir servir de cadre à un engagement transnational, agissant comme un espace pivot

de socialisation où les personnes, souvent issues de la deuxième ou troisième génération, peuvent traverser un parcours de reconnexion avec leurs origines. Bien que le lien avec les dispositifs de volontariat formel soit parfois indirect ou à venir, **l'appartenance à une OSIM peut constituer une passerelle stratégique dans un parcours d'engagement**, car elle permet de transformer une histoire familiale éventuellement diffuse en une ressource active pour la solidarité internationale. Les résultats de l'enquête interactive révèlent une adhésion majoritaire (plus de 60%) à l'idée que les dispositifs de V.I.E.S constituent un levier pour renouveler l'engagement des jeunes générations au sein des OSIM.

Ce rôle stratégique de passerelle vers l'engagement formel doit être appréhendé au regard de l'hétérogénéité structurelle des OSIM et des tensions générationnelles qui les traversent. À Marseille, l'exemple de l'association Diaspora Santé Comores illustre cette évolution : de jeunes professionnelles de santé y mobilisent leur expertise technique pour s'investir selon leurs propres codes générationnels, s'émancipant du modèle traditionnel de

l'association de village porté par leurs parents. Parallèlement, en Seine-Saint-Denis, la mise en place de séjours collectifs encadrés par des « personnes pivots » de la diaspora démontre comment le désir de mobilité peut s'entremêler avec des questionnements identitaires pour devenir un levier d'entrée vers un engagement plus formalisé.

### Une fonction de socialisation et de préparation

Les OSIM peuvent jouer un rôle clé dans l'accompagnement au départ des volontaires lorsqu'elles agissent en dynamique partenariale avec les structures de mobilités. Cet accompagnement, qu'il soit formel ou informel, permet de **mobiliser la « double expertise » des diasporas pour transmettre aux volontaires** des codes socioculturels, des connaissances linguistiques et des réalités de terrain souvent absents des structures de mobilité classiques.

Plusieurs exemples illustrent cette dynamique. L'association Bokra Sawa à Marseille et l'Office Municipal de la Jeunesse de Temblay-en-France (OMJT) ont sollicité ponctuellement des personnes ressources des diasporas pour préparer les jeunes à des chantiers internationaux ou des volontariats individuels. À Montreuil, la municipalité a favorisé des rencontres entre futurs volontaires et groupements de femmes maliennes. Autre cas, lorsqu'une OSIM est partie prenante du projet dans son ensemble, ce rôle pivot permet dès la préparation de lever les appréhensions logistiques et culturelles – langue, coutumes, histoire de la colonisation –, transformant la mission en un véritable outil d'éducation à la citoyenneté transnationale en amont du départ. C'est le cas de l'OSIM Fonte Lima (voir ci-après).

Ces exemples demeurent toutefois relativement minoritaires. Ils s'inscrivent généralement dans des dynamiques partenariales limitées ou informelles, où la place des OSIM relève souvent davantage d'initiatives individuelles.

### L'orientation vers les partenaires locaux: une expertise située

Grâce à leur connaissance fine des territoires d'origine, les OSIM et les individus qui les composent sont souvent les mieux placés pour identifier les besoins réels et les partenaires locaux fiables, évitant ainsi les écueils d'une solidarité « hors-sol ». À Marseille, les centres sociaux de la Vallée de l'Huveaune et de la Castellane ont mobilisé des réseaux diasporiques sénégalais pour co-identifier des projets concrets, comme la réhabilitation du toit d'un marché local. Dans ce cadre, **l'acteur diasporique**

**est considéré par les structures de mobilité pertinent pour identifier et traduire les attentes des populations locales.** La connexion entre les structures mobilité et les acteurs issus des diasporas s'effectue le plus souvent « par bouche à oreilles ». Parfois, ce sont lors de rencontres entre structures de solidarité internationale qui permettent d'initier un partenariat, comme en Seine-Saint-Denis avec le Centre de ressources Via le Monde.

Si les OSIM peuvent ainsi jouer un rôle déterminant en amont – dans la préparation des volontaires et l'identification des partenaires –, leur implication ne s'arrête pas au moment du départ. Certaines structures assurent également une fonction d'intermédiation opérationnelle tout au long de la mission.

### La co-organisation et l'intermédiation opérationnelle

En effet, le rôle de l'OSIM pendant le volontariat peut également être d'une pertinence considérable. L'exemple de l'OSIM Fonte Lima au Cap-Vert en est une illustration particulièrement aboutie: la présidente y assure une véritable fonction d'experte sur l'ensemble du dispositif. Elle coordonne la logistique, organise les visites de terrain et mène des échanges directs avec les ministères locaux, notamment sur les questions de transport. Cette intermédiation permet d'abord de sécuriser le cadre de la mission en élaborant un planning cohérent et réaliste, construit à partir d'une écoute constante des partenaires locaux. Elle contribue également à **adapter le projet aux réalités du territoire** en traduisant les besoins des populations et en orientant les volontaires vers des interlocuteurs fiables grâce à une connaissance fine du contexte local. Enfin, elle apporte une forme de légitimité culturelle: le volontaire n'étant pas perçu comme exclusivement « occidental », les asymétries de pouvoir Nord-Sud peuvent être atténuées et l'appropriation locale du projet renforcée.

Cette intermédiation peut également transformer la mission en **un espace d'éducation à la citoyenneté**. Sur le terrain, les responsables d'OSIM abordent volontiers des questions sensibles, telles que l'histoire coloniale ou les héritages de l'esclavage, invitant les volontaires à réfléchir à leur rapport à la mémoire et aux identités multiples. L'implication des OSIM contribue ainsi à faire du volontariat un processus de coopération plus horizontal, ancré dans les réalités locales et porteur d'une dimension de citoyenneté transnationale.

Ces exemples restent peu nombreux. Ils mettent cependant en évidence la **tension existante entre vision de l'engagement bénévole chez les acteurs diasporiques**

**d'une part**, et la demande de reconnaissance et d'indemnisation pour pérenniser l'expertise d'autre part. L'enquête interactive confirme une conviction majoritaire (plus de 60%) que les missions de volontariat pourraient permettre de créer des liens durables entre la France et les pays d'origine, même si près d'un tiers exprime un scepticisme vis-à-vis de l'intérêt et d'une

appétence vis-à-vis de ces dispositifs, lié notamment aux freins structurels abordés en Partie 3.

Si les OSIM structurent ainsi les conditions d'engagement des volontaires, la réciproque est également vraie : l'accueil ou l'envoi de volontaires peut, en retour, transformer les organisations elles-mêmes. C'est ce que documente la section suivante.

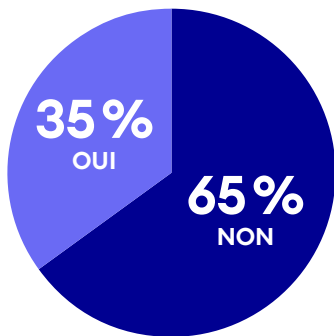
## 2.2

# Les effets sur les OSIM, un potentiel reconnu

La mobilisation des V.I.E.S constitue pour les OSIM un potentiel levier de transformation. L'étude révèle un contraste important entre la notoriété théorique des dispositifs et leur utilisation concrète, qui reste limitée.

### Votre OSIM a-t-elle déjà mobilisé un ou plusieurs dispositifs de volontariat V.I.E.S

Données collectées auprès de 50 OSIM



52

Malgré ces limites, les données confirment l'hypothèse que les dispositifs de V.I.E.S peuvent agir comme un catalyseur de transformation institutionnelle pour les OSIM, à condition de tenir compte des freins à leur mobilisation. Les réponses suivantes éclairent sur les répercussions sur les OSIM de la présence d'un volontaire au sein de leur structure. Ces effets peuvent être directement ou indirectement corrélées aux axes de la mission du volontaire.

### Selon vous, quels ont été les principaux points positifs de la mobilisation de volontaires pour votre OSIM ?

Données collectées auprès de 50 OSIM



## Structuration organisationnelle et professionnalisation

L'accueil d'un volontaire implique une montée en compétences en matière de gestion des ressources humaines. La responsabilité accrue poussée par l'accueil d'une personne sous le statut de volontaire amène les OSIM à clarifier leurs rôles internes, définir des fiches de poste,

désigner un tuteur et stabiliser un interlocuteur pour le suivi du volontaire. L'intégration de dispositifs comme le VSI ou le Service Civique impose également une **rigueur** administrative et financière accrue, avec des outils de *reporting* et de suivi budgétaire, renforçant la redevabilité de l'organisation vis-à-vis des bailleurs. À titre d'exemple, l'Association Culturelle des Français d'Origine Arménienne de Septèmes-les-Vallons et de ses environs (ACFOA) illustre ce changement de dimension, passant d'un fonctionnement sur fonds propres à la captation de financements publics grâce à la structuration induite par ses projets de mobilité et à des compétences en interne.

### Changement de dimension et ingénierie de terrain

Le volontariat permet aux OSIM de dépasser les micro-projets ponctuels pour conduire des actions de plus grande **envergure**, avec un suivi technique et opérationnel plus soutenu. Selon l'enquête, le renfort opérationnel et l'apport de compétences spécifiques sont les bénéfices les plus cités. Un volontaire présent sur le terrain peut aider au suivi des projets grâce à une présence continue, apportant davantage de transparence et de redevabilité vis-à-vis des partenaires. C'est aussi à travers leur rôle d'intermédiation entre structures françaises et partenaires locaux que les OSIM peuvent contribuer au **renforcement des projets**. L'exemple de Fonte Lima montre l'intérêt en termes de sécurisation du projet et de renforcement de la légitimité de l'association. Migrations & Développement constitue également un exemple historique : sa construction initiale s'est appuyée sur le volontariat et les chantiers de jeunes pour créer des ponts entre les deux rives de la Méditerranée.

Comme posé en hypothèse, la mobilisation des dispositifs V.I.E.S renforce aussi la **crédibilité** et la **visibilité** des OSIM auprès des institutions françaises et locales, agissant comme un véritable label de sérieux. Aussi elle facilite l'accès aux collectivités et la création de synergies territoriales ; par exemple, à Bordeaux, l'accueil de volontaires de compétences, issus de la métropole, a souvent ouvert la voie à un financement ultérieur des projets internationaux des OSIM par la collectivité. Les OSIM peuvent également constituer des partenaires pertinents pour l'accueil de volontaires en réciprocité sur le territoire français, en apportant une connaissance du territoire, une fonction d'acculturation et une capacité de mise en lien communautaire, à l'instar de l'exemple Cambodgien abordé dans la 3<sup>e</sup> partie de ce rapport.

### Attractivité et nouveau générationnel

La majorité des OSIM interrogées considèrent le **volontariat comme un levier stratégique pour attirer les jeunes générations**. Les jeunes issus des diasporas privilégient souvent un engagement concret sur le terrain plutôt que l'intégration aux structures associatives traditionnelles. Les dispositifs V.I.E.S favorisent ainsi le passage de relais et l'introduction de nouvelles thématiques, comme l'a tenté le programme Génération Climat, tout en contribuant à la création de liens durables entre la France et les pays d'origine.

Cette **dynamique générationnelle se heurte cependant parfois à des tensions au sein de certaines OSIM**, notamment les plus anciennes, en lien avec des différences de pratiques, de priorités thématiques et de modes d'engagement. De nouvelles OSIM portées par de jeunes militants émergent avec des dynamiques renouvelées, privilégiant des modes d'engagement plus professionnalisés et tournés vers d'autres formats que les canaux classiques et institutionnels.

Moins qu'une méfiance réciproque, le constat s'articule autour d'une inadéquation entre les modes d'engagements des « anciens » (système représentatif très codé, besoin d'asseoir une forte légitimité avant d'accéder aux espaces de prise de décision, univers très masculin, thématiques de lutte héritées d'une histoire migratoire et citoyenne en France ayant évolué etc.) et les aspirations des jeunes qui souhaitent des modes d'engagements plus immédiats, horizontaux ou liés aux luttes contemporaines (environnement, féminismes mouvements sociaux). Ainsi, si la nécessité de travailler ensemble est partagée, la question du « comment » reste posée : le volontariat pourrait ainsi y apporter une réponse.

Enfin, l'engagement volontaire dans la solidarité internationale est souvent abordé dans une logique de citoyenneté plutôt que sous l'angle de l'appartenance diasporique ; le travail de M&D sur l'envoi et l'accueil de volontaires entre les deux rives illustre bien cette tension. Ce potentiel transformateur est pourtant loin d'être systématiquement mobilisé. Un écart significatif sépare la reconnaissance des apports du volontariat par les OSIM et leur recours effectif aux dispositifs. Comprendre cet écart suppose d'examiner les obstacles structurels qui en limitent l'accès.

## La mobilisation des dispositifs : freins et inadéquations

L'intégration des dispositifs de V.I.E.S au sein des OSIM ne va pas sans générer des tensions structurelles et des effets ambivalents. Si le volontariat constitue un levier de professionnalisation et de renforcement des capacités, il impose également des cadres institutionnels qui peuvent entrer en conflit avec l'identité, l'agilité et les pratiques informelles propres aux organisations diasporiques. Les résultats de l'étude viennent préciser l'hypothèse de départ sur l'inadéquation des dispositifs et des pratiques.

### Qu'est-ce qui explique jusqu'ici le non-recours aux dispositifs V.I.E.S pour votre OSIM ?

Plusieurs réponses possibles  
Données collectées auprès de 50 OSIM



Absence ou manque d'informations



Complexité administrative



Préférence pour d'autres formes d'engagement  
(bénévolat, projets collectifs, volontariat informel)



Manque de temps ou de ressources humaines



Difficultés à encadrer un volontaire



Difficultés financières



Dispositifs peu adaptés aux réalités des OSIM  
(sentiment de non légitimité, peur de perdre l'autonomie associative, etc.)  
N'hésitez pas à préciser davantage dans « autre »

### Des freins administratifs et financiers prédominants

Le principal obstacle au recours aux dispositifs de V.I.E.S est leur **complexité perçue**, qui entre en contradiction avec le fonctionnement souvent informel des OSIM. La **lourdeur et la complexité administrative** est le frein le plus cité par les structures n'ayant jamais mobilisé de volontaires. Aussi, la gestion des dossiers, des accréditations et du *reporting* lié au volontariat est jugée trop chronophage pour des équipes très majoritairement bénévoles, qui se concentreront en priorité sur le montage et la recherche de financements pour le projet directement.

Malgré les subventions, le **coût** restant à la charge de l'OSIM (transport, logistique, indemnités) est un blocage majeur. Par exemple, le coût d'un VSI est estimé à environ 9 000 €<sup>20</sup> par volontaire, ce qui est « non négligeable » pour des structures sans salariés. Ce dernier point contribue également aux freins ; de nombreuses structures craignent de ne pas avoir les ressources humaines, donc la capacité d'encadrement, nécessaires pour accompagner et suivre un volontaire de manière adéquate. A cela s'ajoute des **paramètres matériels** comme la disponibilité d'un local ou le volontaire peut s'installer pour travailler.

Toutefois, certains acteurs estiment qu'il est globalement **moins engageant** de mobiliser un volontaire que de recruter une personne salariée. Cette perception tient principalement au caractère temporaire et moins contraignant financièrement du volontariat, même si l'accueil d'un volontaire implique malgré tout un accompagnement réel et structuré.

### Des inadéquations entre cadres normés et pratiques agiles

Il existe une tension entre la standardisation des projets « normés » et les modes d'intervention des diasporas, davantage fondés sur l'interpersonnel et l'informel. Les **temporalités** sont à cet égard un enjeu central : les missions longues (6 à 12 mois) sont souvent inadéquates au « double espace » des membres des OSIM qui doivent

20 Cette estimation vaut pour 2025 : les montants sont susceptibles d'être ajustés avec les nouveaux décrets/arrêtés attendus pour 2026.

concilier engagement associatif et vie professionnelle en France. En Seine-Saint-Denis, des responsables associatifs soulignent que les missions de longue durée sont difficiles à pourvoir, faisant l'hypothèse que le public local fait face à des impératifs socio-économiques qui créent une forme d'auto-exclusion face aux codes du volontariat.

La question **générationnelle** ressurgit aussi comme frein lorsqu'il s'agit de faire du lien avec les jeunes pour les OSIM les plus anciennes. Certaines relèvent surtout un décalage entre leurs modes d'engagement et ceux des jeunes générations. Dans le même temps, de nouvelles OSIM portées par des jeunes générations émergent avec des dynamiques renouvelées. Elles se distinguent par des modes d'engagement plus professionnalisés et tournés vers l'innovation, sans pour autant mobiliser massivement le volontariat. De nombreux jeunes issus des diasporas se tournent vers des formes d'engagement « hors radar » (bénévolat, chantiers informels) pour contourner des rigidités, constituant un vivier potentiel que les dispositifs de volontariat, et France Volontaires en particulier, peinent encore à atteindre et à comptabiliser.

La **méconnaissance des dispositifs** apparaît également comme l'un des facteurs explicatifs de la faible utilisation des V.I.E.S par les OSIM, sans toutefois tout expliquer. De nombreuses organisations répondant à l'enquête interactive déclarent connaître les dispositifs, mais souvent « juste de nom ». **On notera qu'il n'existe pas de corrélation avec l'appartenance ou non à une fédération : toutes celles qui ne connaissent pas les V.I.E.S sont pourtant membres d'un FOSIM ou d'un COSIM** (Collectif

des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations, c'est une structure associative régionale en France qui regroupe des associations créées et gérées par des membres de la diaspora). Ce déficit d'information ciblée empêche les OSIM de percevoir le volontariat comme un levier de renforcement plutôt que comme une contrainte administrative supplémentaire.

Il convient enfin de relever à nouveau le frein lié à la **limite réglementaire faite aux binationaux** d'effectuer une mission de VSI dans leur pays d'origine, critère également appliqué par certains appels à projets de VEC<sup>21</sup>. Identifié dès la partie précédente comme un frein individuel à l'accès à certain dispositif, ce blocage produit des effets également à l'échelle des OSIM : il empêche de formaliser et de sécuriser institutionnellement des liens de solidarité qui existent déjà de manière informelle, et que les organisations diasporiques ont souvent contribué à tisser.

Le constat dressé lors des échanges avec le Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (FONJEP) va dans le même sens : l'appel à projets annuel, bien que peu mobilisé par les diasporas, offrait la possibilité de missions aux modalités souples, potentiellement cohérentes avec leurs pratiques. Sa suspension actuelle pour des raisons budgétaires limite toutefois l'activation de ce levier, alors même que ce niveau de souplesse en faisait un dispositif particulièrement pertinent au regard des besoins identifiés. Cette situation souligne l'enjeu d'un financement futur permettant d'en assurer la continuité et la lisibilité.

55



CRÉDIT PHOTO – FORIM

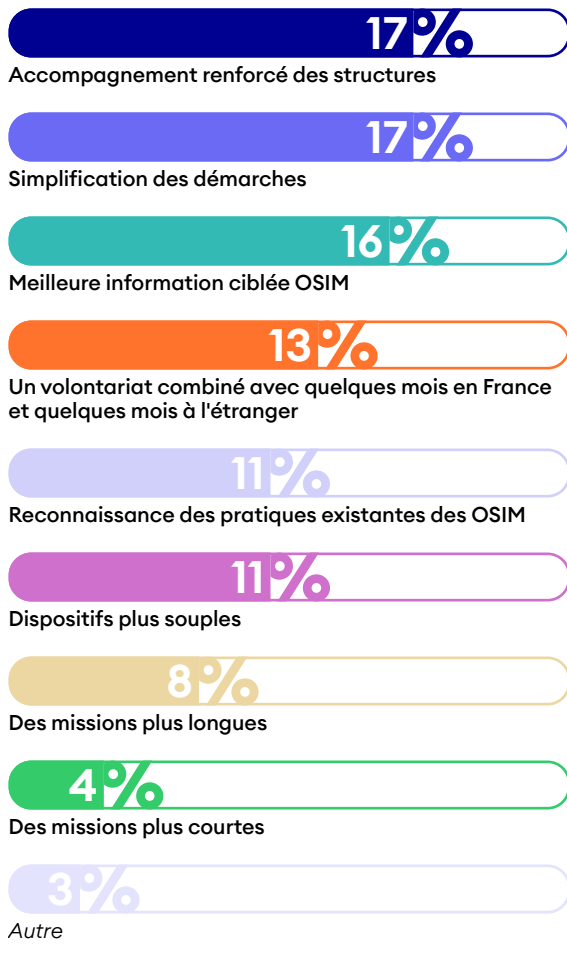
21 [Présentation du dispositif VAC de AIME \(2025\)](#)

## Des opportunités identifiées, à condition d'un accompagnement adapté

Malgré ces obstacles, l'étude permet d'identifier des opportunités concrètes, à condition qu'elles soient soutenues par des dispositifs d'accompagnement adaptés. Plusieurs pistes se dégagent, dont les modalités de mise en œuvre pourront faire l'objet de recommandations.

### Qu'est-ce qui faciliterait, selon vous, le recours aux dispositifs V.I.E.S par les OSIM ?

Données collectées auprès de 50 OSIM



L'échelle des têtes de réseau membres du FORIM (FOSIM / COSIM<sup>22</sup>) apparaît comme une échelle d'organisation pertinente pour surmonter certaines contraintes, même si elle reste peu mobilisée à ce stade. La mutualisation d'un volontaire entre plusieurs structures membres, la mise à disposition de locaux, le renfort bénévole à l'échelle de la fédération, l'appui au dépôt de dossiers, ou encore le suivi de plusieurs projets portés par les membres constituent autant de fonctions que pourrait assurer un volontaire positionné à ce niveau. Un tel profil favoriserait par ailleurs la dimension intergénérationnelle en permettant de dynamiser les liens entre la structure et les jeunes de la communauté.

Le format **VEC** apparaît également particulièrement adapté aux OSIM, à condition qu'elles soient accompagnées dans leur capacité à le mobiliser<sup>23</sup>. Des modalités de **circularité** – du type alternance entre périodes en France et dans le pays d'origine – sont également citées comme potentiellement plus adaptées à la réalité du « double espace » des engagés diasporiques. Enfin, les structures de mobilité et structures jeunesse pourraient jouer un rôle renforcé en mettant davantage en lien leurs volontaires avec les OSIM du territoire, voire en les formant directement sur les dispositifs et les accréditations. Des structures méso relais comme le FORIM, le GRDR ou M&D, capables d'assurer une fonction opératrice – accueil dans leurs locaux, accompagnement – pourraient également jouer un rôle structurant dans cette évolution, à condition que les demandes viennent des OSIM de leurs territoires.

Dans toutes ces configurations, la question de la **reconnaissance et de l'indemnisation des pratiques existantes** est un enjeu transversal non neutre : elle conditionne tant le positionnement des acteurs diasporiques que la viabilité des partenariats envisagés, en France comme sur place.

22 Les COSIM ont une dimension régionale en France (par exemple le COSIM Bretagne) alors que les FOSIM s'articule autour d'une diaspora (par exemple la CAPCOS - Coordination d'Appui aux Projets de Solidarité Internationale pour le Congo).

23 La tranche d'âges la plus représentées dans l'AAP 2025 VEC du MEAE est celle des 66-75 ans. Le VEC pourrait correspondre pour les profils senior engagés dans les OSIM.

Cette partie met en évidence des dynamiques contrastées : les OSIM reconnaissent le potentiel du volontariat et y voient des opportunités réelles, mais leur mobilisation effective reste contrainte par des cadres qui ne sont pas toujours adaptés à leurs réalités. Ces opportunités ont été nommées par les acteurs eux-mêmes mais leur

concrétisation suppose des conditions d'accompagnement que les dispositifs actuels n'offrent pas encore systématiquement. La façon dont ces dynamiques se déploient varie selon les contextes : c'est ce que les études de cas de la partie suivante viennent documenter, terrain par terrain.

## À RETENIR

### → Un engagement des OSIM dans le volontariat encore limité par de multiples freins

- Une prédominance des pratiques de bénévolat et de missions courtes, en décalage avec les formats V.I.E.S
- Un recours encore marginal aux dispositifs de volontariat, malgré un intérêt croissant
- Des obstacles majeurs liés au manque d'information et de visibilité des dispositifs auprès des OSIM
- Des contraintes de capacités et de ressources (humaines, financières, administratives) qui freinent l'accès des OSIM aux programmes V.I.E.S
- Quelques initiatives pionnières d'OSIM qui expérimentent l'accueil ou l'envoi de volontaires, mais qui restent isolées

### → Des effets du volontariat sur la structuration des OSIM contrastés

- Des apports ponctuels en termes de compétences, de méthodologie et d'ouverture partenariale pour les OSIM accueillant des volontaires
- Mais des effets souvent limités à la durée de la mission, sans impact pérenne sur le fonctionnement des OSIM
- Un accompagnement encore insuffisant des OSIM dans la préparation, le suivi et la capitalisation des projets de volontariat

### → Des dynamiques partenariales émergentes autour du volontariat

- Des collaborations ponctuelles entre certaines OSIM et collectivités territoriales autour de projets de co-développement impliquant des volontaires
- Un dialogue renforcé entre OSIM, FORIM et France Volontaires sur les enjeux du volontariat diasporique
- Un intérêt accru des pouvoirs publics pour le rôle des OSIM dans les initiatives de jeunesse et de solidarité internationale
- Mais des partenariats qui restent largement informels et précaires, sans cadres ni moyens dédiés

### → Une reconnaissance en construction du rôle des OSIM dans le volontariat

- Une visibilité accrue des OSIM impliquées dans le volontariat comme acteurs légitimes du développement
- Une crédibilité renforcée dans le dialogue avec certains interlocuteurs institutionnels, en France et dans les pays d'origine
- Mais une prise en compte encore limitée des spécificités des OSIM dans les politiques et les dispositifs de soutien au volontariat
- Un besoin de renforcer la co-construction et la concertation avec les OSIM pour adapter les programmes aux réalités de terrain

**3**

**Articulations  
sur les  
territoires entre  
écosystèmes  
diasporas et  
volontariat:  
études de cas**

Les deux premières parties de ce rapport ont successivement exploré les parcours individuels des volontaires issus de diasporas et les dynamiques organisationnelles qui les encadrent. Cette troisième partie déplace le regard **vers les territoires**, espaces où les deux écosystèmes peuvent se rencontrer, se manquer ou produire ponctuellement des formes d'action commune. Le fait que France Volontaires et le FORIM soient cités dans le *Document d'Orientation stratégique société civile et engagement citoyen 2023-2027 du MEAE*<sup>24</sup> souligne leur rôle respectif dans les différents territoires. Il reste que l'articulation entre diaspora et volontariat n'a rien d'évident : elle ne relève ni d'un automatisme institutionnel, ni d'une pratique spontanée des acteurs.

59

Cette échelle permet également de saisir une dimension transversale fortement ressortie des terrains : **la question intergénérationnelle**. Dans plusieurs contextes, les liens au pays d'origine, les formes d'engagement et les représentations de la solidarité diffèrent sensiblement entre générations ; entre structures diasporiques vieillissantes, jeunesses en quête d'autres modes d'action, ou jeunes issus des migrations qui mobilisent le volontariat pour explorer ou redéfinir leur rapport à l'origine. Cette variable intergénérationnelle constitue un angle essentiel pour comprendre la manière dont les deux écosystèmes s'articulent, ou non, selon les territoires.

<sup>24</sup> <https://ke.diplomatie.gouv.fr/files/ke/files/Relations%20Civile/document-strategie-societe-civile-2023.pdf>

Cette partie examine ainsi les **modalités concrètes d'interaction entre les deux écosystèmes à partir de cinq terrains d'étude**. Dans une approche qualitative, il ne s'agit pas d'établir une typologie exhaustive ni de comparer des modèles, mais de comprendre des dynamiques contextualisées : leurs dynamiques propres, les formes de coopération qui s'y développent, les acteurs qui les structurent, ainsi que les conditions, favorables ou contraignantes, de leur mise en œuvre. Chaque territoire met ainsi en lumière des manières spécifiques dont ces deux écosystèmes interagissent dans le champ de la solidarité internationale.

Cinq terrains ont été investis, répartis entre espaces français et contextes internationaux. En France, **le département de Seine-Saint-Denis et la ville de Marseille** ont été retenus en tant que territoires partenaires de l'étude, mais aussi en tant que réalités diversifiées : le premier est marqué par une politique publique volontariste en matière de mobilité des jeunes et de soutien aux diasporas ; la seconde se distingue par un tissu associatif dense mais encore en cours de structuration en réseaux, et par une réticence affirmée à la catégorisation diasporique. À l'international, des études de terrain ont été menées

au **Maroc**, dans la région Souss-Massa, et au **Sénégal**, deux pays entretenant des relations historiquement structurées avec leurs diasporas en France, dans des cadres institutionnels distincts, et pays phares d'accueil des dispositifs de V.I.E.S Le **Cambodge** occupe une place singulière dans l'étude : aucune collecte de données n'y a été conduite sur place. Ce terrain éclaire avant tout une dynamique spécifique : celle de la réciprocité, et le rôle que jouent les réseaux diasporiques dans l'accueil et l'accompagnement des volontaires.

La mise en regard de ces cinq territoires fait apparaître des constats communs. Partout, les liens entre diaspora et volontariat émergent **avant tout à petite échelle**, à partir d'une structure, d'un projet ou d'une rencontre, bien avant que des cadres formels ne tentent de les organiser. Partout également, des acteurs-relais jouent un rôle déterminant : une OSIM qui ouvre des portes dans un territoire d'origine, une collectivité qui impulse la mise en réseau, une ONG ancrée des deux côtés. Autrement dit, l'articulation ne repose pas sur une évidence ou un automatisme, mais sur des médiations, des capacités locales, et des contextes d'action spécifiques que les études de cas suivantes viennent illustrer.



CRÉDIT PHOTO – France Volontaires

# Jeunesses, diversité et engagement volontaire à l'international

## 3.1.1

## Des acteurs du territoire

### La mobilité internationale : une politique publique stratégique pour le Conseil Départemental

Selon l'INSEE, le département est le plus jeune de la France métropolitaine : la part des personnes de moins de 30 ans atteint **42,2% de la population globale**<sup>25</sup>. Les projections à 2040 confirment ces tendances. Aussi, la collectivité a fait le choix explicite de soutenir la mobilité et le volontariat international des jeunes de son territoire, et ce à travers plusieurs leviers.

D'abord, le centre de ressources « Via le monde » accompagne les structures à s'engager dans des actions d'ECSI ou à l'international, en particulier avec **l'Appel à Agir IN Saint-Denis**. Par ce même dispositif, ce sont autant des structures jeunesse que des associations des diasporas qui sont susceptibles d'être co-financées pour leurs projets - même si ce ne sont pas toujours sur les mêmes thématiques<sup>26</sup>.

Le Département (CD93) dispose de deux accréditations Erasmus+ pour la période 2023-2027 et s'est engagé dans le programme YESVolunteer pour favoriser le partage d'expériences entre professionnels. La mobilisation du programme **Territoires Volontaires (TEVO)**, porté par France Volontaires, a permis l'envoi de plusieurs jeunes séquano-dyonisiens à l'international et l'accueil d'une jeune du Sénégal en 2024. La collectivité organise chaque année le Forum de la mobilité européenne et internationale à destination de ses habitants âgés de 18 à 30 ans.

Le CD93 se veut ainsi acteur de la mobilité internationale des jeunes, considérant qu'elle est tout autant « *un support d'animation, un levier éducatif, un vecteur de compréhension du monde, un outil de formation et d'insertion professionnelle et de construction identitaire, notamment pour les jeunes issus de l'immigration*<sup>27</sup> ». Dans cette perspective, rappelons qu'une étude<sup>28</sup> a été finalisée en octobre 2025 pour mieux comprendre les expériences de séjour à l'étranger vécues ou abandonnées par les jeunes, et ainsi mettre en exergue les freins et conditions au départ en fonction de différentes caractéristiques : parcours de formation, origine sociale, genre etc.

Autre dimension forte, le fait que **plus de 130 nationalités soient représentées** sur le territoire départemental, et que 32% de sa population soit immigrée conduit la collectivité à s'engager :

- D'une part, **en soutenant ses diasporas**, à travers des appuis financiers aux OSIM (Appel à Agir), et leur intégration dans son action extérieure. Citons la coopération décentralisée entre le Département, le Gouvernorat et l'Association des Maires de Ngazidja aux Comores dans laquelle la PFAC93 (Plateforme des associations comoriennes) est partenaire technique.
- D'autre part, en portant une attention **aux discriminations vécues** par ses habitants, en témoigne la mise en place d'un Observatoire départemental spécifiquement dédié à cette question.

Dans l'élaboration de ses politiques publiques à l'international, le Conseil Départemental accompagne donc en parallèle les jeunesses et les diasporas qui composent son territoire, le plus souvent sans les relier explicitement.

25 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=DEP-93>

26 L'appel à projets est fléché par fiches d'orientations thématiques : par exemple la fiche n°23 dédiée à la mobilité européenne et internationale des jeunes est ouverte aux groupes de jeunes adossés à une structure tutrice. La fiche n°15 « Soutenir les micro-projets de solidarité internationale » est explicitement ouverte aux OSIM. Pour ces deux orientations, les subventions sont de 5000€ maximum, dans la limite de 50% du coût total du projet. Elles peuvent donc être utilisées en co-financements d'autres dispositifs (dont le PRA/OSIM).

27 Note de cadrage - Proposition d'une action publique départementale en faveur de la mobilité européenne et internationale des jeunes de la Seine-Saint-Denis (2023)

28 L'accès à la mobilité internationale des jeunes de Seine-Saint-Denis – Direction Données, études et connaissances (DDEC), Direction Europe International (DEI), Délégation Jeunesse et Vie associative (DJVA).

Le territoire de la Seine-Saint-Denis a accueilli des volontaires sénégalais lors des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024, dans le cadre du programme Volontaires – Terre de Jeux porté par France Volontaires. Ces jeunes s'inscrivent dans une trajectoire de réciprocité, puisqu'ils seront ensuite impliqués dans l'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) de Dakar 2026, incarnant une forte dynamique d'héritage et d'engagement citoyen. Cette coopération illustre la continuité entre JOP et JOJ, en faisant du volontariat un levier partagé de promotion des valeurs olympiques, de la jeunesse et de la solidarité internationale.

### 3.1.2

## Faire partir les jeunes de Seine Saint Denis (SSD) en mobilité : le pari des acteurs du volontariat

L'écosystème « volontariat » en SSD est principalement analysé dans cette étude sous le prisme de la mobilité internationale des jeunes, conformément aux priorités de la collectivité. La Délégation Jeunesse et Vie associative (DJVA) et la Direction Europe International (DEI) pilotent un **Comité de pilotage** de la mobilité internationale des jeunes de la Seine-Saint-Denis. Il est composé -sans être exhaustif- de :

- **Structures associatives** jeunesse et/ou centres sociaux, par exemple l'Organisation en Mouvement des Jeunesses d'Aubervilliers (OMJA) ;
- **Services paramunicipaux** ou mixte association/municipalité, avec mise à disposition de fonctionnaires vers une structure loi 1901. C'est le cas de l'Office municipal de la jeunesse tremblaysienne (OMJT) ;
- **Clubs de prévention spécialisée**, agissant auprès des enfants et jeunes adultes confrontés à des situations de vulnérabilité, à l'instar de l'association Canal ;
- **Services municipaux jeunesse**, directement rattachés aux services mobilités ou international.

Ces acteurs mobilisent des dispositifs de **volontariat court collectif** comme les projets JSI/VVSI, avec des modèles de co-financements hybrides : CAF,

Département, actions d'auto-financement, participation des familles etc.

Si leurs approches éducatives peuvent différer, l'organisation de séjours de volontariat est considérée partout comme un outil d'éducation populaire visant d'abord à répondre à **l'absence de mobilité internationale dans le parcours des jeunes de SSD**. En effet, selon l'étude menée par la DDEC, seuls 33% des 16-25 ans y ont eu déjà recours – contre 45% en Ile-de-France (hors SSD).

D'autres structures de mobilité proposent des **volontariats individuels**. C'est le cas de Parcours Le Monde Ile-de-France qui mobilise principalement le Corps Européen de Solidarité (CES) en Europe et dans les pays du pourtour méditerranéen. Pour cela, l'association intervient régulièrement en missions locales et parfois en centres sociaux pour présenter les modalités de départ possibles, notamment sur les territoires intercommunaux de Plaine Commune et Est Ensemble.

### Engagées localement, structurées en communautés : les associations des diasporas de SSD

Historiquement, le territoire de Seine-Saint-Denis est depuis longtemps **une zone attractive**<sup>29</sup>, avec des taux d'immigration élevés dès le 19<sup>e</sup> siècle et la forte industrialisation de l'époque. Aujourd'hui, « *l'Algérie, le Maroc et la Tunisie représentent, à eux seuls, le tiers des origines des séquano-dionysiens immigrés (33 %) (...) et 59% des personnes nées à l'étranger est originaire d'Afrique, en 2015*<sup>30</sup> ».

De **multiples OSIM** se sont constituées, avec pour souhait de s'engager dans des pays ou régions d'origines. Pour avoir une idée de l'ampleur, notons le chiffre de 42% des associations de SI nouvellement créées dans le département comme étant des OSIM (soit 523 structures sur trois années 2016, 2017, 2018<sup>31</sup>). Le Mali, le Sénégal ou encore les Comores font partie des territoires les plus identifiés. Contrairement à la Ville de Marseille, la Seine-Saint-Denis accueille plusieurs **fédérations d'associations structurées** (FOSIM), membres du FORIM et à dimension nationale : la Plateforme d'Associations Congolaises de France (PACOF, siège à Bagnolet), l'Union des Associations comoriennes de France (UNACOF, siège à Livry

29 « Connaître l'histoire de la Seine-Saint-Denis pour comprendre la situation actuelle » – d'Annie Fourcaut texte issue de la publication de Profession Banlieue (épuisée), La Seine-Saint-Denis, des représentations aux... réalités, Collection « Les Rencontres », 2002 [https://www.professionbanlieue.org/IMG/pdf/histoire\\_ssd\\_afourcaut.pdf](https://www.professionbanlieue.org/IMG/pdf/histoire_ssd_afourcaut.pdf)

30 Les populations immigrées de Seine-Saint-Denis, service de l'Observatoire départemental (SOD) de la Direction de la stratégie, de l'organisation et de l'évaluation (DSOE) – Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis – 2019 [https://ressources.seinesaintdenis.fr/IMG/pdf/decryptage\\_s\\_v7.pdf](https://ressources.seinesaintdenis.fr/IMG/pdf/decryptage_s_v7.pdf)

31 La solidarité internationale en Seine-Saint-Denis – Service international Via le monde – Yannick Lechevallier - 2021

Gargan), le Haut Conseil des Maliens de France (HCMF, siège à Saint-Denis) et le Réseau des Associations pour le Développement du Fleuve Sénégal (RADBFS, siège à Saint-Denis).

Les OSIM en SSD, comme dans le reste du territoire français, sont quasi-exclusivement organisées autour d'**équipes bénévoles**, sans recours formalisé à des volontaires ou des salariés. Elles sont actives localement sur le territoire, le plus souvent à l'échelle d'une commune ou d'un quartier, et capables de collecter des fonds auprès de leurs diasporas, des actions en France ou dans leur pays d'origine. S'il est difficile de porter une analyse homogène, nombre de ces OSIM sont confrontées à

des défis générationnels : leurs adhérents sont de plus en plus âgés, illustration d'une dynamique de vieillissement dans la population immigrée du département.

Les plus jeunes peinent à s'y retrouver, autant dans le fonctionnement que dans les combats associatifs de leurs aînés. Un professionnel d'une structure jeunesse de SSD abonde : *« je te donne un exemple : il y a deux ans, les membres d'une OSIM devaient renouveler leurs adhérents. On a pris un temps de présentation à nos jeunes pendant un évènement. Les jeunes nous ont dit : mais si le Président reste, quelles sont nos marges de manœuvre ? Il y a eu un choc générationnel, cela n'a pas matché ».*

## Comment accompagner la transition générationnelle des diasporas ?

### Le cas du Grdr Migration-Citoyenneté-Développement

L'association Grdr a été créée sous l'impulsion de ressortissants d'Afrique de l'Ouest à la fin des années 1960. Agissant à la fois dans les pays de départ, de passage et d'accueil des mobilités humaines, elle dispose par son travail sur ces différents espaces d'un positionnement singulier dans le paysage associatif. Le Grdr est implantée en Seine-Saint-Denis, avec son siège à Montreuil, et développe des relations partenariales avec les diasporas du territoire, notamment maliennes et sénégalaises.

Sa démarche s'est adaptée aux évolutions des pratiques et des générations. Historiquement, elle agissait avec les anciennes générations, fonctionnant elles-mêmes autour de caisses de solidarité organisées par territoires précis. Or, *« il y a de nouveaux sujets, par exemple le maintien de la paix, la cohésion sociale, le dialogue interculturel, qui sont beaucoup plus parlants pour les jeunes »* nous explique un responsable.

Le Grdr fait le constat d'une autre dynamique, celui des collectifs de (jeunes) élus français d'origine ouest-africaine, notant qu'ils *« sont parfois les seuls à garder un lien avec les autorités des deux côtés »*, par exemple en cas de rupture de dialogue institutionnel (par exemple récemment entre la France et le Mali). Ici, c'est l'engagement d'une diaspora plus jeune et mieux interconnectée qui est valorisé.

Se pose alors la question de la mobilisation du volontariat pour accompagner ces nouvelles dynamiques : le Grdr mobilise notamment les dispositifs VSI dans ces zones d'intervention en Afrique de l'Ouest et au Maghreb, sans que ce soit directement lié aux diasporas. En France, parmi les idées à tester figurent celles d'être un *« opérateur ressource »* en Seine-Saint-Denis pour des volontaires en réciprocité s'engageant auprès d'OSIM. A condition que les demandes viennent des partenaires et OSIM elles-mêmes, une responsable imagine différents scénarii : *« on pourrait accompagner pour cadrer les missions, inclure les volontaires dans le tissu associatif, leur faire découvrir les métiers des ONG, les inviter à nos évènements, à rencontrer d'autres jeunes etc. »*

### 3.1.3 Les enjeux d'interconnexion diasporas / volontariat

#### Jeunesses, jeunes des diasporas : à qui s'adresse-t-on ?

La première articulation « volontariat / diasporas » s'articule autour du public s'engageant dans des mobilités

collectives internationales. Dans tous les entretiens, les professionnels rencontrés indiquent qu'au moins une partie des jeunes volontaires séquanodionysiens avaient **des liens, origines ou nationalités en lien avec un autre pays que la France**. Si ces jeunes ne sont pas membres d'associations structurées et identifiés comme OSIM, si la notion de « diaspora » n'est pas directement mobilisée ni citée comme une motivation principale de départ, les questions de construction identitaires sont abordées durant ces séjours. Nombre **d'animateurs**

accompagnants sont eux-mêmes issus des diasporas avec une ou plusieurs expériences à l'international du même type ayant jalonné leurs jeunesses. L'hypothèse la plus probable, à défaut de données statistiques, est que la composition de la population de SSD induit de fait une participation de volontaires aux origines multiples.

Pour affiner l'analyse en termes d'accessibilité aux dispositifs, le croisement avec d'autres variables s'avère intéressant. Plus précisément, une étude de 2025 en partenariat avec l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, avec pour terrains Tremblay, Bobigny et Aubervilliers, a soulevé le fait que la plupart de ces jeunes « **présentent des prédispositions à l'engagement**<sup>32</sup> ». L'accès aux mobilités est « conditionné par la proximité avec un cadre associatif actif [et/ou] par les liens interpersonnels ou familiaux ». Le public volontaire est donc, pour ces séjours courts, majoritairement composé de « jeunes ayant déjà un pied dans l'engagement, avec parfois une réflexion sur leurs groupes d'appartenance » pour reprendre l'expression d'une professionnelle. Le volontariat est alors directement vu comme une opportunité personnelle, que celle-ci se centre sur la découverte de l'ailleurs, l'acquisition de compétences socio-professionnelles ou le prolongement d'un parcours de formation / emploi.

64

Le défi pour les acteurs du volontariat et des pouvoirs publics agissant sur le département reste donc d'élargir ces possibilités de mobilité aux **jeunes « NEETs »** (Not in Education, Employment, or Training) qu'ils aient ou non un lien avec les diasporas. Surreprésentés en Seine-Saint-Denis par rapport au reste du territoire métropolitain, ceux-ci sont identifiés comme une priorité par les pouvoirs publics et les membres du COPIL Mobilités<sup>33</sup>. Parfois, les organisations misent alors sur une composition de groupe hétérogène en termes de situations vécues, à l'instar de l'OMJA à Aubervilliers : « on vise un public mixte, avec parfois des étudiants, des salariés, et des jeunes sans emploi, ça dépend des projets ».

Enfin, pour les missions de volontariat individuel, le constat posé reste une **difficulté à trouver des candidatures** dans le département, surtout pour des engagements longs en Service Civique International. Cette situation est à relier aux freins évoqués précédemment dans cette étude, en particulier avec les impératifs d'étude, d'emploi ou familiaux. L'hypothèse des acteurs rencontrés est que ces barrières à la mobilité individuelle

s'appliquent avec plus d'intensité en SSD pour des raisons objectivables - une situation socio-économique qui « oblige à rester » ; et des facteurs plus psychologiques – « des codes propres au monde du volontariat qui sont déstabilisants et qui entraînent de l'auto-exclusion ».

Pour les CES (Corps Européen de Solidarité), un dispositif plus souple en termes de durée, avec des missions dans des pays plus proches, il est ici aussi en SSD considéré comme plus facile à mettre en place. Le lien avec le pays d'envoi est même parfois un atout mobilisé pour candidater : « sur 4 jeunes en CES Egypte, il y en avait 3 qui avaient des origines égyptiennes. Certains ont renoué, certains ne connaissaient pas le Caire, mais ils répondaient à un prérequis des structures d'accueil : parler anglais ou l'arabe égyptien » (Parcours le Monde Ile-de-France).

#### De Saint-Denis au Cap-Vert et au Portugal : le partenariat inspirant Canal – Fonte Lima

En 2024, un groupe de 10 jeunes volontaires accompagnés par l'association Canal à Saint-Denis est parti pendant deux semaines au Cap-Vert, dans le cadre d'un séjour préparé et organisé avec une OSIM, Fonte Lima. Par la suite, 6 d'entre-eux ont réitéré l'expérience au Portugal, dans la perspective de rencontrer des personnes issues de l'immigration capverdienne.

#### Cette initiative est source d'apprentissages à plusieurs égards.

Elle montre déjà que le travail de terrain d'éducateurs en prévention spécialisée rend accessible des expériences de volontariat à **des jeunes en situation de vulnérabilité**. L'organisation de séjours à l'international est en effet devenue un outil de l'association Canal pour lutter contre l'exclusion sociale et les difficultés d'insertion. Comme le rappelle l'éducatrice, la réalité « reste difficile, car vivre dans un quartier populaire, c'est être enfermé dans un système qui nous forge et nous forme à la fois mais dans lequel on se met beaucoup de limites (...) comme si le fait d'y vivre empêche pleins de choses, alors que non ».

- Le projet a eu des effets, sans que ce ne soit un objectif explicite, sur les **groupes d'appartenance** des jeunes participants ayant des origines multiples. « On parle pendant ces séjours de leurs identités : d'où ils viennent ? d'où viennent leurs parents ? qui sont-ils ?

32 Les mobilités collectives à dimension solidaire des jeunes de Seine-Saint-Denis à l'international : focus sur les mobilités au Maroc. Appoline Beasse, Louise Dauvergne, Alice Guillet, Lili Logeat, Alice Neuville, Amayelle Pendeoro, Sarah Ziani – Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et le Département de Seine-Saint-Denis, 2025.

33 Près d'un tiers des 15-24 ans du département sont au chômage, parmi lesquels on retrouve des individus sortis du système éducatif et sans formation

(...). Au Cap-Vert, ils se présentent en tant que Français avec fierté aussi parce qu'on leur renvoie une image positive». On voit ici que le sentiment d'être Français est renforcé par la mobilité internationale, alors même qu'en France les discriminations vécues par ces mêmes jeunes les en éloignent. Ce séjour est aussi l'occasion de travailler **les enjeux mémoriaux**, en particulier autour de la colonisation et de l'esclavage, et de prolonger des discussions le rapport entre histoire, mémoire, et identités multiples.

- **Favoriser les rencontres** entre acteurs diasporiques et de volontariat sur le territoire de SSD permet d'engager des projets concrets. C'est en effet à l'occasion d'une réunion organisée par le Service Via le Monde du Département que les deux associations se sont rencontrées, et ont progressivement construit ce partenariat. L'OSIM Fonte Lima soutenait diverses initiatives dans le village du même nom. Dans le cadre du PRA/OSIM, l'association avait pu mettre en place à partir de 2023 un projet de valorisation des femmes potières. C'est donc dans cette localité que le séjour des jeunes a pu être organisé.
- L'OSIM a alors joué un véritable **rôle d'experte et d'intermédiation améliorant la qualité et l'expérience du volontariat**. La Présidente a mis à disposition sa connaissance du Cap-Vert et du village: *«j'ai fait la logistique, les visites, les négociations avec le Ministère pour le transport. On a fait des réunions, au fur et à mesure, on a dessiné le planning, c'était vraiment bien: il y a eu beaucoup d'écoutes, du début à la fin. On a parlé du Cap Vert, de la préparation au pays, la langue, les coutumes»*. Elle a ensuite accompagné les 10 jeunes directement sur place, principalement autour de la réhabilitation d'un terrain de football, puis au Portugal.

On voit à travers cet exemple que des synergies territoriales sont possibles -grâce à des rencontres impulsées par une collectivité engagée sur ces questions- entre d'une part des structures jeunesse mobilisant des dispositifs de volontariat, et d'autre part des organisations de personnes issues des diasporas valorisant ainsi leur positionnement.

### **Pour les collectivités: s'engager avec «des diasporas en présence»**

A un autre niveau, l'enjeu pour les collectivités de SSD d'associer à leur action extérieure les diasporas présentes sur leur territoire est à la fois une priorité politique et un défi opérationnel: avec qui s'associer? pour quelles

responsabilités? sur quelles thématiques? Et dans quelle mesure le volontariat peut appuyer ce partenariat?

**A l'échelle municipale**, quelques communes ont fait le choix de recourir au programme TEVO. Pour rappel, cet appel à projets a pour objectif de *«faciliter la mobilisation des collectivités dans le champ de la coopération internationale au travers de volontaires internationaux dans le cadre de deux dispositifs complémentaires: service civique et volontariat de solidarité internationale (VSI)»*. Il permet donc un appui méthodologique et financier pour des volontariats individuels. Ceux-ci sont alors envoyés dans des destinations en lien avec les priorités géographiques et stratégiques de la municipalité en question, mais sans nécessairement de fléchage vers ou pour les diasporas.

La **complémentarité entre les deux politiques publiques** (promotion du volontariat d'une part, intégration des diasporas d'autre part) est parfois explicite. La mairie de Montreuil a ainsi fait partir 4 volontaires au Sénégal (suite à l'arrêt subi des activités de coopération avec le Mali), dont 3 en lien avec les diasporas d'Afrique de l'Ouest. Des rencontres ont été organisées en amont avec des groupements de femmes maliennes à Montreuil, en vue d'une mission d'appui à un collectif similaire au Sénégal. La porosité et proximité entre différents pays d'Afrique de l'Ouest sont ici pensées avant tout comme un atout permettant de mieux préparer les volontaires, d'avoir des personnes de Montreuil représentatifs de ses habitants à l'international, et d'être cohérent avec l'action extérieure mise en place.

Pour la future phase du programme TEVO, la municipalité prévoit de continuer ce travail avec les «diasporas en présence» de la ville, identifiées par une étude récente du Service Échanges internationaux et Coopération décentralisée, et d'impliquer les associations communautaires sénégalaises et marocaines pour de prochaines missions de volontariat.

Au **niveau départemental**, l'intégration des fédérations diasporiques dans des accords internationaux a pris forme avec les Comores. Pour rappel, la PFAC93 est partenaire dans le cadre la coopération décentralisée entre le Département, le Gouvernorat et l'Association des Maires de Ngazidja aux Comores. Si l'association joue un rôle d'intermédiation entre les différents territoires, le volet «volontariat» n'est pas explicitement en lien avec les enjeux diasporiques.

Le Département de Seine-Saint-Denis, comme la Ville de Besançon, font partie des rares collectivités françaises à être adhérentes au **Programme Cités Interculturelles (ICC) du Conseil de l'Europe**. Ce réseau propose d'accompagner ses membres dans l'élaboration de politiques publiques sous le prisme interculturel, en s'appuyant explicitement sur la diversité de ses populations. Cette stratégie est donc en cohérence avec le souhait de faire des diasporas et plus largement des mobilités humaines une richesse, et préfigure d'autres actions possibles pour relier volontariat et diasporas.

En conclusion, la Seine-Saint-Denis se caractérise par un tissu associatif fort, à la fois du côté des diasporas et de celui du volontariat. Des connexions existent et peuvent être amplifiées par des politiques publiques volontaristes pour la mobilité internationale des jeunes, à l'instar de ce que propose le Conseil Départemental. Une articulation plus structurante, par exemple en impliquant les diasporas par le volontariat dans les projets de coopération décentralisée, reste encore un défi pour les collectivités du département.

## S'inspirer d'ailleurs ?

### A Besançon, la réciprocité en action en lien avec les diasporas

La municipalité de Besançon a fait un double choix stratégique.

D'abord, le Service des Relations Internationales a mis en place depuis 2 ans une mission « Interculturalité », avec des RH dédiées, qui a pour objectif d'impliquer et de valoriser les diasporas du territoire dans les politiques publiques locales. L'enjeu est aussi de proposer un « changement de narratif », en considérant la diversité des habitants comme un atout pour le territoire.

Avec l'appui du programme TEVO, un volontaire ivoirien s'est ensuite rendu à Besançon, dans le cadre du principe de réciprocité, et a été intégré aux équipes municipales. Il avait entre autres pour missions d'associer une association étudiante ivoirienne de Besançon dans un projet de rénovation d'une médiathèque de la ville jumelée de Man.

Cet exemple montre qu'une collectivité peut directement mobiliser le volontariat international dans sa dimension d'accueil en France, pour développer le lien avec les diasporas du territoire, en articulation avec sa coopération décentralisée.

## À RETENIR

- Territoire marqué par une jeunesse particulièrement nombreuse et diverse (42 % de moins de 30 ans, plus de 130 nationalités). La mobilité internationale y est portée comme un véritable enjeu de politique publique, avec une pluralité d'acteurs engagés et des dispositifs déjà bien ancrés.
- Le volontariat sert de levier d'éducation populaire, notamment pour des jeunes qui n'ont pas eu accès à la mobilité auparavant. Les projets courts collectifs y sont mobilisés, tandis que des parcours individuels émergent également.
- Les diasporas sont nombreuses et bien implantées avec un enjeu de transmission générationnelle et de renouvellement des équipes et des pratiques.
- Lorsque des organisations issues des migrations jouent un rôle d'intermédiaire, on observe des coopérations très efficaces: meilleure préparation des jeunes, accueil plus structuré, continuité des relations.
- Les collectivités sont dynamiques mais les liens entre politiques jeunesse/volontariat et dynamiques diasporiques restent encore ponctuels et non systématisés.

# Entre acteurs jeunesse structurés et engagements diasporiques diffus

## 3.2.1

### Des acteurs du territoire

#### La Ville de Marseille : l'action internationale au service des politiques publiques du territoire

La participation de la Ville de Marseille à cette étude répond à un double intérêt, ancré dans les spécificités du territoire : d'une part, agir avec les quelque 80 diasporas présentes ; d'autre part, offrir davantage d'opportunités de mobilité aux jeunes les plus éloignés des dispositifs.

Marseille, et plus largement la région Sud, est une **terre d'immigration** : selon les chiffres de l'INSEE, environ 1 Marseillais sur 7 est aujourd'hui immigrée, soit 143 894 individus (en 2022). Deux-tiers de ses habitants sont descendants de personnes immigrées.

C'est en cohérence avec cette composition de la population que la collectivité s'engage à l'international. **L'action extérieure de la Ville** s'articule autour d'une cinquantaine d'accords de jumelage ou de coopération décentralisée depuis 1958, principalement en Méditerranée, en Afrique subsaharienne et en Europe. Si la perspective d'une stratégie internationale intégrant les diasporas est souhaitée, ces partenariats ne s'articulent pas en l'état nécessairement avec ce public. Cette volonté s'est illustrée par la réalisation d'une étude financée par l'Association Internationale des Maires Francophones en 2024-2025 afin de « *mieux connaître les diasporas marseillaises pour les associer à la dynamique de coopération internationale de la collectivité* ». A noter aussi qu'un appel à projets pour soutenir la coopération entre Marseille et l'Arménie a été publié en 2025 à destination des associations, dans la continuité du jumelage avec Erevan : un des domaines d'actions finançables était « *l'éducation, la francophonie et la mobilité de la jeunesse* ».

Outre son cosmopolitisme, Marseille est en effet un territoire habité par **une population plus jeune** qu'au niveau national : 37% des Marseillais ont moins de 30 ans (34,8% en France). Ces jeunes sont elle-même hétérogènes et soumises à de fortes inégalités socio-économiques,

notamment en fonction du quartier d'habitation. Au global, plus de 30% des Marseillais de moins de 30 ans vivent sous le taux de pauvreté (contre 22,7% en France). Dans ce contexte, la collectivité conçoit son action internationale au service des autres politiques municipales mises en place sur le territoire, notamment jeunesse, insertion et culture.

**Un appel à projets annuel « Faciliter la mobilité internationale des jeunes »** lancé depuis 8 ans à destination des structures associatives a directement pour objectif de favoriser l'autonomie des jeunes et leur insertion professionnelle<sup>34</sup>. Il permet de co-financer les structures de mobilité à hauteur de 1350 euros par volontariat individuel (soit 40 jeunes, quelle que soit la durée). Ces missions sont à réaliser en priorité dans les territoires de coopération de la Ville, avec une attention particulière aux jeunes ayant le moins d'opportunités. Ces « coups de pouce » répondent à des véritables besoins des organisations d'envoi de volontaires afin de faire financer au mieux leur accompagnement en amont, pendant et en aval des mobilités des jeunes. Pour l'instant, seules sont éligibles les associations « loi 1901 » ayant une expérience d'au moins 2 ans dans le domaine de la mobilité internationale des jeunes. Dans les faits, ce sont donc en majorité des structures spécialisées qui en bénéficient, bien aguerries à l'envoi de SCI, CES et à l'accueil de volontaires en réciprocité.

#### Un réseau d'acteurs actifs et outillés sur la mobilité des jeunes

Singularité du territoire, plusieurs associations, également membres de France Volontaires, sont regroupées au sein de la CAMI, la **Coordination des Acteurs de la Mobilité Internationale en Région Sud PACA**. Les associations EurasiaNet, Bokra Sawa, Parcours Le Monde Sud-Est, Concordia, et Hors-Pistes en font partie et sont basées à Marseille. Toutes ces structures ont pour point commun de mobiliser les dispositifs de volontariat au service du développement des compétences, de l'insertion socio-professionnelle et/ou de l'engagement citoyen des jeunes.

34 25/0175/VET – Extrait des registres des délibérations du Conseil Municipal – 25 avril 2025

Le réseau permet, entre autres, de faciliter les échanges avec les partenaires -par exemple la municipalité -, de favoriser la rencontre des volontaires en réciprocité présents à Marseille, de monter des projets communs, etc. Les membres qui le composent et rencontrés pour cette étude disposent d'une **forte expertise** dans la mobilisation des dispositifs de volontariat, en particulier pour les SCI<sup>35</sup> et CES, et plus largement les financements européens. Ils apportent une attention particulière à maintenir et développer chacune leurs spécificités, que ce soit en termes de destinations, de thématiques, d'approche éducative ou de volume de volontaires envoyés et accueillis.

Autre synergie possible grâce à cette coordination, ses membres mutualisent leurs ressources afin d'organiser des actions de sensibilisation auprès d'autres acteurs en contact direct avec les jeunes de la ville. Un atelier mensuel est réalisé en partenariat avec la **Mission Locale de Marseille (MLM)** : à chaque fois, les opportunités et missions de volontariat sont présentées, souvent par d'anciens volontaires et/ou des jeunes européens en réciprocité. Les publics ciblés sont les jeunes éloignés de l'emploi ou des études, orientés par les conseillers de la MLM ou directement intéressés. Environ 400 jeunes sont ainsi sensibilisés chaque année, pour 60 à 80 missions individuelles mises en place, en majorité réalisées par des filles. Le souhait de lier une destination avec de potentielles origines géographiques est très rarement abordé par les jeunes ou les structures d'envoi : *« C'est plutôt le contraire. Par exemple, quand je dis qu'il y a des offres en Tunisie, non ils ne veulent pas. Avant tout, ils veulent vivre un temps 'hors Marseille' »* (Référénte mobilité de la MLM).

Les **centres sociaux ou structures d'éducation populaire** sont également des acteurs clés du volontariat collectif court à Marseille. Ces séjours jeunes sont principalement organisés par des jeunes et leurs éducateurs travaillant dans des structures situées dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV<sup>36</sup>). En 2025, 7 projets ont été financés par le dispositif JSI à l'échelle de la ville, notamment ceux de la Ligue de l'Enseignement des Bouches-du-Rhône.

Notons le rôle spécifique d'**Animateurs sociaux-urbains Sans Frontières – ASF**, un réseau départemental de Centres Sociaux, d'associations de jeunes, de services

municipaux de jeunes, de personnalités locales et d'acteurs associatifs qui a pour objectif de favoriser la participation des jeunes issus des milieux populaires dans des actions de mobilité internationale. 100% bénévole, l'organisation *« permet d'accélérer la capacité d'actions : accompagnement des structures, aide à l'écriture de projets, à la préparation des jeunes... avec des outils à disposition »* selon un de ses membres.

Globalement, le constat partagé des structures de mobilité de la ville tend vers une **stagnation des mobilités**, voire de recul alors que *« la demande des jeunes est bien là »*. Les facteurs avancés sont multiples, avec en premier lieu la baisse des crédits dédiés, la hausse du coût de la vie qui augmente *de facto* le budget nécessaire au volontariat, les multiples autres urgences sociales (pour n'en citer qu'une : l'accueil des mineurs non accompagnés). Un sentiment d'éloignement des habitants des quartiers populaires par rapport aux dispositifs est également pointé, bien que non mesuré dans cette étude. Il serait dû à l'effacement de certaines fédérations d'éducation populaire depuis les années 1980/1990, corrélé à la baisse des moyens qui leur étaient dédiés.

Dans ce contexte, l'antenne Sud de **France Volontaires** accompagne les organisations à améliorer la qualité des missions, lutter contre le volontourisme, et mieux accueillir des volontaires en réciprocité. Si aucune structure n'est agréée VSI dans la ville, le territoire des Bouches-du-Rhône reste le plus actif de la région dans le V.I.E.S.

### **Le panorama dense mais disparate des associations des diasporas**

A Marseille, plus de 80 nationalités ont été recensées. Parmi les communautés les plus représentées dans la population figurent celles en lien avec l'Algérie, les Comores, la Tunisie, et le Maroc<sup>37</sup>. Il existe également une forte diaspora arménienne et italienne historiquement implantée dans la ville.

Les associations diasporiques y sont donc nombreuses<sup>38</sup>. Pour celles qui sont actives, un de leurs points communs est un **engagement fort** dans les différents quartiers de Marseille, à travers des actions sociales. C'est le cas aux Aygaldes avec l'association Malezi Ya Lewo menant

35 Selon France Volontaires, une centaine de SCI hors Europe sont accompagnés par les structures jeunesse de la région, principalement depuis Marseille.

36 Il y a 71 QPV dans la ville en 2024, sur un total de 135 dans la région.  
<https://fiches.incubateur.anct.gouv.fr/fiches/politique-ville/d%C3%A9partement/13>

37 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7633139?sommaire=7633727&geo=BV2022-13055>

38 Beaucoup, bien que déclarées en préfecture, n'ont pas d'activités régulières.

des activités d'aide alimentaire, de sorties familiales et d'ECSI à destination de toutes les populations, et pas seulement à celles liées à une diaspora spécifique. L'étude menée pour la municipalité confirme également une « *identification forte de chacun à sa ville de cœur [Marseille], indépendamment du sentiment d'appartenir (ou non) à une diaspora et des liens conservés avec les pays d'origine* ».

Pour autant, elles ne sont **pas structurées en groupements ou réseaux**. En effet, le COSIM PACA qui pourrait jouer ce rôle a cessé d'exister, et aucune fédération ne représente une communauté spécifique au FORIM. L'ONG Migrations & Développement, fondée par un acteur de la diaspora marocaine en 1986 et dont le siège social se situe dans le nord la ville (16<sup>e</sup> arrondissement), reste une exception. Seule structure opératrice d'appui PRA/OSIM de la région, elle dispose de salariés en France et au Maroc. Elle appuie aujourd'hui la diaspora

marocaine au niveau national et international (France, Belgique, Italie...), sans spécifiquement se centrer sur les OSIM marseillaises.

Les entretiens menés confirment que la quasi-totalité des petites structures diasporiques s'engageant dans la solidarité internationale fonctionnent sur un **modèle entièrement bénévole, sans financements publics**. Ces organisations disent ne pas être outillées pour déposer des dossiers de subventions ou mobiliser des dispositifs – par exemple de volontariat. En fonction des cas, elles disposent cependant d'une importante **capacité d'auto-financement**, en organisant des collectes ou des événements (tournois de foot, ateliers, soirées) afin de récolter des fonds pour des actions de développement dans les pays d'origine. Le coût de la vie et le vieillissement des personnes immigrées tend tout de même à diminuer cette mobilisation communautaire.



CRÉDIT PHOTO – France Volontaires

## Diaspora Santé Comores, nouveau visage des associations marseillaises ?

Cette association a été créée en 2021 par des professionnelles de santé (médecins, infirmière, sage-femme...) marseillaises aux origines comoriennes. D'un côté, la structure mène des actions de prévention en santé dans différents quartiers de Marseille, notamment à Frais Vallons. De l'autre, elle mobilise ses (jeunes) membres experts médicaux et paramédicaux chaque année aux Comores pour des activités ponctuelles de dépistage et de formation du personnel sanitaire sur place. Ces actions s'inscrivent dans une logique de partenariat avec les acteurs locaux, afin d'assurer une continuité des soins.

Le choix de ne pas se centrer sur un village, contrairement aux anciennes générations, est explicite. Une bénévole indique : « nos parents se réunissent toujours. Ils discutent des projets possibles sur le village et ils nous attendent pour

prendre le relais. (...) Mais je n'ai pas envie de m'investir avec des gens qui ne sont pas de ma génération. Parce que je ne serai que cotisante et je n'aurai pas forcément le droit à la parole ». Le fait de mener des actions dans différents lieux à Marseille est aussi une stratégie clairement définie : « c'est la santé qui nous réunit, pas le lien avec un seul quartier ».

On voit à travers l'exemple de Diaspora Santé Comores les défis que constituent sa « double jeunesse » (par rapport à sa récente constitution et la jeunesse de ses membres). Ses capacités d'actions sont significatives, différentes des premières générations, mais toujours limitées par l'absence de financements publics ou des ressources humaines disponibles.

En conclusion, le constat est une **absence de partenariats formalisés** entre associations des diasporas et structures de volontariat. Pour l'expliquer, plusieurs hypothèses ont été identifiées lors de notre terrain :

70

- **Une méconnaissance réciproque**, malgré le champ commun de la solidarité internationale qu'elles investissent.
- **Un curseur différent sur l'intérêt à la mobilité internationale**, davantage axé sur l'ouverture citoyenne et l'insertion des jeunes pour les uns, dans le but de mener des actions de développement pour les autres.
- **Des pratiques et des fonctionnements différents**, y compris en termes de composition d'équipes -salariée ou bénévoles-, et de capacité à mobiliser des fonds publics.

Comme soulevé lors de l'atelier collectif multi-acteurs par une participante, « il y a aujourd'hui plus d'écart entre des associations qui se sont spécialisées dans les mobilités de jeunes, et tant mieux, et les associations de migrantes qui ont vu leurs ressources progressivement disparaître ».

### 3.2.2

## Les enjeux d'interconnexions diasporas / volontariat

### Une réserve à la catégorisation en « diasporas » ?

Premier enjeu lorsque sont analysés les liens potentiels entre les deux écosystèmes : plusieurs acteurs rencontrés à Marseille évoquent une certaine réticence à employer le terme « diasporas ». Dans le secteur associatif marseillais, y compris dans les associations de volontariat, de nombreuses personnes issues des migrations qui ont façonné la ville sont présentes, mais peu se revendiquent d'une diaspora spécifique, privilégiant plutôt des identités plurielles ou une appartenance marseillaise et française.. Une responsable associative indique : « je n'arrive pas à utiliser ce mot. Moi, je me considère comme euro-méditerranéenne, des deux rives. Quand j'envoie une jeune en Égypte, je ne veux pas qu'elle découvre uniquement l'Égypte, le but est de découvrir le monde ».

Ce **rejet de distinction** s'inscrit dans une tradition affirmée d'engagement sans catégorisation. Un autre acteur jeunesse abonde : « Tout le monde peut s'investir sur n'importe quel projet. On n'est pas anglo-saxons, si on l'était, il faudrait des quotas de place ». Une autre : « il n'y a pas de distinction en fait, pas de séparation entre les jeunes issus de la migration et les autres. Ce sont des citoyens qui font des missions de volontariat ».

À Marseille, une vigilance particulière entoure la manière d'aborder les dynamiques diasporiques, par crainte d'interprétations pouvant être assimilées au communautarisme. Cette sensibilité constitue un défi pour l'élaboration de politiques publiques explicitement dédiées aux diasporas, malgré les besoins identifiés en matière d'accompagnement et de valorisation des trajectoires issues des migrations.

Dans ce contexte, les connexions entre les écosystèmes « diasporas » et « volontariat » ne sont **pas établies explicitement**. Elles s'illustrent par d'autres biais :

- Dans le cadre des séjours collectifs courts, c'est à travers le travail en QPV que les acteurs établissent un lien avec les jeunes aux identités multiples, qu'ils soient de nationalité française ou non, descendants d'immigrés, rattachés à une communauté spécifique etc.
- Pour ce qui concerne les mobilités individuelles, aucune approche « diasporas » n'est mise en place : les jeunes volontaires mobilisant les dispositifs ont parfois des liens avec la région ou le pays d'envoi, parfois pas, et ce n'est pas une motivation mise en avant par les structures ou les jeunes.

### Faire des ponts – informels et ponctuels – à l'échelle locale

Cette étude a néanmoins permis d'identifier des ponts établis à des **niveaux « micro »**, c'est-à-dire à l'échelle d'une structure, d'un quartier ou d'un projet. Avec plusieurs niveaux de gradation établis :

#### • 1<sup>er</sup> niveau de partenariat observé : la préparation au départ

La majorité des préparations au départ des volontaires s'effectuent sans lien direct avec les associations diasporiques marseillaises. Mais quelques **tentatives parcelaires** ont été identifiées. A partir de relations interpersonnelles ou associatives, des personnes originaires des zones de destination partagent leurs expériences à l'invitation des structures d'envoi. Une d'entre elles détaille la démarche, qui reste ponctuelle et non formalisée : « *par exemple une fois j'ai envoyé 6 jeunes en Tunisie et j'ai demandé à un membre d'Emmaüs originaire de là-bas de venir parler de la Tunisie. C'est intéressant, ils ont des questions sur les vêtements, les choses simples, le prix des restaurants qu'ils n'osent pas poser sinon* ». Autre possibilité, les structures s'appuient directement sur des jeunes volontaires en réciprocité pour échanger avec ceux en partance dans ces pays.

#### • 2<sup>e</sup> niveau de partenariat observé : la co-identification de partenaires dans les pays

La connaissance et le réseau d'individus ou associations des diasporas, présents dans les quartiers, sont mobilisés pour participer à l'identification de projets dans les pays d'origine. Par exemple, les chantiers jeunes en cours ou menés par les centres sociaux de la Vallée de l'Huveaune et de la Castellane ont été élaborés respectivement avec des associations ou individus d'origine sénégalaise, qui pour le second cas, ont proposé que les jeunes participent à l'aménagement d'un toit pour un marché local. Ces acteurs diasporiques sont donc ici considérés par les structures d'envoi comme **les mieux placés pour identifier les besoins locaux**. A noter que la Ville de Marseille co-finance directement ce type de projets, en complément d'autres financements (JSI/VVSI, CAF...).

#### • 3<sup>e</sup> niveau de partenariat observé : le portage direct du volontariat par les diasporas

Dans la ville voisine de Marseille, l'Association Culturelle des Français d'Origine Arménienne de Septèmes-les-Valons et de ses environs mène à la fois des micro-projets en Arménie et des échanges de jeunes entre les deux pays. Environ un tiers de ses membres résident à Marseille. Fonctionnant au début avec des fonds propres et des subventions de fonctionnement des collectivités, cette OSIM mobilise maintenant les financements du FONJEP grâce à des compétences internes bénévoles en montage et rédaction de projets. Ici, le portage direct permet :

- Une fine adéquation entre **les demandes locales** en Arménie et les missions de volontariat. « *On travaille avec nos partenaires pour sortir de la réhabilitation classique, par exemple en soutenant un centre de formation professionnel* » indique le Président.
- De faire partir, entre autres, des **jeunes d'origine arménienne** : « *Les jeunes de la 4<sup>e</sup> ou la 5<sup>e</sup> génération n'ont pas eu cet attachement à l'Arménie et peuvent être un peu perdus. Le fait de faire des échanges, ça permet de reconnecter à leurs origines, c'est pas mal pour l'engagement et la reconnexion* ».

En fonction du degré du partenariat, l'implication des diasporas à Marseille dans la mise en place de missions de volontariat varie considérablement. Ces exemples permettent d'entrevoir les effets engendrés par ces interconnexions, en particulier sur la qualité des missions de volontariat.

## Le défi constant de la mise en réseau territorial

Des efforts sont déployés au niveau territorial pour faciliter la mise en réseau entre les différents partenaires agissant dans la solidarité internationale, et en particulier dans les champs du volontariat et/ou des diasporas.

Le **Réseau Régional Multi-Acteur (RRMA) Territoires Solidaires** regroupe autant des associations de mobilité, des OSIM, des collectivités territoriales et des établissements de recherche autour du champ de la solidarité internationale. Cette plateforme joue un rôle d'information et d'orientation vers les acteurs de la mobilité déjà existants, et coordonne les jurys JSI/VVSI du FONJEP au niveau régional. Elle porte aussi directement des projets multi-acteurs, par exemple en répondant à un appel à projets franco-arménien du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE). A plus d'un titre, le RRMA peut donc être un acteur potentiel intéressant pour favoriser plus de liens entre les deux écosystèmes. Aujourd'hui, le réseau reste investi de manière limitée par les associations des diasporas – qui, on le rappelle à Marseille, restent des microstructures se situant « hors des radars » des acteurs publics. Se pose alors la question de l'accessibilité de ces espaces pour ce type de structures, et de leur agentivité en leur sein une fois intégrées.

72

Autre acteur favorisant la mise en lien au niveau territorial, la **Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES)** a notamment la charge d'agrèer les associations pour le SC, l'évaluation de certaines demandes d'accréditation Erasmus+ et la visite de structures candidates à l'accueil de CES. Ce rôle pivot lui permet d'être en lien à la fois avec le RRMA, les associations de mobilité, les collectivités. A ce stade, les liens avec les associations des diasporas sont plus limités, ce qui peut également constituer un facteur supplémentaire expliquant la non-mobilisation des dispositifs de volontariat par ces structures. A noter également que l'Etat et la Région copilotent le Comité Régional de la Mobilité Internationale des jeunes (COREMOB) permettant de co-définir des orientations stratégiques régionales avec les acteurs du territoire.

Enfin, les organisations souhaitant faire financer leurs actions de solidarité internationale restent confrontées à l'émiettement des guichets de financements disponibles<sup>39</sup>. La multiplicité des **strates territoriales** (Ville, Métropole, Département, Région) ne favorise pas la lisibilité des possibilités et la pérennité économique des organisations. Ces acteurs publics proposent en

effet chacun des appels à projets spécifiques, avec des conditions d'éligibilités et thématiques qui leur sont propres. Le caractère annuel des subventions rend leur obtention dépendant d'un travail chronophage et qualifié d'une part ; et n'est pas adapté à des temps projets plus long d'autre part. Leurs financements restent peu accessibles à nombre de structures bénévoles, en particulier les OSIM.

### Le projet « Pas à pas vers l'international »

Des initiatives de transfert d'expertise dans la mobilisation de fonds européens ou français centrés sur les mobilités sont intéressantes à observer. Porté par Parcours Le Monde Sud-Est sous l'entité de la CAMI – soutenu par la Métropole Aix-Marseille – le projet vise directement à outiller les structures, centres sociaux ou jeunes pour créer et mobiliser des programmes européens (montage, accréditation, label). Et ainsi, favoriser l'accès à la mobilité aux jeunes les plus éloignés, dont ceux issus des diasporas.

A Marseille, on constate donc quelques liens *de facto* entre les deux écosystèmes. Les structures mobilités jeunes, les acteurs travaillant majoritairement en QPV, les individus des diasporas travaillent parfois sur des initiatives communes, mais qui restent limitées et ponctuelles. Leur point commun reste celui de proposer des opportunités de mobilité internationale aux jeunes qui en sont éloignés, dans une perspective d'égalité des chances et de réduction des inégalités sociales.

Dans une ville cosmopolite où les diasporas sont nombreuses mais peu structurées en fédérations ou associations de solidarité internationale, leur reconnaissance par le volontariat constitue donc un levier intéressant à mobiliser, à condition qu'elles soient accompagnées à cet effet. Le rôle des collectivités ou réseaux régionaux est alors à imaginer dans cette perspective, celle de soutenir des liens plus pérennes lorsque cela s'avère pertinent, par exemple dans les préparations au départ ou l'identification de missions adéquates.

39 A noter que la Région SUD PACA et le Département des Bouches-du-Rhône ont été lauréats du programme TEVO, ce qui permet l'envoi ou accueil de VSI et SCI dans ou depuis les pays suivants : Mauritanie, Costa-Rica, Djibouti et Kenya.

## À RETENIR

- Ville « jeune », où la mobilité internationale est utilisée au profit de l'insertion pour les jeunes les plus éloignés. Un appel à projets municipal accompagne déjà une partie de cette dynamique.
- L'écosystème de la mobilité y est robuste : associations spécialisées, orientations de la Mission Locale, rôle des centres sociaux etc.
- Les diasporas sont nombreuses mais peu structurées : forte implication bénévole, mais faibles moyens, pas de fédérations actives.
- Une certaine réticence institutionnelle à utiliser le terme même de "diaspora".
- Les liens se créent surtout via des connexions individuelles : témoignages, identification de partenaires, ou quelques portages directs par des associations diasporiques.
- Les obstacles viennent d'une méconnaissance réciproque, d'un accès limité aux guichets de financement et d'une dispersion des interlocuteurs et des ressources.



CRÉDIT PHOTO – DCC

# Deux écosystèmes actifs, une articulation encore à construire<sup>40</sup>

## 3.3.1

## Volontariat et diaspora au Maroc : deux dynamiques parallèles

### Le Maroc, une destination privilégiée des volontaires

Le Maroc s'impose comme une **destination phare** pour les volontaires français dans le cadre du volontariat international de solidarité. Pays pivot grâce à sa proximité géographique, son héritage linguistique francophone et sa richesse culturelle, il accueille annuellement plusieurs centaines de volontaires sous divers dispositifs (VSI, service civique, chantiers), figurant systématiquement parmi les cinq premières destinations<sup>41</sup> France Volontaires y accompagne plus de 550 personnes engagées par an. Cette position est renforcée par un tissu associatif dynamique, des partenariats avec des collectivités et institutions publiques, et un effort sur le volontariat en réciprocité. La diversité des contextes, des grandes villes comme Rabat ou Casablanca aux zones rurales de l'Atlas, permet des missions variées en éducation, santé, insertion jeunesse, environnement ou culture.

Les structures d'accueil des volontaires au Maroc sont nombreuses et variées : institutions de coopération décentralisée (Région Fès-Meknès, Commune d'Oujda), ONG nationales et internationales (Migrations & Développement, Santé Sud, Targa-Aide), associations locales (IFKER, Tildat, Anaouat), ainsi que l'Espace Volontariats d'Oujda.

### La diaspora marocaine : une politique nationale ambitieuse, des dynamiques régionales contrastées

La **diaspora marocaine en France**, l'une des plus importantes et des mieux structurées à l'étranger, fait l'objet d'une attention particulière de la part du Royaume. Le

discours royal du 6 novembre 2024 a lancé une réforme en profondeur pour mieux l'accompagner, en rationalisant l'action de l'État et en clarifiant les rôles de chaque institution. Cette refonte se traduit notamment par la création de la Fondation Mohammedia des Marocains Résidant à l'Étranger, chargée de la mise en œuvre concrète des politiques publiques, et par la réorganisation du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), dont le rôle est recentré sur la réflexion, la prospective et la représentation. Elle insiste en effet sur la mobilisation des compétences des Marocains du Monde pour le développement socio-économique du pays. Ces évolutions s'inscrivent dans la continuité de la Stratégie nationale en faveur des Marocains du Monde (2014), qui vise à préserver leur identité, protéger leurs droits et encourager leurs contributions au développement du pays.

La région Souss-Massa a toujours été une terre d'émigration et commence depuis les années 2010 à devenir un territoire d'installation pour des migrants travaillant principalement dans le secteur agricole. Certaines collectivités territoriales ont intégré **les questions migratoires dans leurs plans de développement** – c'est le cas du Conseil régional dans son Plan régional de développement (PDR) 2022-2027, notamment dans le cadre d'un accompagnement par le Programme Régional des Initiatives Migratoires (PRIM).

Ce double regard, le Maroc comme territoire d'accueil privilégié pour les volontaires internationaux, et comme pays structurant une politique ambitieuse à destination de sa diaspora, met en lumière deux dynamiques qui évoluent en parallèle sans toujours se rejoindre. Si toutes deux participent, chacune à leur manière, au développement territorial et au renforcement des liens entre le Maroc et la France, elles reposent sur des logiques, des acteurs et des cadres institutionnels très différents.

<sup>40</sup> Note : le terrain Maroc porte uniquement sur la région Souss-Massa. L'analyse s'est principalement construite autour de l'association Migrations & Développement, qui a mis à disposition une liste de ses partenaires locaux ainsi que des volontaires accueillis et mis à disposition de ces partenaires.

<sup>41</sup> selon les statistiques 2023 de France Volontaires (Cf. <https://france-volontaires.org/actualite/les-chiffres-cles-du-volontariat-international-pour-lannee-2023/>)

## La diaspora, mobilisée essentiellement hors des dispositifs V.I.E.S

L'un des constats importants issus des entretiens est que la diaspora marocaine en France **mobilise davantage le bénévolat que le volontariat** pour répondre aux besoins des acteurs des territoires marocains. Plusieurs initiatives de solidarité ont été mises en place lors de la crise de la COVID-19, du tremblement de terre de 2023 ou des inondations de 2025. Ces initiatives, souvent ponctuelles, passent généralement par des réseaux informels et se caractérisent par leur immédiateté et leur agilité.

Les actions bénévoles peuvent aussi s'inscrire dans des cadres associatifs organisés. Du côté marocain, le Cluster Souss-Massa Promotion travaille sur l'attractivité économique du territoire et développe un réseau d'ambassadeurs à l'international. Du côté français, des structures associatives issues de la diaspora portent des projets avec des partenaires au Maroc. À cheval entre les deux rives, des ONG comme Migrations & Développement mobilisent la diaspora pour des projets dans les territoires d'origine et appuient les collectivités territoriales pour intégrer la migration dans leur planification locale.

Selon un cofondateur de M&D, des personnes issues de la migration souhaitent souvent s'engager dans des missions de volontariat au Maroc, comme il le mentionne à travers l'exemple des infirmiers et des médecins. Cependant, l'absence d'un cadre juridique adapté pour leur accueil constitue un frein majeur<sup>42</sup>.

Plusieurs volontaires rencontrés lors de la mission ont souligné les contraintes administratives auxquelles ils font face :

*« Tous les trois mois, nous devons quitter le territoire. »*  
Volontaire en Service Civique (VSC)

## Le volontariat national qui s'organise, mais sans les intégrations des diasporas

Au Maroc, un cadre national du volontariat est en cours de construction depuis les années 2010. Le Collectif Marocain du Volontariat (CMV), créé en 2009, regroupe une douzaine d'organisations et promeut le volontariat comme engagement citoyen structuré. La loi n° 06-18 relative au volontariat contractuel, promulguée en juillet 2021, encadre pour la première fois cette activité de manière spécifique, mais ses textes d'application n'ont pas encore été publiés. Cette loi ne prévoit pas de conditions particulières pour les volontaires issus de la diaspora.

À ce stade, le terrain met en évidence **un écart structurel** : le volontariat international est porté par des cadres formalisés, des partenariats institutionnels et des réseaux d'accueil établis, tandis que la mobilisation diasporique repose davantage sur des initiatives bénévoles, informelles ou ponctuelles, et par ailleurs souvent extérieures aux dispositifs V.I.E.S Cette dissociation n'indique pas une absence de liens potentiels, mais plutôt un manque de passerelles opérationnelles entre deux univers qui œuvrent pourtant, chacun à leur manière, au développement territorial. La suite de l'analyse explore précisément ces zones d'intersection, là où certains acteurs tentent, parfois volontairement, parfois par la force des pratiques, de faire coïncider les deux écosystèmes.

### 3.3.2

## Des organisations, actrices pivots à la croisée des deux écosystèmes

Dans un contexte où les liens entre diaspora et volontariat restent largement parallèles, certaines organisations opèrent néanmoins **à l'interface des deux dynamiques**. Leur rôle ne consiste pas à articuler formellement les deux écosystèmes, mais leurs pratiques montrent comment, de manière pragmatique, des circulations de personnes, de compétences ou de réseaux peuvent émerger. L'analyse de ces structures permet ainsi de saisir, à petite échelle, les espaces où les deux mondes se croisent, même de façon limitée, et d'identifier ce que ces expériences disent des conditions nécessaires pour renforcer ces liens.

<sup>42</sup> Dans le cadre du partenariat stratégique renforcé entre le Maroc et la France, un dialogue de haut niveau est en cours pour faciliter la reconnaissance et le déroulement des missions des volontaires

## Migrations & Développement au croisement de la diaspora et du volontariat

Migrations et Développement (M&D) est une association franco-marocaine de loi 1901, fondée en 1986 par des migrants marocains pour soutenir le développement durable dans les régions rurales de l'Atlas, de l'Anti-Atlas, du Souss-Massa et du Drâa-Tafilalet. Elle favorise les échanges entre les deux rives de la Méditerranée en renforçant le lien social, en promouvant un développement adapté au changement climatique et en rapprochant pays d'accueil et pays d'origine. Son activité s'articule autour de six pôles, dont celui intitulé Mobilités et Solidarités, qui valorise les migrations comme levier de développement et de rapprochement entre les peuples.

M&D se situe ainsi au croisement des deux écosystèmes que sont la diaspora et le volontariat. En effet :

- 0 elle est **née de la volonté de la diaspora** de contribuer au développement de son territoire d'origine et continue de la mobiliser pour participer à des projets de développement au Maroc ;
- 1 elle **mobilise des volontaires** (VSI, VSC) qui s'engagent dans les projets de l'association ;
- 2 elle **met à disposition des volontaires** (VSC) au service d'associations locales dans la région du Souss-Massa ;
- 3 elle met en œuvre des projets et des chantiers de solidarité, **à l'échelle locale** comme mondiale.



CRÉDIT PHOTO – Migrations & Développement

Toutefois, le lien entre ces deux dimensions ne constitue pas un enjeu prioritaire pour l'association. Le prisme retenu est avant tout celui de la mobilité des jeunes et de la promotion d'une citoyenneté locale et mondiale, sans ciblage lié à l'origine des candidats. Les partenaires locaux ne formulent pas de demandes spécifiques à cet égard :

*« On est plutôt sur un enjeu de mobilité des jeunes, en fait, et c'est sous ce prisme-là qu'on envisage le volontariat. »*

*Sous l'angle de la diaspora, il n'y a pas de ciblage particulier. Et là, je parle plutôt en notre nom, pour les missions qu'on propose. Après, on pourra aussi évoquer nos partenaires, qu'ils soient issus d'associations diasporiques ou situés au Maroc.*

*[...] Bien sûr, sur certains aspects comme la sélection, ça peut entrer en ligne de compte, mais ce n'est pas un critère spécifique de sélection. Je dirais même que ce n'est pas forcément toujours une demande de la part de nos partenaires ou des structures d'accueil. » (Chargée de projet de solidarité internationale, M&D)*

## Le programme J2R et le Forum des Initiatives Jeunes de Taliouine

J2R (« **Jeunes des deux rives** engagés dans une citoyenneté ouverte sur le monde ») est un programme d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité, porté par M&D au Maroc et coordonné par Solidarité Laïque, s'adressant aux jeunes de France, du Maroc, de Tunisie et du Sénégal. Le Forum des Initiatives Jeunes (FIJ) de Taliouine, dynamique portée par des jeunes de la région et accompagnée par M&D, accueille des chantiers de jeunes et des volontaires pour des missions longues. Il a développé un partenariat avec l'association française Kayna qui se poursuit au-delà de J2R. Sur la question du lien entre volontariat et diaspora, le président du FIJ précise :

*« Nous ne faisons pas de lien particulier entre volontariat et diaspora, sauf dans le cadre d'un chantier qui a accueilli des personnes originaires du Maroc. Cela leur a permis de découvrir le pays autrement. Leur connaissance du Maroc se limitait jusque-là aux vacances en famille. Cette expérience leur a offert une autre vision du pays et les a incitées à revenir visiter Taliouine en dehors du chantier. »*

## Le programme SIDE et les premiers effets sur les associations d'accueil

Dans le cadre du programme SIDE (Solidarité Internationale et Développement Environnemental), M&D expérimente l'accueil de dix VSC mis à disposition d'associations partenaires de la région Souss-Massa, dont certaines accueillent un volontaire pour la première fois (1 à 2 VSC par association). Ces missions commencent à produire des effets positifs :

- renforcement de la légitimité territoriale des associations « *Nous avons davantage de visibilité sur notre territoire et même une reconnaissance de la part des pouvoirs publics* » (président d'association)
- amélioration de la planification interne, comme le précise le président d'une association locale : « *Nous n'avons pas de salarié, ni de programme d'action établi. Le fait d'accueillir un volontaire nous pousse à mieux anticiper notre planification et à définir le programme d'activités à mettre en place avec la volontaire* »
- développement du niveau linguistique des équipes et des bénéficiaires : « *Je suis volontaire dans un foyer de jeunes filles. À mon arrivée, j'ai réalisé un test de niveau de français avec elles. Aujourd'hui, je constate que leur niveau s'est amélioré, tout comme celui de l'équipe de l'association* » (VSC dans une association locale)

Le critère d'appartenance à la **diaspora n'est pas pris en compte** dans le choix des volontaires, bien que deux VSC rencontrés lors de la mission aient des origines marocaines et soient accueillis par l'association Jeunes d'Atlas à Taroudant. L'un d'eux, originaire de Taroudant, envisage d'entamer les démarches de naturalisation et de rester travailler plus longtemps au Maroc.

Par ailleurs, M&D a accompagné 16 communes pour intégrer **l'approche migration et développement dans leur planification locale** et mettre en place des Bureaux d'Accompagnement et d'orientation de Migrants (BAOM), ainsi que trois conseils provinciaux pour adopter une feuille de route sur la migration et le développement. Elle accompagne également la coopération décentralisée entre le conseil provincial d'Inzgan Aït Melloul et le département de Seine-Saint-Denis autour d'un projet sur le genre et la migration.

Ainsi, les articulations observées demeurent locales et opportunistes, mais elles révèlent trois conditions facilitatrices :

- l'existence d'acteurs avec un double ancrage en France et au Maroc, capables de faire circuler réseaux et compétences ;
- une capacité d'accueil renforcée au niveau des associations locales (comme le montre SIDE) ;

- un cadre de mobilité encore trop fragile pour sécuriser des engagements plus longs.

Tant que ces conditions ne sont réunies qu'à petite échelle, les liens entre diaspora et volontariat peinent à se structurer durablement. La section suivante montre que ces limites se retrouvent également dans les coopérations décentralisées, où l'articulation reste tout aussi partielle malgré des cadres institutionnels plus établis.

## Témoignage d'un jeune avec des origines multiples :

Originaire de Paris, il obtient un baccalauréat général avant d'entreprendre un BTS ERPC (Études et Réalisation de Projets de Communication), qu'il ne valide pas. Il poursuit ensuite une formation d'un an en production musicale en studio. Peu attiré par le cadre scolaire, il confie : *« Les études, ce n'est pas forcément pour moi ».*

Déjà titulaire du BAFA depuis plusieurs années, il se tourne vers l'animation socioculturelle, intervenant dans les écoles et centres de loisirs du 10<sup>e</sup> arrondissement. Pendant deux ans, il s'épanouit pleinement dans son travail auprès des enfants et des jeunes, jusqu'à ce qu'une certaine routine s'installe, qu'il juge « négative et répétitive ».

Souhaitant donner un nouveau sens à son parcours, il postule à des missions de service civique au Sénégal et au Maroc et obtient un poste au Maroc, à Taroudant. Le cadre de travail qu'il a bien apprécié : *« Ni trop grande, ni trop petite, un juste milieu parfait ».* L'animation auprès des jeunes dans un complexe local correspond parfaitement à son profil. D'origine marocaine par sa mère et issu d'une

famille nombreuse, il retrouve rapidement ses repères : *« Cela faisait deux ans que je n'avais pas revu la famille, mais auparavant, j'y venais chaque été ».*

Passionné par l'Afrique et le Moyen-Orient, sensible aux questions sociales cherche à s'engager dans des actions solidaires telles que les maraudes, il perçoit cette expérience comme une révélation. À Taroudant, il découvre un environnement éducatif profondément différent : des enfants investis dans les activités manuelles et artistiques – loin du rythme souvent précipité des écoles parisiennes. L'esprit communautaire le marque : repas partagés, hospitalité spontanée, liens sincères et bienveillants.

Désireux de s'inscrire dans la durée, il envisage désormais une demande de naturalisation et projette de poursuivre sa carrière au Maroc. Il souhaite obtenir les diplômes nécessaires pour diriger des centres de loisirs et des colonies de vacances : *« Passer les concours, devenir titulaire plutôt que vacataire. »*

78

### 3.3.3

## La coopération décentralisée : des liens diaspora-volontariat encore peu construits

Dans les coopérations décentralisées, qu'il s'agisse des exemples précités ou d'autres exemples comme celle de la vallée de l'Arghen **l'interconnexion entre les écosystèmes de la diaspora et du volontariat demeure faible**. La Vallée de l'Arghen, dans la région Souss-Massa (province de Taroudant), regroupe six communes rurales au sein d'un bassin de montagne enclavé de l'Anti-Atlas. À partir de coopérations décentralisées entre communes de l'Hérault et communes de la vallée (2014-2018), les élus locaux ont progressivement construit une gouvernance commune ayant abouti en 2020 à la création de l'établissement de coopération intercommunale « Bassin

d'Arghen ». Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis 2021 un projet de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) avec cette intercommunalité, dans la continuité d'un travail initié par l'ONG Experts Solidaires. Dans ce cadre, l'association Experts Solidaires mobilise des volontaires, sans lien avec la diaspora marocaine. Le vice-président de l'intercommunalité confirme que

*« Lors de nos missions à Montpellier, la Métropole mobilise la diaspora marocaine pour participer aux activités organisées lors de notre réception, sans forcément s'impliquer dans les projets mis en place dans le cadre de cette coopération décentralisée. »*

L'analyse des coopérations décentralisées montre que les liens entre diaspora et volontariat y demeurent très limités. Même dans des partenariats structurés et durables comme celui du Bassin d'Arghen, la diaspora

est mobilisée surtout dans des **rôles ponctuels de représentation ou d'animation**, tandis que le volontariat est porté par des opérateurs techniques sans articulation spécifique avec les acteurs issus de la migration. Cette situation prolonge les constats des parties précédentes : les deux écosystèmes fonctionnent en parallèle, et leur mise en relation ne se produit qu'à la marge. Elle souligne

au passage que les conditions identifiées au niveau local (médiation, capacités d'accueil, cadre de mobilité lisible) n'ont pas encore été intégrées dans les coopérations territoriales. Ce décalage met en évidence un potentiel présent, mais encore peu activé, pour renforcer l'articulation entre les deux dynamiques.

## À RETENIR

- Le territoire est une destination privilégiée pour différents programmes de volontariat ; les structures d'accueil y sont nombreuses et expérimentées.
- La diaspora marocaine en France est très structurée et les politiques publiques marocaines mobilisent activement les Marocains du monde, mais ces dynamiques se croisent encore peu avec les dispositifs de volontariat.
- L'engagement diasporique repose surtout sur le bénévolat et les solidarités informelles, souvent très réactives en temps de crise, mais rarement articulées avec des dispositifs comme le V.I.E.S, en partie en raison de contraintes administratives pour l'accueil long.
- Certains acteurs-ponts démontrent la faisabilité de collaborations hybrides (mise à disposition de volontaires, projets conjoints), mais ces initiatives restent peu ciblées sur la diaspora elle-même.
- Les premiers retours soulignent pourtant des effets positifs : meilleure légitimité locale, continuité, compétences linguistiques et culturelles renforçant l'ancrage des projets.
- Les projets structurants de coopération décentralisée se mettent le plus souvent en place en parallèle des initiatives des diasporas.

79



CRÉDIT PHOTO – France Volontaires

## Un cadre institutionnel foisonnant mais cloisonné

Le Sénégal occupe une place centrale comme aire géographique majeure de déploiement des programmes internationaux de volontariat, et figure **en tête des pays de destination de volontaires depuis plusieurs années**, en particulier pour les SCI et les JSI/VVV-SI, et premier pays en Afrique subsaharienne. Les chiffres en augmentation constante illustrent cette place de choix : en 2025, le Sénégal a accueilli 108 VSI et 134 volontaires en service civique. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte de renforcement de la relation bilatérale franco-sénégalaise et de mobilisation accrue autour des grands enjeux de développement durable, de jeunesse et de coopération.

Le Sénégal fait partie des pays africains qui bénéficient le plus des transferts monétaires de migrants. En 2023, selon la Banque mondiale, il figure en 7<sup>e</sup> place des principaux bénéficiaires africains de transferts de fonds, avec 2,94 milliards de dollars représentant 11 % du PIB. Entre 2000 et 2025, ces transferts ont connu une croissance spectaculaire, le montant étant multiplié par 16 (passant de 132 milliards à plus de 2 200 milliards de francs CFA). Au-delà des chiffres, une diversification des profils migratoires et des catégories de migrants est notée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie et par l'OIM. L'apport des Sénégalais de l'extérieur dans l'investissement économique reste toutefois relativement faible : l'essentiel des transferts est destiné à la consommation des ménages d'origine. La question de savoir comment orienter une part importante de ces envois vers de l'investissement économiquement productif demeure centrale. Dans cette optique, plusieurs initiatives sont développées pour mobiliser les ressources financières et le savoir-faire des émigrés en vue d'orienter la diaspora vers des mécanismes structurés de financement du développement.

### 3.4.1

#### Des dispositifs institutionnels pour articuler diaspora et volontariat, mais fragmentés/cloisonnés

Pour comprendre comment s'articulent, ou non, diaspora et volontariat au Sénégal, il est nécessaire d'examiner d'abord le cadre institutionnel dans lequel ces dynamiques s'inscrivent. Les dispositifs existants (qu'ils mobilisent l'expertise diasporique, structurent le volontariat national ou organisent des mobilités Sud-Sud) constituent la première entrée d'analyse pour saisir les ambitions, les limites et les zones de friction entre ces deux écosystèmes.

#### La diaspora sénégalaise : au-delà de l'impact économique, un potentiel en termes de capital humain

##### Le PAISD, dispositif de référence pour la mobilisation de la diaspora

Dénommée **la « 15<sup>e</sup> région » du pays** pour dire son impact économique, la diaspora fait partie intégrante de la politique de développement du Sénégal. La vision stratégique de l'État est de considérer la diaspora non seulement en termes d'investissements mais aussi de mobilisation des compétences. La Direction de la Coopération Technique (DCT) a instauré en 2002 **un cadre** pour encourager et faciliter l'engagement de la diaspora sénégalaise hautement qualifiée souhaitant participer au développement du Sénégal, en lui donnant la possibilité d'effectuer des missions d'expertise auprès des structures publiques et parapubliques<sup>43</sup>. Une première génération de dispositifs a vu le jour sous la forme de projets bilatéraux franco-sénégalais démarrés à partir de 2005 : « Initiatives de Codéveloppement » et « Développement solidaire dans les régions d'origine des migrants ». Dans cette continuité, le **Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD)** représente la deuxième génération de dispositif, en capitalisant sur les acquis précédents. Initié en 2017, il vise à mobiliser et soutenir les actions de solidarité et

43 [https://paisd.sn/wp-content/uploads/2020/05/PAISD\\_BROCHURE\\_PHASE-V5-IMP.PG\\_.pdf](https://paisd.sn/wp-content/uploads/2020/05/PAISD_BROCHURE_PHASE-V5-IMP.PG_.pdf)

les initiatives économiques de la diaspora sénégalaise en France au profit de son pays d'origine. Il bénéficie de l'appui de l'État du Sénégal et de l'AFD depuis son démarrage, avec l'appui additionnel de l'Union Européenne pour sa phase III (2017-2021) qui a élargi la cible aux Sénégalais établis en Italie, en Espagne et en Belgique. Il vient d'entrer dans sa phase IV (recentrée sur la France) en janvier 2026 qui met l'accent sur la jeunesse et les infrastructures sportives, s'inscrivant dans la dynamique des Jeux Olympiques de la Jeunesse prévus à Dakar en décembre 2026.

Dès sa première phase, la mobilisation de la diaspora via l'expertise et le volontariat fait partie intégrante du dispositif, au-delà de la construction d'infrastructures, ce qui en fait un objet particulièrement intéressant dans le cadre de cette étude. Les **Volontaires de Solidarité au Développement (VSD, 18-35 ans)**, tels que nommés par le Sénégal, visent à renforcer les liens de solidarité, transférer des compétences et soutenir des projets locaux. Côté français, ces volontaires ne font pas partie des dispositifs formels V.I.E.S (le mode opératoire du PAISD est détaillé ci-dessous).

Cette vision stratégique s'est encore davantage affirmée récemment avec la mise en place de nouveaux instruments et mécanismes de formalisation de la contribution de la diaspora au développement du Sénégal :

*« Dans un contexte international qui oblige à diversifier les sources de financements et à davantage compter sur ces ressources internes. »*

M. Karim Cissé

Direction des Sénégalais de l'Extérieur

### **Le projet national Jariñ sa réew (« Servir sa patrie »)**

Le projet Jariñ sa réew (« Servir sa patrie ») a été lancé lors de la Journée de la Diaspora le 17 décembre 2025. Mis en œuvre par le Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE) de concert avec l'Académie Nationale des Sciences et Techniques du Sénégal (ANSTS), il ambitionne de mettre à profit, de manière bénévole, les expertises et expériences de la diaspora sénégalaise du monde entier. La santé et l'enseignement supérieur sont les deux domaines choisis pour la phase pilote. Récemment lancé, le projet semble encore en phase d'identification des actions concrètes et des procédures pour sa mise en œuvre. La Direction des Sénégalais de l'Extérieur (DSE) n'est pas en lien avec l'Espace Volontariats de France Volontaires au Sénégal, qui de son côté n'est pas au courant du projet.

D'autres dispositifs nationaux existent par ailleurs pour engager soit la diaspora sénégalaise, le « Fonds Diaspora de la DER/FJ », lancé en 2022, destiné à financer les projets de la diaspora, soit les citoyens via le volontariat (Programme « Volontaires de la Consommation », programme « 1000 volontaires de l'agriculture »).

### **Le volontariat Sud-Sud**

Lancé en septembre 2025, le **Programme de Volontariat pour la Transformation Systémique SENEVOLONTARIAT** est placé sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse et conduit par Africa Volontaires Connect en partenariat avec France Volontaires, dans le cadre du Programme DENVA (Développement des écosystèmes nationaux de volontariat en Afrique), lancé en juillet 2024 pour une durée de deux ans. DENVA vise à renforcer les dispositifs nationaux de volontariat sur le continent africain en favorisant la mobilité des volontaires africains entre pays partenaires. SENEVOLONTARIAT, dispositif pilote de volontariat national, mobilise la jeunesse citoyenne et les citoyens sénégalais de la diaspora pour transformer le paysage socio-économique du Sénégal dans de multiples secteurs. Une vingtaine de volontaires de compétences sont déployés dans 24 collectivités territoriales réparties dans 6 départements du pays. En février 2026, le programme innove en s'ouvrant à la diaspora sénégalaise : un appel à candidature a été lancé, toujours ouvert à la date de rédaction du rapport.

Le dispositif **Talents Africains à l'International (TAI)**, lancé en 2021 avec l'ASEPEX et appuyé par Business France et l'Ambassade de France au Togo, propulse les jeunes diplômés (21-35 ans) à l'étranger dans la zone UEMOA via des missions de 12 à 24 mois, renforçant leur employabilité et l'internationalisation des entreprises locales. Ce programme, inspiré du VIE français, cible des secteurs clés comme l'agroalimentaire, le BTP et le numérique, avec une première phase test dans quatre pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Sénégal. Au Sénégal, l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPEX) est chargée de piloter l'unité nationale de gestion.

### **Un cadre existant mais fragmenté**

Malgré plusieurs dispositifs et projets structurants visant à conjuguer diaspora et volontariat au Sénégal, l'institutionnalisation reste très fragmentée pour plusieurs raisons : une approche par projet et par dispositif sans capitalisation sur les expériences passées ; une absence de liens entre le cadre de mobilisation de la diaspora et l'engagement de volontaires ; un **cloisonnement institutionnel** entre volontariat national et volontariat

international; et un cadre légal du volontariat qui reste à affiner malgré une loi-cadre.

La **gestion du volontariat est partagée** entre la DCT, qui gère le volontariat à l'international, et le Ministère de la Jeunesse, qui gère le volontariat national et les associations de jeunesse. Depuis 2024, les questions de volontariat ont été ramenées à la Primature (Création de la Direction du Service Civique National et du Volontariat), avec l'idée d'en faire un levier central de mise en œuvre des politiques publiques de développement. Dans la réalité, cette fracture entraîne une déconnexion reconnue par la DCT et le Ministère, avec une gestion par projet et par structure, plutôt qu'un cadre institutionnel commun.

Le PAISD présente également un **mode opératoire spécifique**: les associations diasporiques françaises ne passent pas par les réseaux existants et viennent directement contacter le PAISD (une cellule de coordination en France n'est créée que pour la durée d'ouverture de l'appel à projets). De même, les volontaires contractualisent avec la DCT une fois arrivés au Sénégal, après avoir échangé avec l'association diasporique qui fait office d'intermédiaire. Ces volontaires sont hors dispositif français de volontariat comme l'ont confirmé France Volontaires Sénégal et la DCT. Le COFIL du PAISD n'intègre d'ailleurs pas, à ce jour, de représentant des associations diasporiques en France, ni de France Volontaires, ni du Ministère de la Jeunesse.

## Données PAISD « Volontariat & Expertise » :

Pour le PAISD 3, la cible était de 75 missions d'expertise et de volontariat. Le Rapport d'évaluation finale de la phase 3 (2017-2021 et clôturé en 2025), mentionne que 48 missions de volontaires et expertises ont été conduites dont 33 par des femmes et 15 par des hommes. La part de missions de volontariat dans ce total n'a pas été précisée. Quelques bénéficiaires sont cités (expertise et volontariat): Institut supérieur d'enseignement professionnel (ISEP Matam), Commune de Ziguinchor, Ministère de la culture, l'Agence nationale de la petite enfance, Institut national d'éducation et de formation des jeunes aveugles (INEFJA). L'extrait suivant a été partagé :

### « Association sportive et culturelle d'Aéré Lao (ASCAL) : organisation de journées médicales »

Ce projet consistait à mobiliser des volontaires spécialistes de la santé et organiser deux journées médicales consacrées à des consultations générales pour la population et l'octroi de soins en cas de détection de maladies et des médicaments.

*« Les populations ont répondu massivement et participé à ces séances de consultations, bénéficiant ainsi de soins en fonction des résultats des diagnostics effectués. L'opération a été une réussite pour des populations vulnérables et qui n'ont pas accès aux soins de santé primaires. C'est donc bénéfique pour les communautés locales relativement pauvres et qui ont pu bénéficier d'actions de solidarité en matière de santé ».*

Pour la Phase 4, la mobilisation de la diaspora via le volontariat et expertise est cette fois-ci transversale pour atteindre l'objectif de développement du programme (dans la phase 3, une composante était dédiée au Volontariat et Expertises. L'objectif est de 80 missions de volontaires et experts.

Témoignages: 3 témoignages des volontaires mobilisés par le PAISD sont disponibles sur YouTube<sup>45</sup>.

Sur le plan légal, la loi d'Orientation n°2021-30 relative au volontariat a renforcé le dispositif institutionnel et introduit **plusieurs innovations**: harmonisation du cadre d'intervention, valorisation du statut de volontaire, création d'une Direction Générale du Service Civique National et du Volontariat. Cependant, sa mise en application reste à parfaire, en l'absence d'un cadre de

coordination multisectoriel structuré avec un ancrage juridique, comme relevé dans le rapport du Dialogue National pour « Redéfinir l'avenir du volontariat au Sénégal » (septembre 2025). Ce rapport ne mentionne d'ailleurs pas la diaspora.

44 Bintou Béye - Volontaire de Solidarité pour le Développement (2019):

<https://www.youtube.com/watch?v=cknlLd9l6XU>

« Mobilisation de la jeunesse issue de la diaspora sénégalaise au bénéfice du développement du Sénégal » (nov 2023):

<https://www.youtube.com/watch?v=r3x4Lh-IL3M>

« Maimouna Ba – Volontaire » (oct 2025):

<https://www.youtube.com/watch?v=PV3E85Mf524>

Enfin, la diaspora sénégalaise dans la région de Matam, grande région d'émigrants, structurée en associations à l'étranger, en particulier en France, a été à l'origine d'une coopération territoriale entre la Drôme et la région de Matam, comme l'indique ADOS, opérateur de coopération décentralisée. Au fil des années, cette coopération s'est institutionnalisée en coopération décentralisée, dans laquelle les acteurs de la diaspora de Matam n'ont plus leur place depuis plusieurs années. Ce cas illustre une dynamique fréquemment observée : la diaspora amorce le lien, mais n'est pas toujours en mesure de s'y maintenir lorsque les dispositifs se formalisent.

Si le cadre institutionnel sénégalais apparaît foisonnant, il reste caractérisé par une forte segmentation des dispositifs mobilisant la diaspora, le volontariat national ou le volontariat international. Enfin, cette architecture, riche mais cloisonnée, ne reflète qu'imparfaitement la manière dont les individus, notamment les jeunes issus de la diaspora, s'emparent, contournent ou ignorent ces outils. Les trajectoires observées sur le terrain révèlent en effet des engagements motivés par des enjeux identitaires, mémoriels ou citoyens, souvent éloignés des logiques institutionnelles. Cette **tension entre cadres formels et pratiques réelles** constitue un élément clé de compréhension de l'articulation diaspora/volontariat au Sénégal, que la section suivante explore à travers les parcours et perceptions des jeunes engagés.

### 3.4.2

## Diaspora sénégalaise, jeunes et trajectoires individuelles

### Une complexification de la diaspora

L'évolution de la définition du terme « diaspora » notée dans l'état des lieux de l'étude, sa complexification et son aspect multiforme, s'est confirmée sur le terrain. La figure du migrant membre d'association tend à laisser place à celle du migrant disposant de son propre réseau, en dehors des structures associatives traditionnelles dans le pays d'origine, comme l'évoque le GRDR Sénégal :

*« Avant c'était être migrant et membre d'association VS aujourd'hui migrant qui a son propre réseau (hors association dans le pays d'origine). »*

Le GRDR Sénégal mentionne également l'évolution du contexte global :

*« Nous avons globalement plus de mobilités qu'avant, tandis qu'avant c'était plus pendulaire. Les associations diasporiques ne représentent pas la diversité de*

*la diaspora aujourd'hui, c'est devenu plus complexe, aussi pour le GRDR. »*

Pour l'une des volontaires rencontrées, cette évolution est aussi liée à celle de l'antiracisme en France :

*« La lutte s'est individualisée, donc on va plus vers des questionnements identitaires que des questionnements diasporiques collectifs, larges, globaux. »*

### Des jeunes qui ne se retrouvent pas dans les associations de leurs parents

Deux volontaires interviewées sont toutes deux issues de familles où les parents (les deux ou le parent sénégalais) ont créé une association pour garder le lien avec leur région et « rendre au pays ». Pour autant, elles sont moins enclines à s'y investir, principalement parce qu'elles ne s'y reconnaissent pas et que leur lien avec la région est distant, voire inexistant. Ce « détachement » est également constaté par l'association d'accueil des chantiers de solidarité Internationale à Saint-Louis, qui note que très souvent il s'agit d'une « première visite dans le pays pour ces jeunes diasporas », ainsi que par Alter Natives, installée en Seine-Saint-Denis et menant des projets au Sénégal. Le renouvellement des associations diasporiques portées par les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> générations est une question vive : lors d'une mission de terrain, un acteur de Goudiry (bénéficiaire du PAISD) a partagé son inquiétude sur la continuité de ces associations et la pérennité des activités engagées au Sénégal.

Une volontaire décrit la **rupture générationnelle** au sein de l'association parentale et investie dans une autre association :

*« Les jeunes de l'association ne se reconnaissent pas du tout dans les discours des tontons et tatas. Car pour les tontons et tatas, ils ont conscience de pas être forcément perçus comme français et ont un lien d'attache avec le pays. Tandis que les jeunes de l'association sont nés sur le sol français et ils revendiquent leur identité française, et on leur fait comprendre qu'ils ne sont pas français. Donc ils sont en rupture avec le pays, ils revendiquent leurs origines en dehors de leur pays, ont leur propre identité hybride. Ils se posent des questions sur qui on est, est-ce qu'on va s'investir là-bas alors qu'on n'est pas perçu comme issu de cette localité-là. »*

Cet engagement s'oriente davantage vers « la lutte identitaire, qui nous ressemble plus car on n'est pas légitime à agir sur notre pays. On a une réflexion plus grande que les première et deuxième générations sur leur position, sur le fait d'être perçu comme blancs, occidentaux. » Pour l'association Afrique Nouvelles, qui accueille des chantiers internationaux à Saint-Louis :

« la plupart des jeunes qui viennent en mission de service civique, ce sont des jeunes issus de la diaspora (Sénégal, Maroc, Algérie); pour les chantiers de jeunes, ces jeunes représentent environ 60 % du total, et sont beaucoup plus impliqués depuis ces 10 dernières années. »

### Un espace pour des sujets non traités : identité, histoire coloniale, travail mémoriel

Il ressort des entretiens que les sujets **peu ou pas traités en France** – par la famille ou à l'école – en particulier sur les questions mémorielles et l'histoire coloniale, peuvent fortement intéresser les jeunes issus des diasporas. Une des volontaires a exprimé que, ne se retrouvant pas dans l'association de son père, elle va chercher dans d'autres milieux des relais pour creuser ces questions identitaires. Ce **besoin d'espaces de réflexion** individuelle constitue une entrée spécifique du volontariat pour ces jeunes, distincte des motivations plus classiques liées à l'engagement solidaire ou à la découverte professionnelle. Pour les chantiers internationaux, le projet en lui-même est un prétexte pour favoriser l'interculturalité. Bien que les chantiers ne soient pas organisés différemment avec des jeunes diasporas, l'association note que « les débats sont plus animés avec des jeunes issus de la diaspora. Ils en ressortent plus fiers d'eux-mêmes, s'identifient plus à un pays et une culture, c'est une découverte continentale ». Alter Natives le confirme « lors des séjours au Sénégal, il y a toujours des questions sur la culture, la religion, l'esclavage, la colonisation, des temps d'échanges sur ces aspects même si ce n'est pas le cœur du projet. Ces temps ne sont pas prévus mais viennent naturellement ». L'association a par ailleurs partagé une expérience sur le dispositif FONJEP VEC auquel elle avait postulé. Ils ont reçu un avis négatif, sans justification (donc sans pouvoir améliorer le dossier de candidature), et suppose que c'est lié au sujet, car la mémoire n'est pas vue comme un sujet de la solidarité internationale.

### Une image du volontariat ambivalente auprès des jeunes

Les retours des acteurs démontrent que le volontariat n'a **pas automatiquement bon écho** auprès des jeunes diasporas. Dans certains milieux antiracistes (portés par

les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> générations), le « volontariat est très connoté humanitaire », perçu comme une « mission de blanc » ou un « prolongement du néocolonialisme » :

« En vacances, on n'est pas déjà intégré à la société (image de blanc), donc qu'est-ce qu'on va aller faire là-bas. »

Ceux potentiellement intéressés par un volontariat dans leur pays d'origine, et une vraie demande existe, comme l'a rapporté une volontaire après ses échanges avec France Volontaires Bénin, se heurtent à l'obstacle de la non-accessibilité du VSI aux binationaux :

« Ils se rendent compte que cela n'est pas possible de le faire dans leur pays d'origine. C'est dommage qu'il n'y ait pas un programme spécial de volontaires pour les diasporas, ne serait-ce que pour des missions courtes, des missions de 6 mois, parce que ça reste une vraie demande en tout cas de jeunes »

Du côté des structures accueillantes, ADOS Sénégal a accueilli plusieurs volontaires (services civiques ou VSI) mais aucun n'était issu de la diaspora sénégalaise ou de Matam, et il n'y a jamais eu de candidat sur les différents postes, ce qui soulève la question de la connaissance des dispositifs et d'une potentielle auto-censure. Le GRDR Sénégal fait le même constat. A contrario, pour une des associations d'accueil, la présence d'une volontaire diasporique est perçue comme une valeur ajoutée :

« L'association dit être contente d'avoir des acteurs diasporiques car [ils] abordent des questions que d'autres n'aborderaient pas forcément ou en tout cas pas de la même manière. »

## Une expérience s'inscrivant dans un parcours pour contribuer au changement

Bien que la connexion ou la reconnexion avec le Sénégal n'ait pas été un moteur de leur engagement, les deux jeunes volontaires se rejoignent sur une dimension commune : vouloir **apporter un changement**. Le volontariat représente pour l'une l'opportunité de :

« *renouveler la politique de coopération Afrique-France. C'est dommage que cela soit un frein car, j'ai plusieurs amis de double nationalité, c'est des gens qui sont justement hyper prêts à s'investir dans des missions sur du long terme pour justement améliorer tout ce côté là.* »

et pour l'autre de

« *changer les choses à mon échelle.* »

Toutes deux ont mené ou mènent des études en lien direct avec leurs engagements ; l'une un master spécialisé sur l'Afrique, l'autre une spécialisation sur les migrations et les questions raciales. Cela illustre également le point soulevé sur l'image du volontariat auprès de ces jeunes et, plus globalement, sur la politique française vis-à-vis des diasporas.

### Parfois déclencheur d'un engagement associatif et d'une mobilité

Les acteurs ADOS à Matam, Afrique Nouvelles à Saint-Louis et Alter Natives témoignent de l'apport de ces séjours (chantiers ou volontariats plus longs) sur les jeunes. Alors qu'il s'agit bien souvent d'une première expérience dans le pays d'origine, voire d'un premier voyage (Alter Natives), une part significative de ces jeunes manifeste **l'envie de revenir**. L'expérience renforce l'esprit de solidarité, la citoyenneté, et encourage la responsabilisation :

« *Les chantiers sont principalement perçus comme une expérience interculturelle et un engagement citoyen, une découverte et une connexion continentale (et non pas nationale).* » [Afrique Nouvelles]

Ces séjours sont parfois **des déclencheurs vers des engagements associatifs**. Certains jeunes français en chantiers jeunes à Saint-Louis avec Afrique Nouvelles reviennent d'ailleurs en service civique pour des missions plus longues. À Alter Natives, les jeunes ont entre 15 et 35 ans, dont 90 % ont des liens avec l'Afrique subsaharienne, et deux personnes sur cinq de l'équipe sont issues de la diaspora. Ces données illustrent que les jeunes

peuvent s'intéresser profondément aux questions identitaires et aux liens avec leur pays d'origine – mais que peu d'espaces existent en France pour les accompagner sur ces sujets.

Les trajectoires individuelles étudiées montrent que les jeunes issus de la diaspora composent avec des **injonctions, des représentations et des obstacles** qui dépassent largement l'expérience du volontariat. Elles révèlent aussi des attentes fortes, en matière d'identité, de reconnaissance ou de connexion territoriale, auxquelles les dispositifs institutionnels répondent encore partiellement. Ces décalages éclairent les leviers mais aussi les fragilités d'une meilleure articulation entre diaspora et volontariat. La section suivante met en perspective ces enseignements à l'échelle des enjeux plus structurels.

### 3.4.3

## Les enjeux d'une meilleure articulation diaspora – volontariat

Plusieurs enjeux ont été identifiés par les acteurs interviewés. La question de la **valeur ajoutée** est d'abord centrale : le volontariat est vu comme un outil de mobilisation de l'expertise de la diaspora, permettant d'accompagner des transferts de compétences et d'ouvrir des perspectives d'installation ou de réinstallation au Sénégal. Les Sénégalais établis à l'étranger ont du savoir et de l'expertise qui, utilisés comme il se doit, pourraient contribuer à durablement transformer les territoires et transformer la solidarité en investissement durable sur le territoire. L'ADEPME, partie prenante du PAISD, a synthétisé la nécessité d'identifier cette expertise, de la répertorier et de réaliser une cartographie des compétences.

Le volontariat est également perçu comme vecteur de connexion individuelle : tous les acteurs s'accordent à dire qu'il permet aux jeunes de connecter ou reconnecter avec un territoire, un continent, et un pays peu ou pas connu. L'investissement stratégique de la diaspora peut surtout renforcer ce lien entre les Sénégalais établis à l'étranger et leurs régions d'origine.

**L'ancrage territorial** constitue un troisième enjeu fort. Dans le cadre du PAISD, les contributions de la diaspora contribuent à réduire les inégalités territoriales, à professionnaliser les initiatives communautaires et à enrichir la gouvernance locale. Pour la phase 4 du programme démarrée en janvier 2026, la territorialisation est un enjeu clé pour la DCT, qui souhaite « *davantage faire le lien avec les collectivités territoriales sénégalaises.* »

La Direction des Sénégalais de l'Extérieur souhaite également « accompagner les collectivités territoriales à intégrer la dimension diaspora ou dimension migration dans leur document de planification. »

**L'appropriation du cadre du volontariat** par les acteurs institutionnels de la diaspora reste à construire : la DES reconnaît sa méconnaissance du cadre du volontariat, alors même que des projets sont lancés pour mieux articuler diaspora et volontariat. Enfin, la DCT explore actuellement comment travailler avec France Volontaires pour mobiliser des jeunes sur des missions de service civique international et développer la réciprocité, dimension qu'elle identifie comme prioritaire. **En résumé, la mobilité peut constituer un levier structurant, si elle est bien organisée et soutenue.**

Au Sénégal, les dispositifs concernant la diaspora et le volontariat sont nombreux, mais ils fonctionnent encore de manière séparée, avec peu de coordination entre institutions et entre niveaux national et international. Du côté des jeunes issus de la diaspora, les parcours montrent un engagement guidé par des enjeux professionnels ou d'études, et une présence limitée dans les dispositifs formalisés, malgré un intérêt réel et une valeur ajoutée reconnue par les structures d'accueil. Enfin, les acteurs institutionnels identifient un potentiel important, mais les liens entre diaspora et volontariat restent faibles tant que les efforts pour mieux capitaliser et coordonner les dispositifs, mobiliser les compétences diasporiques et ancrer les actions dans les territoires restent partiels.

## À RETENIR

- Le pays est l'un des principaux lieux d'accueil du volontariat international, avec des dispositifs variés et une diaspora stratégique, très active tant sur les transferts financiers que sur les initiatives locales.
- Cependant, les cadres institutionnels restent fragmentés : séparation entre volontariat national et international, liens faibles entre politiques dédiées à la diaspora et dispositifs de volontariat.
- Les jeunes des diasporas expriment des attentes identitaires et un fort intérêt, mais rencontrent des obstacles d'accès (complexité des dispositifs, image ambivalente du volontariat, contraintes pratiques).
- Dans certains projets, la diaspora initie des dynamiques qui ne sont ensuite pas suffisamment intégrées ou pérennisées lorsque les coopérations se formalisent.
- Le besoin d'ancrage territorial est fort, pour passer d'initiatives isolées à une action coordonnée et cumulative.

86



CRÉDIT PHOTO – France Volontaires

# Des dynamiques de réciprocité portées par les réseaux d'acteurs

## Une diaspora marquée par l'histoire, en quête de transmission

Le terrain cambodgien occupe une place singulière dans l'architecture de l'étude : Le choix, défini en concertation avec les commanditaires, a été de concentrer l'analyse **sur la diaspora cambodgienne en France** et sur les dynamiques qu'elle entretient avec le pays d'origine, en particulier autour du principe de réciprocité dans le volontariat. Ce déplacement de focale reflète une réalité empirique mise en évidence dès les premiers entretiens exploratoires : c'est en France, dans les réseaux associatifs diasporiques, que se joue l'essentiel de ce qui est analytiquement saillant pour cette étude.

La diaspora cambodgienne en France est estimée à environ 80 000 personnes, concentrées principalement en Île-de-France et dans la région lyonnaise. Son histoire migratoire est particulière : c'est avant tout une diaspora de réfugiés politiques, constituée en deux vagues principales liées au génocide khmer rouge (1975-1979) et aux conflits qui ont suivi. La majorité des familles portent le souvenir de cette période (pertes humaines, dispersion familiale, traumatismes transmis), et leur rapport au Cambodge s'est longtemps construit autour d'un **travail de mémoire et de reconstruction identitaire** plutôt que d'un engagement solidaire tourné vers le développement. Les premières générations ont maintenu des liens avec le Cambodge essentiellement sous forme de dons, aux hôpitaux, aux pagodes, à certains programmes gouvernementaux. Les formes institutionnalisées de solidarité internationale comme le V.I.E.S sont restées **largement méconnues** :

*« J'ai rencontré pas mal de Cambodgiens qui ne connaissent même pas le volontariat. Ils ne savent même pas qu'il y a un dispositif service civique, VSI, etc., qui leur permet de faire du volontariat à l'international. » [Responsable de l'Espace Volontariats du Cambodge, entretien exploratoire, septembre 2025]*

La **génération suivante** née ou ayant grandi en France entretient une relation différente au Cambodge : moins marquée par le traumatisme direct, plus habitée par la question de la transmission et de la reconnexion identitaire. C'est dans cette génération que les dynamiques

d'engagement les plus novatrices émergent, souvent en dehors des canaux institutionnels du volontariat.

## La réciprocité comme entrée analytique privilégiée

Avec plus de 200 volontaires français engagés en 2024, le Cambodge est le premier pays d'accueil de volontaires français en Asie et le second au monde pour le VSI. **L'Espace Volontariats**, ouvert à Phnom Penh en 2011, **est l'un des plus actifs** du réseau de France Volontaires. En décembre 2025, un accord intergouvernemental franco-cambodgien sur le V.I.E.S a officialisé ce partenariat, ouvrant de nouvelles perspectives pour les échanges bilatéraux.

Mais c'est **la dynamique de réciprocité**, le déploiement de volontaires cambodgiens en France, qui constitue la porte d'entrée analytique la plus fertile pour cette étude. En 2024, 17 volontaires cambodgiens ont effectué une mission en France, soit autant qu'entre 2016 et 2023 cumulés. Cette montée en puissance crée une nouvelle réalité : des jeunes Cambodgiens arrivent en France dans un cadre institutionnel, souvent sans réseau de proximité, et ont besoin d'un ancrage communautaire que ni France Volontaires ni les structures d'envoi ne peuvent fournir seuls. C'est dans cet interstice que les associations de la diaspora cambodgienne en France commencent à jouer un rôle, encore informel, encore fragile, mais significatif.

## Des pratiques informelles aux enjeux de formalisation

L'exemple de ces associations diasporiques cambodgiennes, engagées de manière ad hoc dans l'accompagnement de volontaires en réciprocité, illustre une dynamique plus large : les réseaux diasporiques peuvent jouer **une fonction d'interface** entre deux écosystèmes que les dispositifs institutionnels ne parviennent pas à relier seuls. D'un côté, l'écosystème du volontariat dispose d'un cadre formel mais manque d'ancrage communautaire dans les diasporas. De l'autre, les associations diasporiques disposent de ce réseau de proximité mais ignorent souvent les dispositifs V.I.E.S et n'ont pas été sollicitées pour y contribuer.

Ces **pratiques de médiation se construisent de manière décentrée et non linéaire** : c'est parfois depuis le pays d'origine, ici la branche cambodgienne d'une association, que le lien se tisse, avant même que la diaspora installée en France n'en soit pleinement partie prenante. Cette asymétrie entre ce qui se fait et ce qui est formalisé pointe un potentiel encore largement sous-exploité. Les pagodes et l'ambassade du Cambodge en France constituent également des portes d'entrée communautaires spécifiques, identifiées par les acteurs de terrain comme des nœuds de réseau incontournables pour atteindre la diaspora, y compris ses membres les plus éloignés des structures associatives formelles.

Le cas cambodgien, par son caractère atypique, met en relief plusieurs dynamiques qui traversent l'ensemble des terrains de cette étude. Il montre d'abord que la réciprocité peut constituer un levier puissant d'activation des réseaux diasporiques, à condition que les structures communautaires soient reconnues comme partenaires à part entière et non comme simples ressources d'appoint. Il illustre ensuite le rôle structurant que peuvent jouer des institutions communautaires informelles (pagodes, réseaux de proximité) dans la mise en relation entre volontariat et diaspora, là où les dispositifs formels peinent à atteindre ces publics.

## À RETENIR

- Le pays accueille un nombre important de volontaires français et a récemment renforcé le cadre institutionnel du volontariat, notamment via un accord bilatéral. La réciprocité se développe avec l'arrivée de volontaires cambodgiens en France.
- La diaspora cambodgienne est marquée par une histoire particulière (exil, mémoire traumatique), ce qui explique un lien parfois distancié avec les dispositifs de volontariat. Une nouvelle génération s'engage toutefois davantage sur les enjeux de transmission et de reconnexion.
- En France, les réseaux communautaires – pagodes, associations culturelles ou mémorielles – jouent un rôle essentiel pour soutenir les volontaires en réciprocité : mise en relation, repères culturels, accueil informel mais particulièrement structurant.



CRÉDIT PHOTO – Migrations & Développement

**4**

**Diasporas et  
volontariat :  
quels enjeux  
pour la solidarité  
internationale ?**

Après les analyses développées dans les parties précédentes, cette partie propose une **mise en perspective des principaux enseignements de l'étude** et ouvre une réflexion sur leurs implications pour la solidarité internationale. Elle vise à articuler les résultats issus de l'enquête de terrain avec les hypothèses formulées dans les termes de référence initiaux, affinées lors de la phase de cadrage et mises à l'épreuve tout au long du travail empirique.

Cette mise en perspective s'appuie sur les **trois axes d'étude** qui ont structuré la démarche : les transformations individuelles et organisationnelles liées à l'engagement volontaire, les dynamiques territoriales et partenariales observées sur les différents terrains, et les conditions de dialogue et de synergie entre les écosystèmes du volontariat et des diasporas. Le tableau cidessous synthétise les principaux enseignements issus de cette analyse, en mettant en évidence les effets observables ainsi que les limites et tensions identifiées.

**Au-delà de cette lecture structurée par axes**, cette partie ouvre **des pistes de réflexion** sur les implications plus larges des résultats. Elle s'intéresse à ce qu'ils révèlent, plus globalement, des pratiques, des cadres institutionnels et des représentations à l'œuvre dans le champ de la solidarité internationale.

# Révision des hypothèses par axes d'étude

## AXE 1

### Individus et organisations

(échelle individuelle et organisationnelle)

Hypothèses de l'étude	Résultats à l'issue de l'étude
<p><b>HYPOTHÈSE 1</b></p> <p>Le volontariat diasporique est vecteur d'évolutions sur les trajectoires individuelles et nourrit une citoyenneté transnationale.</p>	<p><b>Confirmée.</b></p> <p>Les résultats de l'étude confirment que le volontariat peut constituer une expérience significative dans les trajectoires des personnes issues des diasporas.</p> <p>Il agit dans certains cas comme un <b>espace de recomposition des appartenances, de consolidation ou de redéfinition des engagements</b> (citoyens, associatifs, professionnels), et peut favoriser l'émergence de formes de citoyenneté transnationale.</p> <p>Toutefois, ces effets demeurent <b>hétérogènes et non automatiques</b> : ils varient selon les parcours individuels, les contextes d'intervention, les formats de volontariat (court/long, individuel/collectif) et le degré de prise en compte de la dimension diasporique par les structures d'accompagnement</p>
<p><b>HYPOTHÈSE 2</b></p> <p>L'accueil ou l'envoi de volontaires accélère la structuration interne des organisations issues de la diaspora.</p>	<p><b>Partiellement confirmée.</b></p> <p>Le volontariat peut constituer un <b>levier de structuration pour les OSIM</b>, notamment en contribuant au renouvellement générationnel, à la montée en compétences et à certaines formes de formalisation organisationnelle.</p> <p>Toutefois, ces effets restent <b>conditionnés à plusieurs facteurs</b>, en particulier l'existence d'un accompagnement adapté, de capacités administratives suffisantes et d'une inscription dans des dynamiques de moyen terme.</p> <p>À défaut, les effets observés demeurent ponctuels et ne se traduisent pas nécessairement par une transformation durable des organisations.</p> <p>En outre, le nombre encore limité de cas documentés invite à la prudence dans l'interprétation des résultats : il ne permet pas, à ce stade, de tirer des conclusions pleinement généralisables ni d'appréhender de manière exhaustive l'ampleur et la diversité des effets du volontariat sur la structuration des OSIM, bien que les dynamiques observées apparaissent prometteuses.</p>
<p><b>HYPOTHÈSE 3</b></p> <p>Les formats des dispositifs V.I.E.S ne sont pas toujours en adéquation avec les pratiques des individus et organisations issus des diasporas.</p>	<p><b>Confirmée.</b></p> <p>Les résultats mettent en évidence des <b>écarts significatifs</b> entre les cadres des dispositifs et les pratiques des acteurs diasporiques.</p> <p>Ces écarts tiennent notamment au manque d'informations, à la complexité administrative, à la rigidité des formats, aux contraintes réglementaires et aux freins socio-économiques.</p> <p>Ils se traduisent par une appropriation limitée des dispositifs par certaines organisations (échelle organisationnelle) et publics (échelle individuelle), en particulier les plus éloignés des cadres institutionnels. Cette inadéquation constitue un frein structurant au développement du volontariat diasporique.</p>

## Territoires et partenariats (France / pays partenaires)

Hypothèses de l'étude	Résultats à l'issue de l'étude
<p><b>HYPOTHÈSE 1</b></p> <p>L'implication des acteurs issus de la diaspora dans des projets mobilisant le volontariat favorise leur reconnaissance institutionnelle et leur valorisation politique.</p>	<p><b>Partiellement confirmée.</b></p> <p>Le volontariat peut contribuer à la <b>reconnaissance</b> des individus des diasporas dans leurs contributions aux projets de solidarité internationale et dans le domaine de l'ECSI, de même que pour les OSIM. En effet les <b>OSIM tendent à renforcer leur visibilité et leur légitimité</b> lorsqu'elles s'engagent directement dans la mise en œuvre de projets intégrant du volontariat, en particulier quand elles occupent des fonctions d'intermédiation, de facilitation ou de mise en relation.</p> <p>Ce positionnement peut également favoriser leur inscription dans des dynamiques partenariales plus structurées et ouvrir des opportunités de dialogue avec les acteurs institutionnels. Toutefois, cette reconnaissance demeure <b>variable et encore inégalement consolidée</b>, dépendant fortement de leur intégration effective dans les dispositifs, de leur participation aux espaces de gouvernance et de leur inscription dans les politiques publiques. Elle apparaît ainsi comme un <b>levier réel mais encore partiellement mobilisé</b>, plutôt qu'un effet systématique à ce stade.</p>
<p><b>HYPOTHÈSE 2</b></p> <p>L'approche collaborative « diaspora ↔ volontariat » améliore la durabilité et la continuité partenariale en s'appuyant sur le double ancrage territorial des diasporas.</p>	<p><b>À nuancer.</b></p> <p>Le double ancrage constitue un <b>atout potentiel important</b>, notamment en matière de médiation interculturelle, de compréhension des contextes locaux et de facilitation des relations partenariales.</p> <p>Il peut favoriser l'acceptabilité sociale des projets et leur appropriation locale. Cependant, l'étude montre que <b>ces effets ne peuvent être présumés</b> : ils restent variables selon les contextes, les individus et les configurations de projet, et peuvent être limités par des rapports de pouvoir ou des attentes inadaptées vis-à-vis des acteurs diasporiques.</p>



CRÉDIT PHOTO – FORIM

## Synergies FORIM ↔ France Volontaires / V.I.E.S ↔ diasporas

Hypothèses de l'étude	Résultats à l'issue de l'étude
<p><b>HYPOTHÈSE 1</b></p> <p>Sur l'avant-volontariat : Une meilleure collaboration améliore l'accès à l'information, l'orientation et l'accompagnement.</p>	<p><b>Confirmée avec conditions.</b></p> <p>Une collaboration renforcée entre acteurs permet effectivement d'améliorer l'accès aux dispositifs, <b>à condition de dépasser les approches généralistes</b> qui peinent à atteindre une partie des publics concernés.</p> <p>Les résultats mettent en évidence l'importance de stratégies reposant sur une <b>mobilisation proactive des réseaux diasporiques</b> existants, une meilleure interconnaissance entre acteurs et une adaptation des modalités d'information (canaux, formats, temporalités) aux réalités et contraintes des publics visés.</p> <p><b>L'approche par les conditions sociales</b> (le « aller-vers » auprès des jeunes NEETS et/ou dans les QPV) permet, à certains égards, de mobiliser des jeunes des diasporas autour du V.I.E.S, en particulier en mobilités courtes individuelles et collectives. Sans ces ajustements, les dispositifs restent peu visibles et peu accessibles pour une partie des publics diasporiques.</p>
<p><b>HYPOTHÈSE 2</b></p> <p>Sur le « pendant-volontariat » : La coordination renforcée permet d'améliorer la qualité de missions adaptées aux spécificités diasporiques.</p>	<p><b>Confirmée.</b></p> <p>La coordination entre acteurs, en particulier dans l'accompagnement des volontaires, apparaît comme un facteur déterminant de la qualité des missions. Elle permet un suivi plus fin et une meilleure prise en compte des spécificités des parcours diasporiques, notamment via <b>un travail en amont sur les perceptions, les présupposés et les hypothèses culturelles</b>. Les phases de préparation et d'accompagnement doivent ainsi veiller à identifier précisément les attentes locales, <b>sans présumer</b> d'une connaissance préalable des contextes par les volontaires diasporiques.</p> <p>Ces derniers peuvent en effet faire l'objet de perceptions contrastées, entre valorisation et formes d'assignation, susceptibles d'influencer le déroulement des missions.</p> <p>Une coordination renforcée permet dès lors <b>d'anticiper ces décalages</b>, d'adapter les missions aux réalités locales et d'améliorer la gestion des attentes, tant du côté des structures que des volontaires.</p>
<p><b>HYPOTHÈSE 3</b></p> <p>Sur « l'après-volontariat » : Des mécanismes de suivi/ capitalisation nourrissent et améliorent les pratiques partenariales.</p>	<p><b>Confirmée sous conditions.</b></p> <p>Les phases post-missions sont généralement peu documentées, limitant la capacité des dispositifs à valoriser les expériences, à suivre les trajectoires et à nourrir les pratiques partenariales dans la durée. Ce manque limite les effets à long terme du volontariat, tant pour les individus que pour les organisations.</p> <p>Pourtant, l'étude souligne <b>l'importance de la phase post-mission</b>, en particulier pour les volontaires diasporiques, dont les parcours s'inscrivent fréquemment dans des dynamiques d'engagement prolongées.</p> <p>L'expérience de volontariat apparaît ainsi comme une étape dans des trajectoires plus larges, marquées par des formes de réengagement (au sein d'OSIM ou de réseaux), de circulation entre territoires ou de structuration associative.</p> <p>Ces éléments invitent à considérer le « retour » non comme une fin, mais comme une phase à part entière des parcours d'engagement transnational.</p> <p>Ils soulignent également la nécessité de <b>renforcer les démarches de capitalisation</b>, notamment à travers la documentation et des études ciblées, afin de mieux valoriser ces contributions auprès des partenaires et de soutenir la pérennisation des dynamiques engagées.</p>

## Apports et limites pour la solidarité internationale

L'étude met en évidence que l'engagement des personnes issues des diasporas dans le volontariat génère des apports à plusieurs niveaux: pour les individus eux-mêmes, pour les territoires et les sociétés, et pour les acteurs et politiques de solidarité internationale.

## 4.2.1

### Une articulation qui peut questionner les biais classiques de la solidarité internationale

L'articulation entre diasporas et volontariat peut permettre d'interroger et potentiellement de dépasser certains des biais structurels qui caractérisent les pratiques traditionnelles de la solidarité internationale :

Biais classiques de la SI	Apports potentiels de l'articulation diasporas/volontariat
<b>Asymétrie Nord/Sud</b> dans les relations de coopération	Dynamiques de réciprocité et de co-développement portées par des acteurs aux appartenances multiples
<b>Identification erronée des besoins</b> par méconnaissance des contextes locaux	Mobilisation de la connaissance linguistique, culturelle et du capital social des OSIM (dans préparation projet, mission, etc.) mais aussi des volontaires diasporiques (pendant mission)
<b>Non-implication des acteurs locaux</b> dans la conception et la mise en œuvre des projets	Rôle d'intermédiation et de facilitation joué par les personnes et organisations diasporiques
<b>Verticalité des interventions</b> et faible appropriation locale	Renforcement de l'acceptabilité sociale et de l'appropriation des projets grâce à l'ancrage territorial
<b>Discontinuité des engagements</b> et logiques de projets courts	Trajectoires circulaires d'engagement et continuité portée par les réseaux transnationaux



CRÉDIT PHOTO – Migrations & Développement



## APPORTS

- **Connaissance intime des contextes locaux**  
Légitimité, réseaux transnationaux, compréhension des réalités du terrain
- **Horizontalité accrue des relations**  
Atténuation des asymétries de pouvoir Nord-Sud dans les partenariats
- **Médiation interculturelle**  
Capacité à faciliter les échanges entre structures françaises et partenaires locaux
- **Renforcement de la structuration des OSIM**  
Professionnalisation, formalisation, accès à de nouveaux financements
- **Apport de compétences spécifiques** et renfort opérationnel pour les OSIM
- **Levier d'attractivité intergénérationnelle**  
Mobilisation des jeunes générations des diasporas
- **Création de liens durables** entre France et pays d'origine par la mobilité
- **Ancrage territorial renforcé**  
Réduction des inégalités territoriales, enrichissement de la gouvernance locale
- **Renforcement de la continuité des actions**  
Maintien de dynamiques d'engagement au-delà des missions de volontariat grâce à l'ancrage transnational des diasporas
- **Diversification des publics du volontariat**  
Inclusion de profils traditionnellement éloignés des dispositifs
- **Contribuer au renouvellement des pratiques de solidarité internationale**  
L'articulation entre volontariat et diasporas permet de dépasser certains biais historiques de la solidarité internationale (perceptions néocoloniales, verticalité des interventions) et s'inscrit dans les dynamiques actuelles de localisation de l'aide. En favorisant des engagements horizontaux et en s'appuyant sur les acteurs locaux, dont les diasporas sont partie prenante, cette approche participe aux transformations en cours des pratiques de solidarité internationale.
- **Rééquilibrage des récits de la solidarité internationale**  
Valorisation de trajectoires et d'engagements issus des diasporas, contribuant à une représentation plus pluraliste des acteurs du développement et plus positive des migrations
- **Transfert d'expertise diasporique** vers les territoires d'origine de manière structurée
- **Interconnaissance entre écosystèmes**  
Meilleure compréhension réciproque des enjeux et modes d'action
- **Effet levier par la mise en synergie des écosystèmes**  
Capacité d'innovation dans les pratiques, mutualisation des ressources, renforcement de la capacité d'action et d'accès aux financements
- **Renforcement du dialogue avec les institutions**  
Contribution à une meilleure prise en compte des enjeux diasporiques dans les politiques publiques de solidarité internationale



## LIMITES

- **Le renforcement de l'articulation des écosystèmes volontariat et diaspora ne doit PAS être utilisé pour pallier la baisse de l'aide publique au développement (APD)**  
Il ne peut se substituer aux engagements budgétaires de l'État
- **Les transferts de fonds de la diaspora restent privés** et ne doivent pas être instrumentalisés comme mécanisme de financement du développement
- **Risque d'essentialisation**  
Réduction des individus à leur origine diasporique
- **Risque d'instrumentalisation**  
Attentes inappropriées basées sur l'appartenance diasporique
- **Risque d'invisibilisation**  
Non-reconnaissance de la spécificité diasporique et de ses apports
- **Complexité administrative** des dispositifs V.I.E.S., pouvant constituer un frein pour des organisations aux modes de fonctionnement plus informels telles que les OSIM
- **Charge administrative disproportionnée** pour des structures majoritairement bénévoles
- **Freins économiques**  
Coût résiduel du volontariat qui peut subsister selon les dispositifs
- **Fragmentation institutionnelle**  
Cloisonnement entre dispositifs diaspora et volontariat
- **Contraintes réglementaires**  
Interdiction pour les binationaux d'effectuer des missions VSI dans leur pays d'origine
- **Méconnaissance réciproque** entre les deux écosystèmes
- **Faible capitalisation** sur les expériences passées, gestion par projets sans continuité
- **Difficulté d'accès à l'information** sur les dispositifs pour les publics diasporiques
- **Discriminations vécues** générant de l'autocensure chez certains publics
- **Tensions intergénérationnelles** au sein des OSIM
- **Perception négative du volontariat** dans certains milieux (connotation néocoloniale, « mission de blancs »)
- **Effets limités à la durée de la mission** sans impact pérenne sur le fonctionnement des structures
- **Accompagnement insuffisant** des OSIM dans la préparation, le suivi et la capitalisation



# 5

# Recommendations

Les échanges avec les acteurs des deux écosystèmes, « volontariat » et « diasporas », ont permis de faire émerger de nombreuses pistes pour la suite. Les orientations exploratoires présentées dans cette partie ont été recueillies auprès des personnes rencontrées tout au long de l'étude, puis discutées et retravaillées collectivement lors d'un groupe de travail dédié.

Ces recommandations constituent des **pistes de travail indicatives** destinées à nourrir la réflexion des acteurs concernés. Elles n'ont pas vocation à être appliquées telles quelles, mais appellent un travail d'appropriation, d'approfondissement et d'opérationnalisation par les écosystèmes eux-mêmes, notamment le FORIM et France Volontaires. Leur priorisation finale et leur mise en œuvre relèvent d'un processus de discussion collective et stratégique qui excède le cadre de cette étude. Il reviendra à chaque acteur de traduire ces orientations en actions concrètes au regard de ses priorités, de ses capacités et de son contexte d'intervention.

## Pistes en lien avec le parcours des individus des diasporas

L'engagement par le volontariat est possible lorsque les formats proposés tiennent compte des envies et motivations des individus d'une part ; des contraintes symboliques, professionnelles, familiales, financières auxquelles les personnes potentiellement intéressées par cette expérience sont confrontées d'autre part. Faciliter ces parcours suppose également d'agir sur l'environnement institutionnel et territorial : renforcer l'information et l'accompagnement, mobiliser les acteurs de proximité (missions locales, établissements scolaires, réseaux diasporiques), et garantir un accès équitable aux dispositifs.

### → Renforcer l'information et l'orientation d'individus issus des diasporas vers les opportunités V.I.E.S, avec un focus sur la jeunesse

- **Développer l'information sur les opportunités de V.I.E.S auprès des jeunes et des individus issus des diasporas en mobilisant les espaces et événements existants.** Cela implique de systématiser les séances d'information sur le volontariat dans les temps dédiés aux réseaux diasporiques (exemples : Forum Ancrages, JIM, FestiDias, événements organisés par les OSIM et les plateformes territoriales).
- **Cibler les établissements scolaires et universitaires :** développer l'information sur le volontariat dans les lycées (dans le cadre de l'ECSI, journées d'information) et les établissements d'enseignement supérieur, notamment en valorisant les opportunités liées aux années de césure (exemple : dispositif Tandem Solidaire).
- **Faire appel à des témoignages de volontaires issus des diasporas** afin de rendre ces parcours plus concrets et accessibles.

### → Accompagner et former les volontaires sur l'interculturalité (avant/pendant/après)

- **Mettre en commun et capitaliser les modules pédagogiques sur l'interculturalité** entre les structures d'envoi et d'accueil (avant/après mission). Cette mutualisation permettrait de valoriser les bonnes pratiques existantes et d'éviter que chaque structure ne développe ses propres outils de manière isolée.
- **Créer des modules de formation et autres outils pour tendre vers une intelligence interculturelle**, en s'appuyant sur les retours d'expérience des volontaires issus des diasporas et en documentant les pratiques d'accompagnement qui ont fait leurs preuves.
- **Actualiser les outils de préparation au départ** pour tenir compte des spécificités des personnes issues des diasporas, notamment en intégrant des modules sur les questions identitaires, les représentations croisées et les dynamiques interculturelles complexes que peuvent vivre les volontaires ayant un lien d'origine avec le pays de mission.

## → Garantir un accès équitable pour les volontaires résidant en France sans la nationalité française

- **Mettre en place des processus d'accompagnement permettant d'anticiper et de lever les obstacles administratifs liés au statut de séjour.** Cela concerne en particulier les jeunes ayant grandi en France et détenteurs d'un titre de séjour longue durée. L'enjeu est de faciliter en amont les démarches administratives (obtention de visas, autorisations de sortie et de retour sur le territoire, etc.) afin de ne pas freiner leur engagement.

## → Renforcer l'accès des jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) aux dispositifs de volontariat international

- **Développer l'information et l'accompagnement sur les volontariats individuels dans les QPV.** Cela passe par une présence renforcée des acteurs du volontariat dans ces territoires, afin de faire connaître les dispositifs et de renforcer l'accès à ces offres.
- **Mobiliser les acteurs de l'insertion, notamment les missions locales.** L'enjeu est de créer des passerelles entre les dispositifs existants : articulation entre le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) et le volontariat international, continuité entre service civique en France et missions à l'étranger. Cela suppose d'associer l'Union Nationale des Missions Locales (UNML) et de former les conseillers d'insertion aux opportunités de volontariat.
- **Renforcer les liens entre structures d'envoi et Espaces Volontariats dans les pays de mission,** afin d'assurer un accompagnement continu avant, pendant et après la mission.



CRÉDIT PHOTO – FORIM

## Pistes en lien avec les organisations des diasporas

L'enquête, les entretiens et les travaux collectifs ont mis en évidence un besoin partagé de simplification et d'accompagnement pour permettre aux organisations diasporiques de mobiliser efficacement le volontariat. Ces recommandations ne visent pas uniquement à « renforcer » les OSIM, mais aussi à reconnaître qu'elles font déjà du volontariat à leur manière, via des formes hybrides d'engagement peu visibles. En tant qu'actrices de la solidarité internationale, elles ont leur place dans les espaces où se construisent et se pensent les dispositifs de volontariat en France.

### → Diffuser l'information de manière ciblée et concrète

- **S'appuyer sur les réseaux et espaces existants** (COSIM, FOSIM, FORIM) pour partager l'information sous forme concrète, via différents canaux et en s'inspirant des expériences d'autres structures.
- **Clarifier la flexibilité des dispositifs**: informer sur les formats et durées possibles des missions (durées maximales favorisant l'appui à la structuration, missions courtes pour transfert technique, projets collectifs de type chantiers jeunes).
- **Amplifier la sensibilisation aux dispositifs** par des rencontres régulières France Volontaires / FORIM, complétées par des créneaux à différentes échelles (territoriale, thématique) pour identifier les possibilités concrètes de mobilisation.

102

### → Simplifier les procédures administratives et logistiques

- **Anticiper et expliciter les besoins d'accompagnement**. Les OSIM rencontrent plusieurs difficultés récurrentes dans la mobilisation des dispositifs de volontariat: manque de temps et de ressources humaines pour assurer le suivi des volontaires, absence de cadre formalisé pour l'accueil et l'intégration, besoin d'appui au montage administratif et budgétaire des projets, ou encore méconnaissance des attentes institutionnelles des dispositifs. Identifier ces besoins en amont permettrait de proposer un accompagnement adapté et d'éviter les situations de sous-encadrement.
- **Alléger les formalités tout en conservant les fondamentaux du cadre qualité (visas, assurances, mobilité)**, réduire les coûts et le temps de montage des dossiers.

*[Note: voir Partie 2 pour une présentation plus détaillée des freins à la mobilisation des dispositifs V.I.E.S rencontrés par les OSIM]*

## → Renforcer l'accompagnement des OSIM dans la mobilisation du volontariat

- **S'appuyer sur le rôle pivot du FORIM** pour faciliter l'accès à l'information et soutenir les démarches, en premier lieu auprès des FOSIM et COSIM qui pourront ensuite répercuter en cascade leurs apprentissages au sein de leurs réseaux d'OSIM.
- **Prévoir un accompagnement continu et ciblé** : soutien du début à la fin pour la constitution des dossiers et la rédaction des fiches de mission, via les COSIM/FOSIM et le FORIM.
- **Renforcer les capacités des organisations** : appui structurel sur la gestion, gouvernance, reporting et partenariats, ainsi que mentorat organisationnel pour permettre aux OSIM de porter ou co-porter des missions dans de bonnes conditions.
- **Imaginer un programme pilote d'accompagnement** : expérimenter un suivi conjoint France Volontaires / FORIM pour un pool d'OSIM (ou FOSIM/COSIM) remplissant certaines conditions clés, afin d'accompagner le volontariat, en France ou dans les pays d'origine.
- **Articuler avec le PRA/OSIM** : prévoir un financement et une coordination spécifique pour les COSIM/FOSIM/OPAP afin de renforcer l'inscription des projets dans les dispositifs existants, en particulier le PRA/OSIM, et capitaliser sur les expériences.

## → Structurer, mutualiser et expérimenter des modalités de portage

- **Expérimenter un mécanisme d'agrément parapluie** permettant au FORIM de porter administrativement des missions pour des COSIM ou FOSIM moins équipés, et/ou de COSIM ou FOSIM pour des OSIM, offrant conformité, accompagnement méthodologique, accès aux dispositifs et professionnalisation progressive.
- **Mutualiser les ressources** : partager hébergements, bureaux, encadrement et offres collectives pour sécuriser les projets et alléger les contraintes pour les petites structures, aux échelles pertinentes selon les dynamiques.
- **Soutenir le rôle d'autres opérateurs intermédiaires** : structures de taille intermédiaire avec ressources salariées (exemples : GRDR, M&D) pour faciliter le lien entre volontaires et OSIM, sous reconnaissance et financement appropriés.
- **Exemplarité et capitalisation** : le FORIM en tant que référent peut expérimenter, suivre et documenter des expériences de mobilisation de volontaires en son sein pour diffuser les bonnes pratiques auprès de son réseau.
- **Expérimenter un dispositif de suivi des projets PRA/OSIM par pays** : intégrer le volontaire comme ressource pour le suivi de projet, en lien avec les Espaces Volontariats et les dispositifs existants.

## → Reconnaître et valoriser les pratiques existantes

- **Valoriser les engagements informels et transnationaux des acteurs diasporiques**. Les OSIM déploient déjà des formes hybrides de volontariat (bénévolat transnational, missions ponctuelles, transferts de compétences non formalisés) qui restent largement invisibilisées. Reconnaître ces pratiques permettrait de renforcer la pertinence des dispositifs institutionnels et de construire des passerelles entre engagements informels et formels (volontariat, coopération décentralisée, partenariats).
- **Faciliter l'accès des OSIM aux espaces de construction et de gouvernance du volontariat en France**. En tant qu'actrices de la solidarité internationale, les OSIM ont leur place dans les instances où se pensent et se construisent les dispositifs de volontariat, les programmes et les plans d'action. Cela suppose

d'identifier ces espaces avec l'appui de France Volontaires et de faciliter l'accès des OSIM en leur sein.

- **Assurer la continuité des trajectoires** : considérer le retour des volontaires non comme une fin, mais comme une étape dans des parcours d'engagement circulaires dans lesquels s'articulent le rôle des OSIM (réengagement local, circulation entre territoires, structuration associative), en d'autres termes,

promouvoir le volontariat comme une étape d'un parcours de mobilité et d'engagement associatif diversifié et pérenne.

- **Capitaliser et diffuser les expériences** : documenter les contributions, produire des retours d'expérience et études ciblées pour nourrir les pratiques, convaincre les partenaires et pérenniser les partenariats.

### 5.3

## Pistes en lien avec les dynamiques territoriales

Les territoires étudiés – Seine-Saint-Denis, Marseille, Maroc (région Souss-Massa), Sénégal et diaspora cambodgienne en France – disposent de leviers d'action pour articuler diasporas et volontariat : coopération décentralisée, politiques jeunesse, soutien aux dynamiques associatives, mobilité internationale. Cependant, les liens entre ces écosystèmes restent largement à construire. Les recommandations qui suivent portent sur la sensibilisation des acteurs locaux, la mobilisation des instances de gouvernance existantes, et l'élargissement de l'accès au volontariat par de nouveaux partenariats.

104

### → Sensibiliser et former les élus locaux aux enjeux de la mobilité des diasporas et au volontariat

Renforcer la connaissance des élus sur les pratiques diasporiques et sur les dispositifs de volontariat, en particulier sur la manière dont ces derniers peuvent contribuer à mobiliser les diasporas, tant sur le territoire qu'à l'international.

### → S'appuyer sur les instances de gouvernance existantes pour articuler les deux écosystèmes

Utiliser et renforcer les espaces de coordination déjà en place (COFIL Jeunesse Mobilité en Seine-Saint-Denis, RRMA à Marseille) en y intégrant davantage les enjeux et les acteurs du volontariat et de la diaspora, notamment du côté de l'écosystème diaspora non seulement les OSI mais aussi et surtout les COSIM & FOSIM.

### → Explorer des conventions d'engagement réciproque entre le FORIM, France Volontaires et les collectivités territoriales

S'inspirer des enseignements tirés du programme Génération Climat pour formaliser des partenariats structurants impliquant à la fois les réseaux diasporiques, les opérateurs de volontariat et les collectivités.

## → Répondre à l'enjeu partagé d'élargir l'accès aux dispositifs de V.I.E.S

Atteindre les publics aujourd'hui les plus éloignés des dispositifs en s'inspirant des missions les plus attractives (courtes et collectives pour les jeunes) et en s'appuyant sur l'expérience du VEC, dont le format s'avère particulièrement adapté aux pratiques des OSIM.

## → Diversifier les canaux de mobilisation des publics de France Volontaires

L'offre actuelle de volontariat et sa manière d'être promue atteignent difficilement les jeunes issus des diasporas. Il ne s'agit pas seulement de mieux communiquer, mais de s'adresser à de nouveaux publics en s'appuyant sur de nouveaux partenariats. Cela suppose plusieurs actions :

- **Former les équipes de France Volontaires et de ses membres sur le rôle et les pratiques de mobilité des diasporas**, afin de mieux comprendre les spécificités de ces publics et d'adapter les modalités d'accompagnement.
- **Inviter les OSIM dans les espaces de gouvernance du volontariat**, comme cela se pratique déjà dans certains territoires (exemple : Seine-Saint-Denis).
- **Nouer de nouveaux partenariats avec des acteurs de proximité** : universités en banlieue et en Seine-Saint-Denis, missions locales, Contrats d'Engagement Jeune (CEJ), réseaux des diasporas (FORIM et hors FORIM), associations étudiantes diasporiques, influenceurs ECSI, collectifs de jeunes racisés, etc.

## → Mobiliser la formation à l'ECSI comme porte d'entrée vers le volontariat

L'ECSI constitue un espace de sensibilisation, de confiance et de montée en compétences particulièrement pertinent pour préparer l'engagement. En renforçant la compréhension des enjeux de solidarité internationale, la médiation interculturelle et la réflexion sur les inégalités, elle peut jouer le rôle de **sas préparatoire** pour des publics peu familiers des dispositifs de volontariat. L'idée serait par exemple de mieux faire connaître les dispositifs lors des événements ECSI.

## → Articuler davantage les missions de volontariat avec des partenariats territoriaux existants

L'intégration de volontaires, y compris diasporiques, au sein de coopérations décentralisées ou d'autres cadres partenariaux pourrait renforcer la pertinence, la durabilité et la légitimité des projets. Le programme Territoires Volontaires (TEVO) est particulièrement propice à cet égard : une recommandation opérationnelle consisterait à plaider pour l'intégration de la dimension diaspora, en lien avec le FORIM, dans le prochain appel à projets TEVO.

## → Mieux articuler et promouvoir les questions mémorielles dans le V.I.E.S

- Les enjeux de mémoire, en particulier en lien avec la colonisation, le rôle des personnes migrantes dans le développement des pays d'accueil et d'origine, l'esclavage sont des thématiques identifiées comme propices pour échanger sur les identités multiples, en particulier des jeunes. Il s'agit également de valoriser les dimensions positives de l'interculturalité.

### **Pistes spécifiques identifiées à Marseille (notamment issues de l'atelier collectif)**

- Faciliter une mise en réseau effective au niveau municipal voire régional
- Assurer une meilleure transmission d'information à toutes les associations sur les dispositifs et les opportunités.
- Mieux intégrer les OSIM -toutes générations- dans les réseaux existants, en réfléchissant à leur rôle, apports et agentivité en leur sein.
- Sensibiliser voire former les élus, techniciens et acteurs de la solidarité internationale sur les rôles et pratiques des diasporas, notamment dans le but de lutter contre le raccourci « diaspora = renfermement communautaire ».
- Mettre en place des partenariats pilotes entre OSIM dynamiques et associations chargées de mobilité internationale expertes en mobilisation des dispositifs
- Approfondir les partenariats entre structures de mobilité et centres sociaux
- D'une part, renforcer la valorisation et la reconnaissance des compétences acquises en mobilité dans le cadre du V.I.E.S, notamment pour les personnes issues des diasporas ; et, d'autre part, contribuer indirectement à réduire les discriminations à l'embauche en faisant mieux reconnaître ces parcours. Proposer des mobilités de compétences, types VEC, y compris parmi les membres des diasporas du secteur public (collectivités, Etat etc.)

### **Pistes spécifiques identifiées à la Seine-Saint-Denis et territoires environnants (notamment issues de l'atelier collectif)**

- Inclure dans les lignes de financements des différents appels à projets des lignes spécifiques pour le volontariat, y compris son accompagnement

- Elargir le COPIL Mobilités du Département aux acteurs des diasporas, que ce soit les OSIM historiques mais aussi les structures plus jeunes, et les FOSIM de SSD.
- Améliorer la communication envers les jeunes, notamment sur les réseaux sociaux ou à travers de jeunes ambassadeurs anciens volontaires – indemnisés pour cette fonction.
- Mieux s'articuler avec les services relations internationales des universités, par exemple pour promouvoir et intégrer les V.I.E.S comme équivalence de stages.
- Promouvoir les V.I.E.S en rapport avec les questions mémorielles
- Proposer un accompagnement spécifique aux clubs de prévention pour mobiliser l'outil « mobilité » dans leur travail auprès des jeunes en situation de vulnérabilité.
- Continuer à mobiliser et développer le programme TEVO qui permet un accompagnement des volontaires dans de bonnes conditions.

### **Pistes spécifiques identifiées au Sénégal**

- Capitaliser sur les 3 phases du PAISD pour évaluer notamment la valeur ajoutée, l'utilité du volontariat comme outil de mobilisation de l'expertise diasporique (AFD, DCT) et identifier, répertorier et cartographier les compétences de la diaspora (ADEPME).
- Territorialiser le PAISD (phase 4 - 2026) : mieux articuler les contributions de la diaspora et collectivités territoriales sénégalaises, accompagner les collectivités à intégrer la diaspora dans leurs plans pour les considérer non seulement en termes d'investissement mais de mobilisation de compétences.
- Favoriser l'appropriation du cadre du volontariat par les acteurs institutionnels de la diaspora (DES).

## → Pour l'accueil en réciprocité en France en soutien à l'écosystème des diasporas

- Rechercher un ancrage français pour le PAISD, en collaboration avec France Volontaires, afin de mobiliser des jeunes sur des CSI et développer des parcours en réciprocité (DCT).
- Explorer un volontariat de compétences pour les Sénégalais résidant en France (ministère de la Jeunesse), en lien avec les réseaux associatifs diasporiques.
- Mieux communiquer sur le Service Civique auprès des publics diasporiques en France.
- Porter attention au risque de stigmatisation lié au ciblage par origine.
- Suivre l'impact du volontariat sur les jeunes dans le temps (citoyenneté, prévention des extrémismes, ouverture interculturelle).

### Pistes spécifiques identifiées au Maroc

- Construire un cadre national marocain dédié à la mobilité des compétences et des volontaires.
- Renforcer les capacités des structures d'accueil marocaines.
- Réfléchir à la place des dispositifs de volontariat dans la circulation des compétences entre le Nord et le Sud.
- Intégrer davantage les missions de volontaires dans des projets de codéveloppement, afin de faciliter suivi, reporting et redevabilité grâce à leur présence sur le terrain.

## → Pour l'accueil en réciprocité en France en soutien à l'écosystème des diasporas

- Poursuivre le développement de la réciprocité dans les échanges (mobilité de jeunes marocains vers la France), malgré les obstacles persistants en pratique (visas, financements, accompagnement).
- Évaluer l'impact des missions sur les jeunes accueillis, y compris sur leur insertion, leurs compétences et leur engagement citoyen.

107



CRÉDIT PHOTO – Solidarité Laïque

## Pistes sur les modalités propres aux dispositifs

Cette section formule des pistes de recommandation portant sur les modalités des dispositifs de volontariat, à partir des enseignements de l'étude. Elle identifie des leviers d'évolution visant à mieux répondre aux réalités observées.

### → Rendre les parcours plus lisibles, en clarifiant les conditions d'accès aux dispositifs de V.I.E.S

Explorer des modalités d'adaptation du VSI en faveur de l'engagement des personnes binationale dans leurs pays d'origine.

### → Expérimenter des parcours combinés France → International → Retour

Des parcours séquencés – temps dans une OSIM ou une collectivité en France, mission internationale, retour accompagné – pourraient favoriser la capitalisation d'expériences, l'enrichissement des partenariats et la circulation des apprentissages entre territoires.

108

(Le SCI et le JSI permettent déjà d'être sur deux territoires). Cette approche permet aussi de lever les freins à une mobilité longue durée pour certains jeunes, notamment ceux éloignés des opportunités (QPV).

### → Relancer l'appel à projets VEC annuel, clarifier l'éligibilité des personnes binationales et accompagner spécifiquement les OSIM

- L'appel à projets VEC étant gelé pour l'année 2026, il est recommandé de relancer un appel annuel, ce dispositif ayant été identifié comme particulièrement pertinent pour les diasporas. Dans ce cadre, il conviendrait de :
  - **Clarifier dans l'appel à projets l'éligibilité des personnes binationales** et le communiquer explicitement. Ce dispositif pourrait constituer un test permettant d'évaluer la pertinence et de mesurer l'impact réel de la mobilisation des personnes issues de diasporas via le volontariat.
  - **Mettre en place un accompagnement spécifique auprès des OSIM ou structures faitières** dans la mobilisation des VEC, y compris le volontariat senior. Les modalités du VEC (durée flexible, aménagements possibles, expertise ponctuelle) correspondent particulièrement aux pratiques actuelles d'engagement des diasporas.

- Encourager et articuler l'intégration du V.I.E.S dans les projets déposés dans le cadre du PRA/OSIM, en particulier les échanges de jeunes.
- Encourager un déploiement du CES au sein de davantage de pays partenaires, ou à défaut, proposer un dispositif de mobilité individuelle permettant de partir moins de 6 mois (*gap service civique minimum 6 mois vs CES dans un nombre de pays restreints*).

Cette recommandation pourrait être portée dans le cadre des débats autour de la prochaine stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse.

- Continuer à faire évoluer les idées reçues et les pratiques autour du volontariat, en luttant contre le volontourisme, et en mettant en avant l'échange horizontal plutôt que l'apport vertical du volontaire sur place.



CRÉDIT PHOTO – Canal 93

## Pistes pour renforcer le partenariat entre le FORIM et France Volontaires

L'articulation entre les écosystèmes du volontariat et des diasporas repose en grande partie sur la capacité du FORIM et de France Volontaires à agir conjointement. Les axes précédents ont déjà identifié plusieurs recommandations impliquant les deux structures. Cette section propose des orientations plus détaillées et complémentaires centrées spécifiquement sur le renforcement du partenariat entre les deux structures, tant sur le plan stratégique qu'opérationnel.

### → Participer conjointement à des événements et valoriser les résultats de l'étude

Renforcer la présence conjointe du FORIM et de France Volontaires dans les espaces de visibilité et d'échange (sommets internationaux, Forum Ancrages, JIM, FestiDias), notamment pour valoriser et diffuser les résultats de cette étude auprès des acteurs concernés.

### → Porter des positionnements communs dans les espaces de dialogue institutionnels

Développer des prises de position conjointes dans les instances de concertation et de plaidoyer (groupe Diasporas du MEAE, Coordination Sud, etc.) afin de porter une voix commune sur les enjeux d'articulation entre diasporas et volontariat.

### → Explorer l'adhésion du FORIM à France Volontaires

Étudier la pertinence et les modalités d'une adhésion du FORIM à France Volontaires, qui pourrait renforcer la représentation des réseaux diasporiques au sein de la gouvernance du volontariat en France.

### → Renouveler la convention de partenariat en intégrant l'opérationnalisation de recommandations de l'étude

Réviser la convention de partenariat entre le FORIM et France Volontaires pour y intégrer la mise en œuvre des recommandations issues de cette étude, avec des objectifs opérationnels et un calendrier partagé.

### → Renforcer les liens avec les Espaces Volontariats

Développer les liens entre les réseaux du FORIM et les Espaces Volontariats, notamment dans le cadre du PRA/OSIM et lors des missions terrains, afin de faciliter l'accompagnement des OSIM et des volontaires dans les pays de mission.

### → Développer des projets conjoints autour du volontariat et des diasporas

Co-construire des projets structurants autour du volontariat et des diasporas, en mobilisant des financements dédiés (exemple : projet Expertise France ou autres sources de financement public ou multilatéral).

## → Intégrer les récits diasporas/volontariat dans les actions de communication

Valoriser les parcours de volontaires issus des diasporas dans les supports de communication du FORIM et de France Volontaires, afin de rendre ces trajectoires plus visibles et d'inspirer de nouveaux engagements.



CRÉDIT PHOTO – Solidarité Laïque



# Portraits



Au fil de cette étude, nous avons croisé les chemins de personnes engagées dans des dynamiques de volontariat traversée par des sentiments d'appartenance à la ou des diasporas, et dont les parcours incarnent les enjeux et les défis explorés dans ce rapport.

Ces portraits viennent incarner et illustrer de manière concrète les enseignements de l'étude. Ils révèlent la diversité des visages et des aspirations de ces personnes aux identités plurielles, qui s'engagent pour construire des ponts entre les cultures et renforcer les solidarités « ici » et « là-bas ».

# Jaonarison

Volontaire en réciprocité Métropole de Lyon (2025–2026)

Origine : Madagascar

Lieu de vie : Lyon

Dispositif : VSI en réciprocité via France Volontaires

Structure d'accueil : Métropole de Lyon

## D'où je pars

À l'université, elle est orientée vers une coopération décentralisée existant depuis plusieurs années entre la commune de Soavinandriana (région Itasy) et la ville de Billère, en Nouvelle-Aquitaine. Elle y postule dans un premier temps comme stagiaire, afin de contribuer à l'élaboration du PCDEAH de la commune de Soavinandriana, sans avoir alors jamais entendu parler d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

À l'issue de ce stage, le poste de chargée de mission se libère. Elle décide de candidater et est retenue. Elle entre ainsi dans ce rôle presque par hasard, à la faveur de cette opportunité.

Elle commence en janvier 2023. Elle restera jusqu'en septembre 2025 – deux ans et demi à construire des jumelages entre écoles malgaches et françaises, à concevoir des animations, à accompagner les volontaires de service civique français qui arrivent en mission à Fianarantsoa. Elle est leur tutrice technique, celle qui fait le lien entre les deux territoires.

*« On mettait en place des activités, des animations, des jumelages entre les écoles de Fianarantsoa et les écoles de Billère. »*

C'est aussi dans ce cadre qu'elle côtoie pour la première fois des volontaires de solidarité internationale. Ce sont eux qui, sans qu'elle y pense sur le moment, lui donnent une première image de ce que pourrait être une mission de l'autre côté.

## Comment j'en viens au volontariat

En 2024, une bourse de l'ambassade lui ouvre une opportunité : une formation en France sur l'ECSI et les pratiques d'animation. Jao fait le voyage. À l'issue de la formation, elle visite une école de Billère. C'est là que quelque chose se passe. Elle a l'habitude de travailler dans les écoles de Soavinandriana. Elle connaît ce que ça ressemble. Ce qu'elle voit à Billère ne ressemble à rien de ce qu'elle connaît.

*« Y a quand même une grosse, une grosse différence entre la France et Madagascar. J'ai pleuré un petit peu parce que je me suis rendu compte que – Ah, j'ai vraiment pleuré en vrai. »*

Ce n'est pas de la tristesse, exactement. C'est une prise de conscience brutale, et avec elle une conviction : une semaine ne suffit pas. Il lui faudrait du temps ici, une vraie immersion, pour comprendre comment ça fonctionne – et ensuite transposer.

Peu après, une offre de volontariat circule : une mission d'un an à la Métropole de Lyon, dans le domaine de l'EC-SI, dans le cadre de la coopération avec Madagascar. Le profil lui correspond. Mais partir, c'est abandonner un emploi stable. À Madagascar, ça ne se retrouve pas facilement. Elle hésite longtemps. Elle réfléchit. Et puis elle tranche.

*« C'est peut-être l'occasion ou jamais, on va dire. Dans ma tête, du coup, j'ai postulé et je suis là. »*

## Ce que je vis sur le terrain

Jao arrive à Lyon en septembre 2025. Elle n'avait jamais vraiment vécu en France – pour la formation à Paris et sa visite à Billère, elle était de passage, quelques jours. Sa structure d'accueil, c'est l'une des plus grandes institutions territoriales du pays : la Métropole de Lyon, plusieurs milliers d'agents, une complexité administrative qui n'a rien à voir avec la coopération décentralisée dans laquelle elle travaillait. Tout ça, en même temps que le reste : les transports, les courses, les codes, la vie quotidienne sans famille, sans amis, sans repères. *« C'était un petit peu compliqué au début de se repérer, de vivre une nouvelle vie sans, sans la famille, sans les amis, sans avoir de repères clairs. »*

Ce qui rend l'arrivée un peu plus douce, c'est une stagiaire malgache déjà en poste à la Métropole, avec qui elle avait travaillé depuis Madagascar pour préparer les activités. C'est elle qui lui explique le fonctionnement. Puis sa tutrice lyonnaise prend le relais. Sans ces deux femmes, l'entrée dans l'institution aurait été autrement plus difficile. Sa mission a deux faces. La première, c'est

l'animation ECSI dans des collèges et des maisons de jeunes de l'agglomération. Elle propose deux formats : un parcours long de six séances sur la solidarité internationale, les objectifs de développement durable, l'eau, les déchets – avec Madagascar comme fil conducteur – et une séance courte sur une thématique unique. L'objectif n'est pas simplement de sensibiliser : à la fin du parcours, les élèves élaborent un mini-projet. Ils agissent.

*« Si on parle de l'eau, on parle aussi de Madagascar. Si on parle de déchets, on parle aussi de Madagascar. Si on parle de solidarité, on parle aussi de Madagascar. Ça permet vraiment de maintenir le lien et aussi de se dire qu'il y a vraiment un lien qui existe. »*

La deuxième face de la mission est plus directement diasporique. La Métropole entretient une coopération décentralisée avec une région malgache. Avant Jao, il y avait eu une autre volontaire malgache qui avait recensé les associations de la diaspora en France et tissé des liens avec elles. Puis il y a eu un an sans personne. Jao reprend ce travail là où il s'était interrompu.

En novembre 2025, elle organise une réunion avec les associations de la diaspora malgache – une réunion pour se présenter, présenter les activités de la coopération, et redonner la parole à des gens qui attendaient d'être entendus. *« L'objectif était vraiment de renouer le lien entre la coopération métropole et les diasporas. »*

Dans cette pièce, le fait qu'elle soit malgache change quelque chose. On ne lui parle pas seulement des projets. On parle du pays, de ce qui se passe là-bas, de la situation récente. Quelque chose s'ouvre que l'institution seule n'aurait pas ouvert.

*« Ça rapprochait vraiment le fait que je vienne de Madagascar. On arrive à avoir une discussion : comment ça se passe dans le pays, est-ce que ça va là-bas ? Ça facilite vraiment l'échange entre eux, la Métropole et les diasporas malgaches, avoir une volontaire malgache ça permet de faire le lien. »*

Au-delà de ce rôle officiel, elle essaie aussi, dans chaque espace où elle s'exprime, de défaire quelque chose. Il y a des stéréotypes qui collent quand on vient de Madagascar – pays pauvre, pays qui manque de tout. Elle les entend. Elle ne les laisse pas sans réponse.

*« Au-delà de toutes les missions, j'essaie quand même de changer le regard. Que à Madagascar, il y a plein de choses à voir. »*

Au début, tout ça la stresse. La double position – pont entre institution et diaspora, entre ici et là-bas, entre ce qu'on attend d'elle et ce qu'elle peut tenir – est lourde à porter. Puis, au fil des semaines, elle trouve ses marques.

## Ce que l'expérience reconfigure

Lors d'une formation à Madagascar avant son départ, on avait posé la question : qu'est-ce qu'une mission de volontariat réussie ? Jao avait répondu : grandir personnellement et professionnellement. Quelques mois dans la mission, elle a l'impression que c'est exactement ce qui est en train de se passer – sur les deux fronts à la fois. Le changement le plus inattendu, c'est le plus intime. Jao se décrit comme quelqu'un de timide. L'éducation malgache, dit-elle, n'encourage pas à prendre la parole, à s'imposer dans l'espace, à dire non. Même entrer dans certains lieux, ça ne se faisait pas.

*« Y a l'éducation malgache qui dit que ben on n'a pas trop le droit de s'exprimer, on n'a pas trop le droit de parler. Et même moi entrer dans des centres commerciaux – j'osais pas même prendre la parole, même demander mon avis, j'osais pas dire que non, ça va pas et tout ça. »*

Vivre seule dans une nouvelle ville, intervenir devant des classes, tenir une réunion avec des associations – tout ça déplace quelque chose. Peu à peu, elle entre dans des lieux où elle ne se serait pas imaginée. Elle prend position.

*« J'ose plus prendre la parole, j'ose plus dire que ben là ça ne peut pas, là ça me plaît. Et je me suis dit : si j'arrive quand même à me débrouiller ici, je peux me débrouiller n'importe où. »*

Sur le plan professionnel, elle apprend à construire une animation autrement – avec des objectifs pensés en amont, une progression construite, des outils ludiques qu'elle ne connaissait pas. Elle voit dans ce savoir-faire quelque chose qu'elle veut ramener. Parce que depuis le début, la question n'est pas de rester. Elle repart à Madagascar en septembre 2026. Et cette certitude de retour n'est pas une résignation – c'est un projet. Faire de l'ECSI, mais adaptée. Aux gens. À la localité. Au contexte.

*« On nous a tellement fait croire que c'était mieux ailleurs. On ne nous a jamais vraiment montré qu'à Madagascar aussi, il suffit de faire et de voir les choses de la bonne manière. Certes, la France, c'est bien – mais Madagascar aussi. Si chacun agit à son échelle, on peut quand même obtenir des résultats. »*

# Kerwin

Volontaire en réciprocité Métropole de Lyon (2025–2026)

Nationalité : Équatorienne  
Lieu de vie : Paris (11<sup>e</sup>)

Dispositif : VSI via la DCC  
Structure d'accueil : Caritas del Perú, Lima

## D'où je pars

Kerwin a 28 ans. Il est né en Équateur et arrive en France en 2003, à l'âge de trois ans. Ses parents s'installent à Paris, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, portés par une décision prise dans l'urgence d'une crise économique majeure : la dollarisation de l'économie équatorienne au tournant des années 2000.

Kerwin grandit dans un Paris multiculturel où la question de ses origines ne se pose pas vraiment au quotidien. Pourtant, certains épisodes rappellent que son parcours n'est pas tout à fait le même que celui de ses camarades. Lors d'un voyage scolaire à Londres, il est le seul élève de sa classe à devoir présenter un titre de circulation pour pouvoir sortir du territoire.

« Je pensais que mes parents voulaient juste pas m'envoyer là-bas. Alors qu'en vrai c'était juste une galère de titre de séjour. La préfecture est très compliquée. »

Autour de lui, une grande partie de la famille du côté maternel a pleinement intégré la vie française. Ses cousins, ses oncles et sa grand-mère parlent français, ont fait leurs études en France et entretiennent peu de liens avec l'Équateur. Ses deux frères eux-mêmes ne manifestent pas d'intérêt particulier pour leur pays d'origine.

« Moi c'est plus un frein qu'autre chose. L'Équateur, je le connais pas, j'ai pas grandi là-bas. Moi j'ai grandi en France. »

Son père est l'une des rares figures familiales à entretenir un lien fort avec l'Équateur. Il y retourne régulièrement, parle toujours avec un accent marqué et n'a jamais vraiment imaginé sa retraite en France. Sa mère, au contraire, a fait le chemin inverse : professeure de biologie à Quito avant d'émigrer, c'est elle qui a porté le projet du départ, attirée par Paris comme « puits de savoir » et par un pays où les possibilités d'études lui semblaient plus ouvertes.

Entre ces deux trajectoires, Kerwin grandit sans trancher. Le mot \*diaspora\* lui-même, il le découvrira tardivement. Dans son enfance à Paris, il ne croisait pas de communauté équatorienne constituée – rien qui ressemble aux

quartiers portugais ou arabo-musulmans qu'il voyait ailleurs. Pour lui, une diaspora, c'était un groupe uni, avec une culture reconnaissable. Pas quelque chose dans quoi il se reconnaissait. Il est équatorien par le visage, par l'éducation reçue à la maison – mais il a grandi ici, avec la culture française. Là-bas, on le prend pour le Français. Ici, on ne le prend pas toujours pour un Français.

« Si t'as des origines d'un pays, y retourner c'est toujours important. Tu comprends tellement de choses. »

Après un bac professionnel en restauration qu'il n'investit pas vraiment, il ressent le besoin de prendre du recul. C'est son père qui prend alors l'initiative de lui offrir un billet pour l'Équateur.

## Comment j'en viens au volontariat

Le voyage devait durer un mois.  
Il durera finalement un an.

Kerwin arrive en Équateur avec peu d'attentes et même quelques préjugés. Son père lui demande simplement de consacrer deux jours à rencontrer la famille. Il accepte, persuadé que ce sera une formalité un peu gênante. Ce qu'il découvre dépasse pourtant largement ce qu'il imaginait. Il rencontre des proches dont il n'avait jamais vraiment entendu parler. Il découvre aussi une autre histoire familiale : une mère professeure, un père entrepreneur, une vie qu'il n'avait jamais réellement envisagée.

« J'avais l'impression un peu de rentrer quelque part. Pourquoi ces gens qu'il ne connaît pas du tout sont-ils si contents de le voir ? Il ne comprend pas. Et il mesure, à reculons, à quel point il les avait jugés sans rien savoir : « moi je les ai beaucoup jugés. »

Très vite, ce séjour devient une expérience fondatrice. Les deux jours prévus deviennent deux semaines, puis un mois, puis une année entière. Kerwin voyage à travers le pays et découvre une réalité sociale très différente de celle dans laquelle il a grandi.

Il prend conscience, à chaque étape, de ce que signifie avoir grandi en France. « Depuis les privilèges avec lesquels j'ai grandi en France, ça choque encore plus quand c'est ta famille », dit-il. C'est juste un voyage près, une décision – et c'était lui qui était du bon côté.

C'est aussi durant cette période qu'il découvre l'engagement associatif. Dans une église de Quito, il rencontre un collectif de jeunes qui organise des colonies de vacances pour des enfants issus de milieux précaires. Peu de moyens, peu de structure, mais un engagement très concret.

Ce n'est pas structuré comme en France, il n'y a pas de contrats ni de moyens. Mais c'est ce qui le frappe : « c'est juste des gens qui aident des gens. Et moi, c'est ce que je veux faire. »

De retour en France, cette expérience agit comme un déclic. Kerwin reprend ses études avec une nouvelle direction : BTS tourisme, licence en communication digitale, puis master en alternance à La Ruche, un incubateur social parisien où il reste trois ans. En 2023, après quelques mois en indépendant, il ressent à nouveau l'envie de repartir à l'international. Cela fait déjà cinq ans qu'il n'est pas retourné en Amérique latine. En explorant les dispositifs existants, il découvre France Volontaires. Très vite, il constate selon lui que la majorité des missions proposées se situent en Afrique. L'Amérique latine reste beaucoup plus rare. C'est finalement via la Délégation Catholique pour la Coopération (DCC) qu'il trouve une mission correspondant à son projet : un poste de chargé de communication et de fundraising chez Caritas del Perú, à Lima.

« Je voulais lui donner du sens. Donner quelque chose de plus profond. Et en même temps que ce soit encadré, rémunéré. Pas du woofing. »

La candidature est déposée en mars. La formation a lieu au printemps. Le départ est prévu pour août 2024.

## Ce que j'attends... et ce que je redoute

Kerwin arrive aux formations de préparation au départ avec une certaine confiance. Il parle couramment espagnol, a déjà vécu un an en Amérique latine et pense connaître les principaux défis liés à ce type d'expérience.

« J'avais cette posture-là : j'ai déjà voyagé là-bas, j'ai déjà passé un an... donc voilà. »

Les modules sur le choc culturel ou les barrières linguistiques lui semblent alors assez éloignés de sa propre situation.

« Les formations parlaient beaucoup des barrières culturelles, des barrières de langue... moi je me disais : j'aurai pas ces problèmes-là. »

Avec le recul, il reconnaîtra pourtant avoir sous-estimé certains aspects de la mission – non pas la langue ou la culture au sens large, mais les spécificités du contexte péruvien et de sa structure d'accueil.

« J'aurais préféré mieux me préparer sur le travail, sur l'interculturalité. Me mettre en relation avec les équipes, mieux comprendre comment ça fonctionne. »

## Ce que je vis sur le terrain

À son arrivée à Lima, un premier malentendu se produit. Le chauffeur envoyé par Caritas pour l'accueillir à l'aéroport s'attendait à rencontrer un volontaire français correspondant à l'image qu'il s'en faisait.

« Il cherchait un grand jeune homme blanc aux yeux bleus. »

La surprise est immédiate. Cette scène, anecdotique en apparence, résume pourtant une ambiguïté qui le traversera toute la mission.

Au début, il est survalorisé – le nouveau salarié qui parle français. Puis, il devient autre chose : le volontaire péruvien qui donne des heures « gratos ». Jusqu'à la fin de la mission, certains n'auront jamais vraiment compris ce qu'il faisait là.

Caritas del Perú est une grande organisation – près de 150 personnes – structurée de manière très hiérarchisée. Professionnellement, la mission est riche : communication digitale, campagnes de dons en ligne, recherche de financements internationaux. Mais très vite, Kerwin comprend que sa valeur ajoutée dépasse largement ses compétences techniques. Il devient une sorte de médiateur informel entre les partenaires locaux et les acteurs français.

Il comprend que sa valeur ajoutée dépasse ses compétences techniques : il peut faire le pont, être celui à qui on parle vraiment, sans langue de bois.

Cette position apparaît particulièrement clairement lors de la visite de sa chargée de mission française. Des

sujets dont les équipes parlaient librement avec Kerwin – difficultés financières, tensions internes – disparaissent soudainement des discussions.

*Quand la chargée de mission française débarque pour sa tournée des ONG, tout change. Les problèmes de trésorerie, les tensions de management – personne n'en parle. On veut impressionner, pas se sentir inférieur. Avec Kerwin, c'est différent: clair et net. Il n'y a pas de non-dits, l'échange est plus fluide. A lui par contre, on lui disait les choses.*

Dans la vie quotidienne également, son expérience diffère de celle de nombreux volontaires français. Là où certains restent principalement entre expatriés, Kerwin développe rapidement des relations avec des Péruviens et explore la ville différemment. Mais cette proximité culturelle produit aussi des situations plus ambivalentes. Lors d'une soirée organisée par l'ambassade de France pour le 14 juillet, il tente d'entrer dans un bar avec deux amis péruviens. Les Français passent sans difficulté. Ses amis sont refusés.

*« Frustrant de toujours devoir prouver que t'es français. À force de le dire à voix haute, tu le sens de moins en moins. »*

118

## Ce que l'expérience reconfigure

La mission au Pérou prolonge et amplifie les questions identitaires déjà apparues lors de son premier séjour en Équateur. Sur le plan professionnel, Kerwin mesure concrètement l'intérêt que peut représenter un profil diasporique dans des contextes de coopération internationale. Sa maîtrise de l'espagnol, sa compréhension des codes relationnels et sa capacité à naviguer entre différents univers culturels facilitent de nombreuses interactions.

*Il mesure concrètement ce que peut représenter un profil diasporique dans des contextes de coopération internationale – cette capacité à faire le pont, à naviguer entre plusieurs univers sans que les gens se sentent jugés ou expliqués à eux-mêmes.*

Mais cette position intermédiaire l'oblige aussi à clarifier sa propre identité.

*« Est-ce que je suis français ? Qu'est-ce qui fait de moi un Français ? » Peu à peu, il formule une réponse qui lui paraît plus juste. « Franco-équatorien : d'origine équatorienne et français d'éducation. »*

Il constate également combien l'expérience d'un volontaire issu des diasporas peut différer de celle d'un volontaire plus classique – même au sein d'une même mission.

*« Avec mon successeur Edouard, on n'a pas du tout vécu la même expérience alors qu'on avait le même poste au même endroit. »*

## Ce que je fais de cette expérience

Le retour en France, en septembre 2025, se révèle plus difficile que prévu. Pendant la mission, sa carte de séjour expire. Les démarches administratives deviennent rapidement complexes et peu anticipées par les dispositifs d'accompagnement. *« Je pense que c'est littéralement le plus gros frein que tu puisses rencontrer à partir des dispositifs comme ça. »*

Il se retrouve dans un entre-deux : en contrat français, mais pas français de nationalité, avec un titre de séjour et donc sans toutes les garanties que ça implique. Ni la DCC ni France Volontaires n'ont de réponses claires à lui apporter. Il appelle à l'aide. La réponse est officielle : « France Volontaires ne dispose pas de mandat pour intervenir sur les questions de visa ou de titre de séjour ; ». Il y a peu de précédents, et les rares qui existent concernent des missions en Afrique. C'est finalement une personne au service des visas de l'ambassade qui l'aide à trouver un visa peu connu – celui d'un étudiant cherchant du travail après son master. Un an pour régler sa situation.

Aujourd'hui, Kerwin cherche à s'insérer professionnellement dans le secteur associatif parisien, malgré les obstacles administratifs que cette situation continue de poser.

Malgré ces difficultés, il tire un bilan très positif de son expérience.

*« Si t'as des origines dans un pays, y retourner – ou aller dans un pays voisin – c'est toujours important. Tu comprends tellement de choses sur toi-même. »*

Pour lui, l'expérience confirme l'importance de reconnaître et d'accompagner davantage les volontaires issus des diasporas, dont les parcours et les apports restent encore peu pris en compte par les dispositifs institutionnels.

# Naomi

Volontaire de Solidarité Internationale – Vanuatu (Avril 2023-Mars 2024)

Origine : Niger-France-Italie

Lieu de vie : Occitanie

Dispositif : VSI

Structure d'envoi : France Volontaires

Structure d'accueil :

Ministère de l'Éducation et de la Formation

## D'où je pars

Naomi Moumouni-Sabatini est née en Ariège, dans une région rurale du sud de la France. Aînée d'une fratrie de cinq enfants, elle grandit dans un environnement où les parcours migratoires sont rares et où ses origines familiales la distinguent rapidement.

Son père est nigérien. Arrivé en France comme étudiant, il y a construit sa vie avant de continuer à travailler régulièrement entre la France et le Niger. Sa mère est française, avec des origines italiennes. À la maison, ces héritages culturels coexistent sans toujours se traduire par un sentiment d'appartenance évident.

Dans son enfance, Naomi se souvient d'avoir souvent été renvoyée à ses origines.

*« Depuis petite, on était un peu les seules avec des origines. Donc forcément, on me rappelait souvent d'où je venais. »*

Le Niger fait partie de son histoire familiale, mais reste longtemps un territoire plus imaginé que vécu. Elle y voyage une première fois très jeune, puis y retourne à l'adolescence. Une partie de la famille de son père vit en France, ce qui lui permet malgré tout de rester en contact avec certaines pratiques culturelles et linguistiques.

Pourtant, le rapport au pays d'origine reste ambivalent.

*« Quand je suis au Niger, je ne me sens pas forcément nigérienne non plus. Je n'ai pas grandi là-bas. »*

Cette sensation d'être « entre plusieurs mondes » l'accompagne longtemps. Plus tard, au cours de ses études, elle découvre le concept de « double absence », qui décrit l'expérience de nombreuses personnes issues de migrations : ne jamais appartenir complètement à un seul espace. Mais cette énigme imposée devient aussi un moteur.

*« On me disait que j'étais différente, mais je savais même pas pourquoi. »*

À l'école, certaines rencontres jouent un rôle déterminant. Au collège, une professeure d'histoire-géographie très engagée dans des projets en Afrique transmet à ses élèves le goût du monde. Elle raconte ses voyages, évoque des projets humanitaires et organise des actions de soutien à l'UNICEF. Pour Naomi, ces moments marquent un premier éveil.

*« Elle nous faisait voyager à travers ses cours. Je pense que ça m'a donné envie de découvrir d'autres pays. »*

## Comment j'en viens au volontariat

Après le lycée, Naomi s'oriente vers des études d'histoire puis de relations internationales. Elle s'intéresse particulièrement aux dynamiques géopolitiques en Afrique de l'Ouest et aux relations entre la France et les pays de la région.

Ses travaux universitaires la conduisent progressivement à travailler sur le Niger. Mais c'est une expérience de terrain qui marque un tournant.

En 2018, alors qu'elle est en licence, elle décide de partir au Niger avec une amie pour s'engager auprès de SOS Villages d'Enfants. Au départ, l'initiative est assez spontanée : les deux étudiantes souhaitent vivre une expérience internationale et apporter leur aide.

Avant le départ, elles organisent une collecte de vêtements et d'objets qu'elles emportent avec elles.

Avec le recul, Naomi analyse aujourd'hui cette démarche avec plus de distance.

*« À l'époque on partait avec l'idée qu'on allait apporter quelque chose. Maintenant je me rends compte que ce n'était pas forcément la bonne manière de voir les choses. »*

Mais cette expérience reste fondatrice. Sur place, elles rencontrent des acteurs locaux qui souhaitent

développer des projets d'échanges éducatifs entre jeunes du Niger et de France.

Ces rencontres sèment les graines d'un engagement plus durable.

Dans les années suivantes, Naomi retourne plusieurs fois au Niger, notamment dans le cadre de ses études et de ses recherches. Elle y mène des entretiens pour son mémoire consacré aux relations entre la France et les populations touarègues, et y travaille pendant plusieurs mois. Peu à peu, son parcours académique et son engagement personnel se rejoignent.

*« Au début je ne pensais pas forcément m'orienter vers ça. Mais au final, tout mon parcours m'a ramenée vers l'international. »*

Après un premier master centré sur l'Afrique de l'Ouest, Naomi décide de changer de perspective pour son second master en coopération internationale. Elle souhaite découvrir une autre région du monde. *« J'avais envie de changer, de voir autre chose que l'Afrique de l'Ouest »*. Son choix se porte progressivement sur le Pacifique, un espace dont elle connaît encore peu de choses mais qui l'intrigue beaucoup.

*« Il y a beaucoup d'îles, beaucoup de pays dont on parle très peu. Ça m'intéressait de découvrir ça. »*

Au départ, elle cherche surtout un stage à l'étranger. Elle envisage même de partir par ses propres moyens dans certaines îles des Caraïbes. Mais les démarches n'aboutissent pas.

C'est finalement en consultant les offres de volontariat international qu'elle découvre une mission au Vanuatu dans le domaine de l'éducation.

La perspective de partir dans cet archipel du Pacifique lui paraît à la fois fascinante et improbable.

*« Je me suis dit : c'est super loin... je ne pensais pas du tout être prise. »*

Mais la mission correspond exactement à ses centres d'intérêt : éducation, coopération internationale et découverte d'un nouveau contexte culturel. Elle décide donc de tenter sa chance.

## Ce que je vis sur le terrain

À son arrivée au Vanuatu, Naomi découvre un environnement radicalement différent de ceux qu'elle a connus jusque-là.

Pour la première fois, elle vit seule dans un pays très éloigné de ses repères habituels. L'expérience est à la fois déroutante et stimulante.

Très vite, une situation inattendue se produit.

Au quotidien, beaucoup de personnes pensent qu'elle est originaire de la région.

*« On me demandait souvent si j'étais de Nouvelle-Calédonie. »*

Sa couleur de peau et certains traits physiques la rapprochent visuellement des populations locales. Lorsqu'elle explique qu'elle vient de France métropolitaine, certains interlocuteurs ont du mal à y croire.

Le mécanisme est précis : ce n'est que lorsqu'elle dit qu'elle est française qu'on la contredit, révélant ainsi comment elle est perçue. *« C'est au moment où je disais que j'étais française que là ils me contredisaient en fait, et c'est là que je remarquais que pour eux j'étais ça en fait. »*

En France, Naomi est souvent perçue comme différente en raison de ses origines africaines. Au Vanuatu, elle est au contraire spontanément assimilée à la région.

Cette expérience nourrit ses réflexions sur les identités et les représentations.

Sur le plan professionnel, la mission se révèle différente de ce qu'elle imaginait. Elle travaille aux côtés d'une experte technique internationale dans un projet pilote lié au secteur éducatif.

Rapidement, le contenu de son travail se rapproche davantage d'un rôle d'assistance que d'un projet éducatif direct.

*« Au final, ça s'est rapproché plus d'un stage que de la mission que j'imaginais. »*

Malgré cela, Naomi cherche à tirer parti de l'expérience. Elle tente de créer des liens avec ses collègues locaux et de mieux comprendre la société dans laquelle elle vit.

Elle apprend notamment quelques bases de bislama, la langue véhiculaire du pays, et développe des relations personnelles au sein de son environnement professionnel.

## Ce que l'expérience reconfigure

Avec le recul, Naomi réalise que cette expérience au Vanuatu a profondément enrichi sa réflexion sur les appartenances et les formes d'engagement.

Elle constate notamment que les liens avec un territoire ne se construisent pas uniquement par l'origine familiale, mais aussi par les expériences vécues.

*« J'ai passé plus de temps au Vanuatu qu'au Niger au final. Du coup, c'est comme si j'avais plus d'identité du Vanuatu que du Niger en termes de vécu. Je parle plus le bislama que le zarma. C'est quand même autre chose. »*

Cette observation ne remet pas en cause son attachement au Niger, mais elle souligne que l'identité se construit aussi à travers les trajectoires personnelles.

Parallèlement, ses expériences successives – stage au Niger, volontariat au Vanuatu, engagement associatif – l'amènent à reconsidérer sa vision de la solidarité internationale.

Ses premières initiatives reposaient sur des actions ponctuelles d'aide matérielle. Aujourd'hui, elle privilégie davantage des démarches fondées sur l'échange et la réciprocité.

*« Aujourd'hui ce qui m'importe le plus, c'est la création de liens. »*

Elle s'interroge notamment sur les asymétries souvent présentes dans les projets de solidarité. *« Si on veut vraiment une relation d'égal à égal, pourquoi ne pas imaginer aussi des actions dans les deux sens ? »*

Ces réflexions influencent progressivement la manière dont elle conçoit ses engagements.

## Ce que je fais de cette expérience

Ces questionnements trouvent une traduction concrète dans l'association **Partage ton monde**, que Naomi cofonde avec plusieurs amis, dont la camarade avec laquelle elle était partie au Niger.

L'association développe des projets d'échanges éducatifs entre différents territoires : France, Niger, Sénégal ou encore États-Unis.

Au départ, les activités reposent surtout sur des collectes de matériel et des actions ponctuelles. Mais progressivement, l'équipe fait évoluer son approche.

*« On s'est rendu compte qu'on voulait aller vers quelque chose de plus horizontal. »*

Aujourd'hui, l'association privilégie des projets d'échanges entre élèves d'écoles situées dans différents pays. Les enfants correspondent par courrier, se rencontrent en visioconférence ou travaillent sur des projets communs.

L'objectif est de favoriser la découverte mutuelle et de lutter contre les représentations simplifiées des autres sociétés. *« On essaie de montrer que les relations peuvent se faire d'égal à égal. »* Pour Naomi, la solidarité internationale ne doit pas être pensée uniquement comme une relation entre Nord et Sud. *« La solidarité internationale, ce n'est pas seulement entre pays riches et pays pauvres. C'est créer des liens entre territoires. »*

Aujourd'hui consultante indépendante dans les domaines de l'éducation et de la coopération internationale, elle envisage également de poursuivre ses recherches universitaires, peut-être à travers une thèse. Si elle devait nommer ce qui traverse tout son parcours, elle hésite – avant de trouver deux mots : comprendre, et créer du lien.

*« C'est dur de conclure parce que c'est plein de choses en même temps. Mais oui, c'est l'envie d'être utile aussi globalement. Et en même temps, il y a toujours ce truc qui fait que j'ai envie de mieux comprendre. Si ça peut servir aux humains en général à mieux se comprendre, c'est tant mieux. »*

Cette envie, elle en retrouve l'origine dans l'enfance.

*« Au fond de moi, je pense que ça vient de moi au final, puisque depuis que je suis petite, j'ai quand même cette conscience de la différence. »*

# Pamela

Chantier de jeunes – Sénégal (Date 2024)

Origine: Côte d'Ivoire

Lieu de vie: Paris

Dispositif: JSI via Mediaquart

## D'où je pars

Pamela Gnaly a grandi à Paris, entre le 10<sup>e</sup> et le 14<sup>e</sup> arrondissement. Fille de parents ivoiriens installés en France depuis plusieurs décennies, elle décrit son enfance comme profondément marquée par la diversité sociale et culturelle de la capitale.

*« Si j'avais grandi dans une autre ville française, je pense que je n'aurais pas rencontré autant de personnes issues de différentes diasporas. »*

Dans le 10<sup>e</sup> arrondissement où elle passe ses premières années, elle évolue dans un environnement où coexistent différentes diasporas asiatiques, africaines et maghrébines. Cette pluralité constitue pour elle un cadre de socialisation important.

122

En effet, à la maison, certaines pratiques culturelles restent liées aux origines ivoiriennes de sa famille, notamment à travers la cuisine ou certains repères familiaux. Mais au quotidien, Pamela grandit surtout dans un environnement cosmopolite où les appartenances culturelles se croisent.

Pendant longtemps, la question des inégalités sociales ou raciales ne constitue pas un sujet central dans son expérience personnelle. C'est progressivement, à l'adolescence, que ces questions prennent une place plus importante dans sa réflexion.

Elle observe notamment les difficultés professionnelles rencontrées par ses parents, mais aussi les écarts de ressources et de trajectoires entre élèves lorsqu'elle arrive au lycée.

C'est également à cette période qu'elle commence à s'intéresser aux enjeux politiques et sociaux, notamment à travers des discussions avec une amie engagée dans les luttes féministes, écologistes et antiracistes.

*« C'est vraiment à ce moment-là que j'ai commencé à comprendre les rapports de domination. »* Ces premières prises de conscience marquent le début d'un questionnement plus large sur les inégalités sociales, les identités et les trajectoires issues de l'immigration.

Après le lycée, Pamela s'oriente d'abord vers une classe préparatoire littéraire. L'expérience se révèle difficile. Dans cet environnement académique très homogène socialement, elle se retrouve parmi les rares étudiantes racisées de sa promotion.

Certaines remarques ou situations contribuent à rendre visibles des mécanismes de catégorisation sociale auxquels elle n'avait pas été confrontée de manière aussi directe auparavant.

*« Une prof m'a dit qu'elle savait ce que ça faisait d'être "de banlieue". Alors que j'ai toujours vécu à Paris. »*

Cet épisode agit comme un révélateur. Pamela prend conscience du décalage entre la manière dont elle est perçue et sa propre trajectoire.

À l'issue de cette année de prépa, elle choisit de se réorienter vers une licence de géographie et d'aménagement. Comme beaucoup d'étudiants, elle travaille en parallèle pour financer ses études.

## Comment j'en viens au volontariat

C'est également à cette période qu'elle commence à s'engager dans différentes activités bénévoles, notamment dans le secteur culturel.

Ses premières expériences ont lieu dans plusieurs festivals parisiens comme Solidays ou We Love Green. Le bénévolat constitue pour elle une porte d'entrée vers des espaces culturels auxquels elle n'aurait pas nécessairement eu accès autrement.

*C'est un moyen, dit-elle, d'avoir accès à des espaces dans lesquels elle ne se sentait pas forcément légitime.*

Son engagement prend ensuite une dimension plus personnelle lorsqu'elle réalise un service civique au sein de l'association **Africolor**, un festival consacré aux musiques africaines en Seine-Saint-Denis. Cette expérience représente une étape importante dans sa réflexion sur son rapport à ses origines et aux cultures

africaines. Elle dit s'y être sentie moins coupable de ne pas avoir autant de connaissances autour de son africanité – et d'avoir découvert que cet accès était finalement plus simple qu'elle ne le pensait.

Dans le même temps, son mémoire de master porte sur la fermeture du magasin Tati à Barbès. Ce travail de recherche l'amène à analyser les transformations sociales et commerciales de quartiers emblématiques des diasporas à Paris, notamment Barbès et Château Rouge. Ce travail académique entre alors en résonance avec ses propres questionnements sur les dynamiques diasporiques et les territoires urbains.

C'est dans ce contexte qu'elle découvre l'association **Mediaquart**, lors d'une formation citoyenne organisée dans le cadre de son service civique. La rencontre avec la directrice de l'association, Binta N'Diaye, joue un rôle déterminant. Pamela est immédiatement sensible à la cohérence du projet et à la manière dont il est porté. Mediaquart organise un programme d'échange entre jeunes issus des diasporas africaines vivant en France et jeunes sénégalais engagés dans des projets liés à l'agroécologie. Le séjour prévoit deux semaines de rencontres et d'ateliers collectifs autour de trois thématiques principales : migration, agroécologie et vivre-ensemble. Pamela décide rapidement de rejoindre le projet.

Sur le moment, elle explique son choix par l'intérêt qu'elle porte au projet et à l'association. La motivation plus profonde, elle n'arrive pas tout de suite à la nommer.

C'est dans l'avion, au décollage, qu'elle en prend vraiment conscience. *« C'est à ce moment-là que je me suis dit que en fait, si j'ai vraiment voulu aller au Sénégal, c'est parce que ça faisait vraiment super longtemps que j'étais pas allée en Afrique. »* Un besoin réel, mais beaucoup plus implicite, dit-elle – qu'elle n'aurait pas su formuler dès le début.

Le projet représente également une opportunité relativement rare. Elle souligne que ce type de dispositif reste peu visible et peu accessible pour beaucoup de jeunes.

## Ce que je vis sur le terrain

Pendant deux semaines, Pamela et d'autres jeunes issus de différentes diasporas africaines – ivoirienne, congolaise, camerounaise ou sénégalaise – participent à un programme d'échange avec des jeunes sénégalais engagés dans des initiatives agricoles et environnementales.

Le séjour est structuré autour d'ateliers participatifs inspirés de l'éducation populaire : discussions collectives, jeux de rôle et réflexions autour des migrations, de l'agroécologie et des questions de vivre-ensemble. Pour Pamela, l'un des éléments marquants du projet réside dans son approche horizontale. *« C'est vraiment juste une rencontre, une rencontre formatrice et qui a été super bien pensée, super bien réfléchi. »* Pamela insiste : elle n'aurait pas eu l'impression d'avoir le rôle d'une sauveuse.

Les discussions informelles entre participants deviennent progressivement des moments importants du séjour. Plusieurs jeunes évoquent la possibilité de développer eux-mêmes des initiatives similaires dans leurs pays d'origine.

*« Cette expérience nous a permis de nous rendre compte du pouvoir qu'on pouvait avoir en fait par rapport à ça. »*

Cette prise de conscience constitue pour Pamela l'un des apports majeurs de l'expérience.

## Ce que l'expérience reconfigure

Avec le recul, Pamela considère que ce séjour a renforcé certaines réflexions déjà présentes dans son parcours. Elle y voit notamment une confirmation de l'importance des liens diasporiques dans les dynamiques de solidarité internationale.

L'expérience nourrit également son intérêt pour les enjeux environnementaux, notamment à travers les discussions autour de l'agroécologie. Ces réflexions influencent son orientation future : elle décide de poursuivre ses études dans un master consacré à la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises.

Mais l'impact du séjour dépasse le cadre académique.

Pour Pamela, cette expérience met aussi en lumière les inégalités d'accès aux dispositifs d'engagement international. Elle le dit sans ambages : *« C'est par chance en fait que j'ai choisi Mediaquart et que j'ai pu aller au Sénégal. C'était pas du tout donné. J'ai dû chercher, j'ai dû un peu gratter pour y avoir accès. »*

## Ce que je fais de cette expérience

Aujourd'hui, Pamela poursuit plusieurs engagements associatifs qui prolongent les différentes dimensions de son parcours.

Elle reste impliquée dans les activités liées au projet mené avec **Mediaquart**, notamment autour de la diffusion d'un documentaire réalisé pendant le séjour au Sénégal.

Parallèlement, elle s'engage dans plusieurs initiatives locales.

Au sein de l'association **Reach Out**, elle participe à des actions liées aux luttes antiracistes, écologiques et féministes.

Elle intervient également dans l'association **Trouve ta voix**, qui accompagne des collégiens et lycéens dans la prise de parole publique.

Son objectif est de transmettre à d'autres jeunes des outils qu'elle estime ne pas avoir eus plus tôt. Elle le

formule sans détour : « *J'essaye de me battre pour que les personnes qui potentiellement me ressemblent ou pas du tout aient accès à ce que moi j'ai pas pu avoir accès plus jeune.* »

Dans ses classes de seconde à Colombes, elle observe quelque chose qu'elle reconnaît : les élèves racisés et les garçons blancs ne se sentent pas du tout concernés par la politique – comme elle ne l'était pas à leur âge. Ce sont les filles blanches qui se disent les plus politisées. Elle ne juge pas. Elle travaille. Onze séances pour leur donner les outils d'une nouvelle lecture du monde, leur faire réaliser, dit-elle, « *à quel point leur identité est porteuse de sujets divers* » et qu'ils ont quelque chose à faire entendre.

Depuis son retour du Sénégal, elle consulte régulièrement les missions proposées par France Volontaires, les yeux tournés vers l'Afrique de l'Ouest. Elle avait 16 ans quand elle s'était dit qu'à un moment elle quitterait la France pour travailler quelques années en Côte d'Ivoire. Cette idée n'a pas bougé. « *Si j'ai la possibilité de faire un volontariat à l'étranger, en particulier dans ma région d'origine, je saisirai ma chance directement.* »



CRÉDIT PHOTO – Solidarité Laïque

# Sophie

Service civique puis Volontaire de Solidarité Internationale – Inde (2016-2018)

Origine : Chine, Hong Kong

Lieu de vie : Paris

Dispositif :

Service civique via Intercordia puis VSI via la DCC

Structure d'accueil : Life Project for Youth, India

## D'où je pars

Sophie a 34 ans. Elle est née à Montargis et a grandi à Paris. Sa mère vient de Chine, son père de Hong Kong – et il repart y vivre quand Sophie a un ou deux ans. Le lien, lui, ne se rompt pas : chaque été, elle va le voir là-bas, et il l'emmène aussi en Chine, chez ses grands-parents maternels. Un va-et-vient régulier, géographique. Mais longtemps, pas vraiment assumé. En France, le chemin paraît tracé : école de commerce, ressources humaines chez Sodexo, puis un petit cabinet de conseil spécialisé en franchise. À 23 ou 24 ans, la vie ressemble à ce qu'elle « devrait » être : stable, lisible, attendue. Mais Sophie sent qu'elle avance en pilotage automatique.

*« J'avais commencé à remplir la check-list un peu sociale demandée par la famille, par la société. Et c'est pas exactement ce que je souhaite moi. »*

Elle ne raconte pas un grand plan, ni une vocation soudaine. Plutôt une tension intérieure : l'envie de faire un choix qui lui appartienne vraiment.

*« Je voulais faire un truc pour moi quoi, prendre une décision juste pour moi et sortir de cette checklist sociale et familiale que j'ai l'impression qu'on m'imposait. »*

Ce qui travaille en silence à cette époque, c'est aussi le rapport à ses origines. En grandissant, Sophie dit qu'elle a appris à effacer sa part chinoise et hongkongaise – non pas par indifférence, mais comme une stratégie d'intégration. Être « plus française que les Français ».

*« Je me suis obligée à effacer tout ça pour être encore plus française que les Français. [...] Mes amis [...] me disaient : "mais non, elle est pas chinoise, elle est française." [...] Ça me renforçait dans ce truc de : ah oui, être d'origine chinoise, être chinoise, c'est vraiment horrible quoi. »*

Avec le recul, elle voit aussi comment elle a pu reproduire ce qu'elle subissait : se moquer, baisser, rejeter ce qui venait « de là-bas », y compris en elle-même.

## Comment j'en viens au volontariat

La décision de partir se construit progressivement. Elle ne correspond pas à un projet longuement préparé, mais plutôt à une accumulation de questionnements.

À l'approche de ses 25 ans, Sophie réalise qu'elle arrive bientôt à l'âge limite pour effectuer un service civique. Elle commence alors à se renseigner sur les possibilités d'engagement à l'international.

C'est en ligne qu'elle découvre une mission proposée par Intercordia : un projet en Inde, au sein de l'association Life Project for Youth, qui accompagne des jeunes adultes en situation de précarité. Le choix du pays n'est pas déterminant. L'Inde ne fait pas particulièrement partie des destinations qui l'attirent.

*« L'Inde, j'étais pas du tout attirée par ce pays initialement. »*

Ce qui la convainc, c'est le contenu de la mission : accompagner des jeunes adultes en situation de précarité dans un programme fondé sur l'entrepreneuriat et l'autonomie.

*« La pédagogie se basait sur l'entrepreneuriat [...] devenir entrepreneur de sa vie. »* Avec sa formation en école de commerce et son expérience dans le conseil, Sophie se dit qu'elle pourra apporter quelque chose au projet.

Mais la décision de partir ne suscite pas la même réaction chez tout le monde autour d'elle. Sa mère accueille l'annonce avec beaucoup de réticence. Elle a une image très négative de l'Inde et s'inquiète profondément de voir sa fille partir y vivre. Sophie explique que sa mère éprouve même une forme de rejet très fort vis-à-vis du pays – un rejet qui renvoie aussi à certaines représentations héritées de son propre parcours. L'idée que sa fille parte vivre et travailler en Inde lui semble presque inconcevable. Cette réaction familiale la marque, mais ne remet pas en cause sa décision. Au contraire, le départ devient aussi une manière d'affirmer un choix

personnel. La suite déjouera les représentations de sa mère : convaincue par son beau-père de venir lui rendre visite, elle finira par tomber amoureuse du pays. *« Elle avait l'impression d'être dans la Chine des années 70, donc la Chine de son enfance. »*

## Ce que j'attends... et ce que je redoute

Avant le départ, Sophie participe aux sessions de préparation organisées par Intercordia. Les formations décrivent ce que les volontaires sont susceptibles de ressentir en arrivant en Inde : le choc culturel, la confrontation à la pauvreté, la densité urbaine ou encore les écarts de richesse. Ces mises en situation reposent implicitement sur l'expérience d'un volontaire occidental découvrant pour la première fois un environnement très différent.

*« Ils nous ont projetés dans une personne blanche lorsqu'elle arrive en Inde. »*

Sophie s'attend donc à vivre une expérience similaire.

126

## Ce que je vis sur le terrain

La première année, elle part donc en service civique avec Intercordia. Sa mission consiste principalement à travailler sur la levée de fonds afin de soutenir le développement de Life Project for Youth en Asie du Sud. Les résultats dépassent rapidement les attentes : plus de 500 000 euros sont levés, permettant notamment l'ouverture d'un nouveau centre à Mumbai.

Ce succès ouvre la possibilité d'une deuxième année sur place. Sophie décide alors de rester, cette fois dans le cadre d'un Volontariat de Solidarité Internationale (VSI) avec l'accompagnement de la DCC. La deuxième année marque un tournant dans son expérience : elle passe à un engagement quotidien sur le terrain.

La deuxième année de mission est très différente de la première. Avec l'ouverture d'un centre à Mumbai, Sophie passe d'un travail de développement à une présence quotidienne sur le terrain, au contact direct des jeunes accompagnés par l'association. Le centre est implanté dans un quartier informel majoritairement musulman. Le travail consiste d'abord à identifier les jeunes susceptibles de rejoindre le programme, leur présenter le projet et construire progressivement une relation de confiance avec les familles. Les premiers participants sont quelques jeunes hommes du quartier. Très vite, l'équipe souhaite

ouvrir le programme aux jeunes femmes. Cela implique d'aller convaincre les pères et les maris de l'intérêt du projet – une étape délicate dans un contexte où la mobilité des femmes reste fortement encadrée.

Peu à peu, les premiers jeunes recrutés deviennent les meilleurs ambassadeurs du programme et facilitent l'entrée des jeunes femmes dans le dispositif. Le travail est intense. Les journées sont longues, le rythme soutenu. Mais Sophie garde un souvenir très fort de cette période. *« J'étais épuisée les matins, mais j'étais juste trop contente à l'idée de travailler sur cette mission. »*

C'est dès la première année que Sophie commence à percevoir un décalage entre sa manière de vivre la mission et celle de certains autres volontaires.

Alors que certains sont profondément déstabilisés par l'environnement urbain de Mumbai – la densité, la pauvreté visible, les conditions de vie – Sophie s'adapte rapidement.

Elle observe les réactions de ses camarades volontaires et commence à douter de sa propre expérience.

*« Je voyais les réactions de mes camarades [...] et je me suis dit : mince, j'ai un problème. »*

Elle a l'impression de ne pas vivre l'expérience comme il faudrait.

Mais au fil du temps, elle remarque aussi que certains volontaires partagent une expérience plus proche de la sienne. Elle se rapproche notamment de deux volontaires – l'une colombienne, l'autre française d'origine tunisienne.

*« On s'est beaucoup retrouvées. Elles ont tout de suite compris [...] parce qu'elles voyaient que je m'adaptais plus vite et que je connectais plus facilement avec les personnes locales. »*

Elles circulent dans la ville de manière similaire, adoptent rapidement les habitudes locales et développent des relations spontanées avec les habitants du quartier. Ces convergences l'amènent progressivement à comprendre que les expériences du volontariat ne sont pas homogènes. Les parcours biographiques – les langues parlées, les histoires familiales, les socialisations culturelles – influencent fortement la manière dont chacun vit le terrain.

Une autre scène marque particulièrement Sophie. Une volontaire de l'équipe, d'origine franco-indienne, vit mal

le fait d'être perçue comme indienne par les habitants du quartier – comme si on lui enlevait son côté français. Sur le moment, Sophie ne formule pas d'analyse. Mais cette scène fait écho à quelque chose qu'elle reconnaît en elle-même : *« Ça m'a rendu triste mais en même temps ça m'a fait penser à moi. J'avais tellement associé ce côté asiatique chez moi comme un truc négatif qu'à aucun moment je me suis dit que ma double culture allait me permettre de m'adapter plus vite. J'étais à 1000 lieux de ces réflexions-là, tellement je me suis lavé le cerveau. »*

## Ce que l'expérience reconfigure

Ce n'est qu'après son retour en France que Sophie commence à comprendre ce qui s'est réellement joué pendant ces deux années.

Intercordia encourage les volontaires à écrire un mémoire afin de valoriser et analyser leur expérience. En se prêtant à cet exercice, Sophie relit son parcours avec un autre regard.

Le titre qu'elle choisit résume ce cheminement : **« Mon choc de ne pas avoir eu le choc de l'Inde ».**

En écrivant, elle réalise que ce qu'elle avait interprété comme une absence d'expérience était en réalité lié à son propre parcours biographique. Son histoire familiale, ses voyages réguliers en Asie et son expérience de la double culture lui avaient déjà habituée à naviguer entre différents univers culturels.

*« C'est mon identité multiculturelle qui m'avait permis l'effet positif d'être à l'aise une fois en Inde. »*

Ce travail d'écriture lui permet aussi de revisiter son rapport à ses origines. Pendant longtemps, Sophie explique avoir mis à distance cette part de son identité. L'expérience en Inde – et surtout le travail réflexif au retour – lui permettent de porter un regard différent sur cette histoire.

*« C'est seulement à mon retour [...] que j'ai pu voir ces origines et cette identité chinoise et hongkongaise d'une manière positive. »*

Elle identifie également plus clairement certains mécanismes qu'elle avait intégrés en grandissant en France, notamment les formes de rejet ou de dévalorisation associées à ses propres origines.

La réconciliation avec cette part de son identité reste un processus en cours, plusieurs années après l'expérience.

## Ce que je fais de cette expérience

Depuis son retour, Sophie reste étroitement liée à l'organisation avec laquelle elle est partie. Elle est aujourd'hui bénévole tutrice chez Intercordia, l'association qui l'avait accompagnée lors de sa première année de mission. Dans ce rôle, elle suit des volontaires avant leur départ, pendant leur mission et au moment de leur retour.

*« Je suis toujours aujourd'hui tutrice chez Intercordia [...] j'accompagne des jeunes avant, pendant et après leur mission. »*

Cette position lui permet de relire son propre parcours avec davantage de recul. Elle observe notamment que les profils des volontaires ont évolué ces dernières années. Les groupes sont aujourd'hui plus diversifiés, avec davantage de jeunes ayant eux-mêmes grandi entre plusieurs cultures. *« C'est vrai que maintenant c'est chouette de voir plus de mixité, de diversité sur les origines des volontaires. »*

Dans l'accompagnement qu'elle propose, elle essaie justement de sensibiliser les volontaires à la pluralité des expériences. Pour elle, les formations de départ restent utiles, mais elles reposent encore souvent sur un modèle implicite : celui d'un volontaire occidental découvrant pour la première fois un contexte radicalement différent.

Son propre parcours l'amène à rappeler que les expériences de terrain peuvent varier fortement selon les trajectoires personnelles, les langues parlées, les socialisations culturelles ou les histoires familiales. Son rôle de tutrice consiste donc aussi à ouvrir cet espace de discussion avec les volontaires qu'elle accompagne.

Elle insiste également sur l'importance du dispositif d'accompagnement mis en place par Intercordia – les sessions de préparation et de retour, le tutorat, les rapports d'étonnement. C'est ce cadre qui lui a permis d'écrire, et donc de comprendre. *« On a une session de préparation au départ, puis une session de retour. On a un tuteur à qui on peut écrire [...] on est censé écrire des rapports d'étonnement régulièrement. »*

Aujourd'hui, huit ans après son retour, la réconciliation avec ses origines reste un processus en cours. Sa cousine lui a rappelé récemment à quel point le chemin a été long : elle lui a dit qu'à l'époque où Sophie lui avait présenté un ami d'origine asiatique, elle avait senti en elle *« tout le racisme anti-asiatique intégré »*. La cousine en est encore surprise aujourd'hui. Sophie aussi, parfois, en retrouve des traces en elle. *« Je le faisais comme les*

autres le font parce qu'ils ne sont pas asiatiques. Mais c'est pas très logique non plus quoi de le faire en soi.» Ce travail, elle ne l'avait pas anticipé en partant. «J'aurais pas imaginé qu'en partant à l'étranger, j'allais en apprendre sur mon identité culturelle.» Et pourtant, c'est

cette intuition – celle qui l'avait poussée à partir – qu'elle est contente d'avoir suivie. «Je suis contente d'avoir eu cette petite voix là qui m'a emportée par là. Je ne sais pas pourquoi en soit, je analyse pas très bien, je le comprends pas toujours. Mais je suis contente.»



128

CRÉDIT PHOTO – FORIM

# Amel

JSI – Maroc et Allemagne

Origine : Algérie

Lieu de vie : Septèmes-Les-Vallons

Dispositif : JSI via Centre social de la Gavotte

Destinations : Maroc et Allemagne

## D'où je pars

Amel a 19 ans. Elle vit à Septèmes-Les-Vallons, tout près de Marseille. Ses deux parents sont algériens. Dans son enfance, elle y va régulièrement – une fois par an, parfois deux. On reste longtemps. Puis c'est devenu deux semaines. Puis, il y a cinq ans, les voyages se sont espacés. Son père a déménagé, elle le voit moins. En cinq ans, elle n'y est retournée que deux fois.

*« Franchement ça me manque. C'est j'aimais vraiment beaucoup y aller. J'ai la mère de mon père qui est là-bas. Donc j'allais, j'allais la voir. »*

À la maison, deux langues coexistent. Le français et l'arabe algérien. Amel grandit entre les deux. Pourtant, elle ne se sent pas tout à fait algérienne non plus. Elle grandit en France. Elle connaît l'Algérie par les séjours d'été, par ce que ses parents lui transmettent – la culture, l'histoire, la langue. Mais ses repères sont ailleurs.

*« Je suis d'origine algérienne et française, mais de nationalité française et je vis ici en France. Je n'ai pas la même vision que mes parents on va dire. »*

Elle le dit simplement : ses parents n'ont pas besoin de GPS en Algérie. Elle, oui. En France, c'est l'inverse. Elle a encore à apprendre sur le pays. Et cette envie est réelle. Elle demande à ses parents, ils lui expliquent, ils l'aident à comprendre. Mais elle sait que si elle y va de elle-même, si elle visite, elle pourra en apprendre plus encore.

Au lycée, elle commence par une voie générale à Gardanne, puis se réoriente en première. Elle fait un bac pro ASSP accompagnement, soins et services à la personne. Entre-temps, elle passe son BAFA, les trois parties validées. Elle commence à travailler comme animatrice au centre social de la Gavotte. Aide aux devoirs, activités avec les enfants. Aujourd'hui, elle travaille auprès des enfants en crèche.

## Comment j'en viens au volontariat

C'est en travaillant au centre que l'occasion se présente. Le centre social de la Gavotte n'est pas un lieu comme les autres pour elle. C'est un espace familial, communautaire, où tout le monde se connaît.

*« Notre centre social, il est en plein milieu du quartier et le centre, il est très comment dire, il est très famille. Tous les jeunes entre eux se connaissent, mais vraiment tous. »*

Elle y vient depuis petite – d'abord comme enfant au centre aéré - sa mère y était médiatrice scolaire puis animatrice -, puis comme animatrice elle-même.

Depuis des années, le centre organise des projets de mobilité internationale. Certains groupes sont déjà partis au Sénégal – pour rénover une école, construire des toilettes. Les jeunes animateurs en parlent régulièrement. Ils disent qu'ils aimeraient partir aussi. Ces récits créent quelque chose : l'envie, l'idée que c'est possible. Mais l'équipe attend. Elle ne veut pas les envoyer n'importe où. Elle cherche le bon projet, celui qui correspondra vraiment aux jeunes qu'elle a en tête. Un projet qui ne soit pas trop physique, trop dur.

*« Souvent on leur disait nous aussi on veut partir, nous aussi on veut partir. Mais ils voulaient pas nous, ils voulaient pas nous faire aller au Sénégal parce que y avait un groupe qui y allait souvent. C'était pour faire des choses très fatigantes. Il fallait rénover une école, construire des toilettes et nous ils savaient très bien qu'ils pouvaient pas nous envoyer là-bas. »*

Un jour, le directeur et les animatrices leur parlent d'un projet au Maroc. Un voyage solidaire centré sur les migrations. Le projet correspond. L'information circule. Certains jeunes ont peur. D'autres disent non. Ceux qui sont intéressés viennent au centre, signalent leur intérêt. Puis des réunions s'organisent sur un groupe WhatsApp. Pas de lettre de motivation à rédiger, pas de CV, pas de dossier à monter. Ce qui pourrait être un obstacle ailleurs ne l'est pas ici.

*« Y avait pas besoin de faire de candidature. C'était vraiment que du bouche à oreille. En fait, on se transmettait les infos et après on allait au centre et on leur disait Ben voilà, nous on veut le faire. »*

Cette accessibilité n'est pas un hasard. C'est une façon de faire qui ouvre la mobilité internationale à des jeunes qui n'y auraient pas forcément accès par les voies classiques. Le centre connaît ses jeunes, sait ce qui leur correspond, et cherche le projet pour eux – pas l'inverse.

Amel fait partie des personnes à qui on en parle directement. Sa mère est animatrice au centre. Quand on lui propose, elle dit oui tout de suite. Elle est partante. Elle est contente.

Avant le départ, le groupe rencontre des migrants à Marseille. En face du centre social de la Gavotte, un hôtel accueille des familles migrantes. Certaines viennent faire leurs courses à la supérette du quartier. Personne ne les calcule. Pas de bonjour, rien. L'animatrice du centre organise une rencontre avec eux. Une sorte de préparation qui leur apprend beaucoup.

*« On les a rencontrés avant de partir. Cela nous a appris beaucoup. Cela nous a permis de voir plus grand parce que c'était des personnes qui venaient acheter à la supérette du quartier mais qui que personne ne calculait, il n'y avait pas de Bonjour, rien. »*

Le premier voyage a lieu au Maroc, dans un petit village près d'Agadir. Quelques mois plus tard, un deuxième voyage s'organise, cette fois à Berlin.

## Ce que je vis sur le terrain

Au Maroc, le projet porte sur la place des migrants dans les pays d'accueil. L'objectif est de rencontrer des migrants, de les interviewer, de comprendre leur parcours. Sur place, le groupe marseillais rencontre aussi des jeunes Marocains d'un centre local. Ils sont une quinzaine. Ce sont eux qui font le lien avec les migrants qu'ils accompagnent déjà. Ils connaissent les personnes que le groupe va interviewer. Ils sont les relais.

Avant le départ, Amel s'attend à retrouver quelque chose de familier. Elle connaît le Maroc – elle y est déjà allée deux fois. Et puis elle se dit que ça ressemblera à l'Algérie. Même continent, même langue, frontière proche. Elle n'a pas peur. Elle s'attend même à se sentir à l'aise, presque chez elle.

*« Le Maroc j'y suis allée quand j'étais petite, je me disais que je connaissais, je savais, que c'était la même chose que l'Algérie en plus. »*

Sur place, elle se sent effectivement à l'aise. Elle a vraiment l'impression d'être à côté de l'Algérie. Les paysages, les bâtiments, les routes – tout se ressemble. Mais quelque chose se décale aussi. La langue d'abord. Elle parle arabe – l'arabe algérien. Mais au Maroc, certains mots changent. Il y a des moments où elle ne comprend pas ce qu'on lui dit. Eux non plus ne comprennent pas toujours. Les repas aussi sont différents. On mange beaucoup plus tard qu'en Algérie ou qu'en France – 22 heures, 23 heures. Le groupe a faim. Les plats se ressemblent, mais le goût n'est pas le même.

*« C'est vrai, c'est 2 pays qui sont dans le même continent, 2 pays qui se ressemblent, mais c'est pas pareil quand on y va. C'est pas pareil du tout. »*

Et puis il y a les regards. Quand elle dit qu'elle est algérienne, certaines personnes changent de visage. Elle le remarque. Ce n'est pas partout, ce n'est pas tout le monde. Mais ça existe.

*« Ils me regardaient de travers là-bas quand je leur disais je suis une algérienne et tout parce que quand je leur parle arabe et que je leur disais que j'étais algérienne, ils me disaient Ah OK et ils changeaient de visage. »*

Elle se dit que peut-être c'est sans le vouloir. Comme le regard qu'on avait avant sur les migrants de l'hôtel à la Gavotte – c'était sans le vouloir aussi.

Quelques mois plus tard, le deuxième voyage a lieu à Berlin. Cette fois, c'est un échange interculturel. Le groupe marseillais rencontre des jeunes d'un centre berlinois. Ils sont huit ou dix. Parmi eux, beaucoup sont étrangers – syriens, venus d'ailleurs. Certains ont grandi en Allemagne dans des familles d'accueil. D'autres ont connu la rue. Mais tous ont été accueillis, aidés, intégrés. Amel observe une différence nette avec ce qu'elle connaît en France.

*« Là-bas, ils ont directement été acceptés, ils ont directement été aidés, alors qu'en France, c'est un peu plus compliqué, surtout avec les jeunes. On n'apprend pas à connaître la personne. Alors qu'en fait là-bas, ils allaient vers les personnes et ils essayaient de les aider. »*

Sur place, le groupe organise un projet avec des enfants. Un grand terrain, un stade, des ateliers – maquillage, roller, cerceaux, peinture. C'est une journée de cirque qu'ils montent ensemble.

Malgré les différences de langue, le groupe arrive à se comprendre avec les jeunes berlinois. Avec les jeunes syriens, ils partagent l'arabe. Mais même au-delà, quelque chose passe. On apprend à parler allemand, on leur apprend à parler français. Ça se fait naturellement.

*« Malgré le fait que l'on ne parlait vraiment pas la même langue, on arrivait à se comprendre. C'était naturel. »*

Mais Berlin réserve aussi des surprises moins agréables. Amel s'attendait à retrouver la France avec une autre langue. Ce n'est pas du tout ça. Les gens, les rues, les endroits dangereux – tout est différent. Le groupe vit plusieurs mauvaises expériences dans la rue. Dans le métro, une femme pousse une des jeunes du groupe sans raison apparente. Elle tente d'expliquer en anglais qu'elle ne parle pas allemand. La femme la pousse quand même.

Quand ils racontent l'incident aux jeunes du centre berlinois, ceux-ci répondent simplement : « C'est normal, c'est une raciste. » La jeune fille est noire. Sur le moment, le groupe marseillais n'y croit pas. Avec le recul, Amel se dit que peut-être, c'était vrai.

## Ce que l'expérience reconfigure

Ces deux voyages ont déplacé quelque chose. Amel pensait connaître – le Maroc parce qu'il est à côté de l'Algérie, Berlin parce que ça ressemblerait à la France. Sur place, elle découvre que les pays ne sont pas tous pareils, même ceux qui se ressemblent. Que comprendre demande d'aller voir par soi-même.

Aujourd'hui, elle va vers les gens. Elle pose des questions, elle discute. Elle ne se fait plus d'idées avant de connaître.

*« Ma vision, elle a changé. Maintenant quand je vois quelqu'un qui vient d'autre part dans la rue ou qui vient pour me parler, pour me demander un renseignement ou quoi, je me vais plus avoir peur. Et au contraire je vais essayer d'apprendre à connaître la personne et discuter. »*

Ces voyages lui ont aussi montré la valeur de sa propre double appartenance. Avoir deux langues à la maison, connaître deux cultures – ce n'est pas une barrière, c'est une ressource. Ça permet de comprendre plus vite, de se sentir à l'aise ailleurs, de faire le lien.

Et aujourd'hui, quand elle pense à d'autres jeunes qui hésiteraient à partir, elle a un message simple : qu'ils n'aient pas peur de le faire. Ces dispositifs existent, ils sont accessibles. Il suffit de dire oui. Elle sait ce que ça change. Elle l'a vécu.

131



CRÉDIT PHOTO – CD93

**7**

# Annexe



→ Enseignements tirés de la revue internationale

# Enseignements tirés de la revue internationale

Cette partie restitue l'exploration d'expériences et études relevant du lien entre diasporas et volontariat menées dans d'autres contextes. Elle s'appuie sur une revue de la documentation collectée et les éclairages tirés des entretiens avec la *Northumbria University* (Royaume-Uni) et Cuso International (Canada).

Ces éléments sont mobilisés non comme des modèles transposables tels quels au contexte français, mais comme des sources d'inspiration et de mise en perspective pour nourrir l'exercice d'état des lieux et la réflexion analytique.

La revue documentaire internationale a ainsi permis d'identifier un cadre de référence structuré autour de trois profils (professionnels qualifiés, jeunes en quête d'expérience, responsables associatifs), de trois types de trajectoires (extension d'activités caritatives, organisation diasporique comme porte d'entrée vers le volontariat, trajectoire d'experts qualifiés), et de trois registres de motivations (altruistes et de reconnexion, professionnelles, recherche de reconnaissance). Ces catégories ont constitué un point de départ pour l'analyse, tout en étant interrogées quant à leur capacité à saisir la complexité, la porosité et la fluidité des dynamiques observées dans le contexte français

## 7.1.1

### Constats généraux

L'intérêt porté aux liens entre diasporas et volontariat a connu une progression notable ces dernières décennies, dans un contexte où les bailleurs de fonds, les agences internationales et les États reconnaissent de plus en plus les diasporas comme des acteurs du développement et de la cohésion sociale. **La question de l'engagement volontaire des diasporas abordée dans ce cadre apparaît comme un sujet d'attention certain, mais reste marquée par des lacunes importantes.** En premier lieu, du fait que l'attention portée aux initiatives formelles, relève l'importance d'un secteur informel de l'engagement largement invisibilisé. Le **manque de données sur l'ampleur réelle du volontariat diasporique**, qu'il soit formel ou informel en est le marqueur central. La documentation souligne également le manque d'exploration réalisée à ce jour sur les effets réels et durables du volontariat diasporique, ainsi que l'absence de comparaisons coûts/efficacité, et l'analyse encore insuffisante des enjeux de genre, de génération et d'intersectionnalité.

Outre les enjeux relatifs à l'identification et donc la quantification des dynamiques existantes, un enjeu majeur relève du sens donné ou perçu aux notions employées. Par exemple, le **terme « diaspora » ne possède ni la même portée ni la même acceptation selon les contextes et selon les individus.** Au Canada, par exemple, on parle plus souvent de « communautés culturelles ». De même, **la dénomination OSIM utilisée en Europe francophone n'a pas d'équivalent en contexte anglo-saxon** où les équivalents seraient les organisations ou associations de la diaspora ou diasporiques. Le terme d'organisations dites communautaires est également mobilisé dans la littérature explorée, complexifiant la lecture de la portée des initiatives engagées où s'entremêlent actions de proximité et internationales. Enfin, la

**distinction entre le volontariat et le bénévolat n'est d'ailleurs pas toujours établie dans la littérature anglophone**, où le terme *volunteering* recouvre les deux réalités. Ainsi la question terminologique ajoute une couche de complexité dans le repérage des liens entre diasporas, volontariats formalisés et solidarité internationale.

Enfin, notons que malgré les ressources documentaires et initiatives pertinentes collectées, celles-ci datent pour certaines d'il y a plus d'une dizaine d'années. Les informations restituées ici visent à donner lire les **dynamiques existantes ou passées** qui peuvent éclairer la réflexion collective. A ce titre certains projets ou structures citées peuvent ne plus exister.

## 7.1.2

### Panorama international : diversité des modèles et des approches

Les expériences internationales montrent qu'il n'existe pas un modèle unique de mobilisation des diasporas dans le volontariat formel. Selon les contextes, les stratégies institutionnelles varient : valorisation des compétences, retour professionnel, appui aux organisations diasporiques, ou encore coordination humanitaire. Ces différences reflètent des histoires migratoires variées, des cultures administratives distinctes et des conceptions différentes du rôle des diasporas dans le développement. Trois types de modèles peuvent toutefois être distingués :

#### Les modèles de mobilisation d'expertise

Des **programmes multilatéraux** comme TOKTEN (PNUD), MIDA et CD4D (OIM) ciblent les professionnels diasporiques qualifiés pour des missions courtes d'expertise et de transfert de compétences. Ils favorisent la « circulation des cerveaux » (*brain circulation*) par opposition à la « fuite des cerveaux » (*brain drain*). En Allemagne (Programme Migration & Diaspora de la GIZ), les dispositifs privilégient l'expertise professionnelle, les retours temporaires, le transfert de compétences et l'appui à la structuration associative. Ce **modèle repose sur des dispositifs plus institutionnalisés**, où les diasporas interviennent davantage en tant que professionnelles qu'en tant que volontaires stricto sensu. La durabilité des effets est nuancée par la brièveté des missions (souvent moins de deux mois), en particulier lorsque les professionnels qualifiés ont des contraintes d'emploi et familiales dans leur pays de résidence. De plus, le processus d'identification des talents est exigeant en ressources.

135

#### Les modèles de volontariat généralistes incluant les diasporas de facto

De nombreux dispositifs de volontariat international, bien qu'ils ne ciblent pas spécifiquement les diasporas, **accueillent en pratique une participation importante de leurs membres**, une réalité toutefois difficile à mesurer en raison du manque de données sur l'origine des volontaires. Plusieurs types de structures jouent ce rôle d'intégration *de facto*. Des **réseaux professionnels** mobilisent des experts, dont ceux issus des diasporas, pour fournir conseils et formations *pro bono* par corps de métier (médecine, ingénierie, etc.). Les **organisations religieuses** servent de canaux importants pour le volontariat des diasporas, surtout lorsque l'identité religieuse est un moteur d'action fort. **Dans les entreprises**, les employés issus des diasporas peuvent impulser ou orienter des programmes de volontariat vers leurs pays d'origine. Enfin, l'intégration des volontaires des diasporas peut se réaliser **de façon organique et massive au sein de programmes généralistes de volontariat**.

## Le Canada : un modèle d'intégration de fait particulièrement significatif

L'ONG Cuso International, à travers son programme de coopération volontaire SHARE, observe que 60% de ses volontaires sont issus de la diaspora. Ce chiffre, bien que non intentionnellement ciblé, est révélateur de l'attrait exercé par les dispositifs formels sur ces communautés.

### Recrutement

La communication destinée à mobiliser et recruter des volontaires s'adresse à une grande diversité d'organisations et de réseaux, y compris communautaires : associations, plateformes et forums d'entrepreneurs de personnes issues des diasporas.

### Accompagnement

Les volontaires diasporiques sont intégrés au dispositif au même titre que l'ensemble des volontaires, sans distinction particulière. Les organisations veillent et préviennent toutefois à ne pas présupposer leur connaissance du pays d'intervention : elles soulignent qu'être né dans le pays ou y avoir des attaches ne garantit pas la maîtrise des contextes locaux, des dynamiques sociales ou des zones d'ombre. Mais généralement, leur présence sur le terrain est souvent perçue positivement par les communautés locales, où ils sont vus comme des « *role models* ». À leur retour, ils bénéficient du même accompagnement que les autres volontaires.

### Motivations

Cuso observe que les volontaires de la diaspora sont souvent des « volontaires d'impact » plutôt que des « volontaires d'expérience ». Ils sont fortement motivés par le désir de s'assurer que leur mission a servi, fait changer quelque chose et a contribué à un changement de situation. La motivation souvent exprimée est de « donner à mon pays d'origine » après avoir reçu une expertise et expérience au Canada.

### Parcours

Ces volontaires de la diaspora montrent une forte volonté à retourner sur le terrain après 1 ou 2 ans pour constater les résultats de leur travail. Aussi, il n'est pas rare qu'ils deviennent des relais de sensibilisation ou de mobilisation au sein de leurs communautés d'accueil ou d'origine.

### Perspectives

Cuso exprime un intérêt à mener une étude sur la contribution unique de ses volontaires diasporiques afin de documenter et valoriser cette contribution et la présenter aux bailleurs.

136

## Le volontariat structuré au sein des organisations diasporiques

Au-delà de leur participation aux dispositifs généralistes, les membres des diasporas s'engagent également au sein de leurs propres organisations, qui jouent un rôle structurant dans la mobilisation volontaire couvrant une grande variété d'activités. Comme la documentation ne distingue pas toujours volontariat formel et bénévolat, les exemples relatés relèvent souvent d'un mélange des deux, et leur actualité n'est pas toujours garantie.

Deux grandes dynamiques d'engagement se dégagent. La première concerne **le transfert de compétences et le volontariat professionnel**. De nombreux réseaux diasporiques mobilisent des experts qualifiés pour renforcer les capacités dans leurs pays d'origine. C'est le cas, par exemple, d'associations de professionnels de la santé éthiopiens (NEPID, USA), nigériens (ANPA, USA – NMAG, Allemagne – MANSAG, Royaume-Uni) ou autres, qui organisent missions, mentorat et soutien aux jeunes professionnels. Certaines structures facilitent également le **volontariat académique** : des universitaires de la diaspora africaine, par exemple, donnent bénévolement des cours dans des établissements du continent grâce à des organisations créées par des membres de la diaspora eux-mêmes (Here and Home, USA).

La seconde dynamique touche au **développement communautaire et à la jeunesse**. Des programmes de bourses, d'échanges ou de « reconnexion » offrent aux jeunes de la diaspora des expériences de service dans le pays d'origine, tout en contribuant à des projets locaux. Certaines initiatives, comme Indicorps pour la diaspora indienne ou l'Armenian Volunteer Corps pour la diaspora arménienne, cherchent explicitement à créer un lien intergénérationnel durable entre les jeunes diasporiques et les communautés locales. L'Ayala Foundation USA (Philippines) a géré un programme de leadership jeunesse qui impliquait le volontariat de jeunes de la diaspora dans des organisations communautaires. Dans l'ensemble, ces initiatives témoignent de la capacité des diasporas à structurer elles-mêmes des formes d'engagement adaptées à leurs réalités, à leurs compétences et à leurs liens avec leurs pays d'origine.

Toutefois ces organisations font bien souvent face à des défis structurels majeurs. Souvent portées par des bénévoles, elles manquent de capacités institutionnelles pour répondre aux exigences des bailleurs, ce qui limite leur accès aux partenariats formels sans soutien à la professionnalisation. Il est également crucial de comprendre leurs propres conceptions du développement, parfois en décalage avec les cadres dominants européens.

Les démarches observées dans les pays Scandinaves, à l'image du *Programme Diaspora Emergency Action & Coordination* (DEMAC) du *Danish Refugee Council* (DRC), qui se concentre davantage sur le soutien humanitaire, met l'accent sur le **renforcement des capacités des organisations diasporiques** et sur la coordination avec les autres acteurs humanitaires. Le volontariat y est moins central que l'appui technique, organisationnel ou logistique.

## Le Royaume-Uni: une tentative d'institutionnalisation du volontariat diasporique

Au Royaume-Uni, le *Diaspora Volunteering Programme* (DVP) a constitué l'une des premières tentatives gouvernementales d'impliquer directement les diasporas dans l'action de développement par le volontariat.

### Intention

Mis en œuvre par VSO (*Voluntary Service Overseas*) entre 2008 et 2011 grâce à un financement du DFID (*Department for International Development*), le programme s'est appuyé sur un travail préparatoire important : dès le milieu des années 2000, VSO avait constaté que les communautés immigrées et issues des minorités ethniques manifestaient un fort intérêt pour le volontariat, tout en se sentant exclues des dispositifs classiques majoritairement investis par des blancs, de classe moyenne. Le gouvernement britannique choisit alors de leur ouvrir un espace spécifique, permettant aux organisations diasporiques de concevoir et gérer leurs propres programmes, en cohérence avec leurs priorités et leurs liens transnationaux. Il visait à la fois le développement dans les pays d'origine et la cohésion sociale au Royaume-Uni.

### Réalisations

Le DVP reposait sur des partenariats étroits entre VSO et des organisations de la diaspora. Plus de 600 missions furent réalisées dans une quinzaine de pays. Il a mobilisé des volontaires aux profils variés et permis de renforcer certaines organisations diasporiques.

### Leçons tirées

L'évaluation finale du DFID lui attribua la note maximale pour son impact, tout en soulignant des bénéfices majeurs : transfert de compétences, meilleure légitimité locale des volontaires et renforcement des liens transnationaux. Le programme révéla néanmoins plusieurs limites, notamment le risque de surestimer la proximité culturelle des volontaires avec leur pays d'origine, les coûts importants et les défis de gouvernance entre acteurs. La fin du DVP, au tournant de la crise financière et du changement de gouvernement, a mis en lumière la fragilité politique de ce type d'initiative.

137

### 7.1.3

## Parcours d'engagement diasporique

La littérature internationale consacrée au volontariat des diasporas mobilise fréquemment trois notions complémentaires pour analyser les engagements observés : les **profils**, les **trajectoires** et les **motivations**.

- La notion de **profil** renvoie aux caractéristiques sociales, professionnelles, générationnelles ou migratoires des personnes engagées. Elle permet de situer les individus dans des catégories larges, sans présupposer de leurs pratiques effectives ni de leurs intentions.
- Les **trajectoires d'engagement** décrivent, quant à elles, la manière dont le volontariat s'inscrit dans des parcours plus longs, faits de continuités, de ruptures et de réorientations. Elles permettent d'analyser le volontariat non comme un acte isolé, mais comme une séquence parmi d'autres formes de participation transnationale ou d'engagement collectif.
- Enfin, les **motivations** renvoient aux logiques subjectives qui sous-tendent l'engagement : aspirations altruistes, professionnelles, identitaires ou relationnelles, souvent imbriquées et susceptibles d'évoluer dans le temps.

Cette littérature souligne par ailleurs que rares sont les personnes qui se définissent explicitement comme des « volontaires diasporiques ». Le volontariat apparaît le plus souvent comme une modalité parmi d'autres de participation transnationale, dont l'importance varie selon les moments du parcours et n'occupe pas nécessairement une place centrale dans la construction identitaire des individus.

### Profils: une typologie en trois catégories

Trois grands profils se dégagent :

- Le premier rassemble des **professionnels hautement qualifiés** (dans la santé, l'enseignement supérieur, l'ingénierie ou l'entrepreneuriat), au cœur des programmes cherchant à mobiliser l'expertise expatriée. Ils sont souvent des expatriés nationaux, âgés de plus de 25 ans, justifiant d'un haut niveau de formation et d'une expérience professionnelle significative (souvent cinq ans minimum). Leur connaissance linguistique ou culturelle est souvent perçue comme un atout permettant une intégration rapide sur le terrain.
- Le second regroupe des **jeunes cherchant une expérience formative**, principalement issus des deuxième et troisième générations. Leur engagement vise moins le transfert immédiat de compétences que la reconnexion affective avec le pays d'origine et le renforcement de leur identité civique et culturelle, voire un point d'entrée vers un engagement à long terme avec le pays d'origine (entrepreneuriat, retour permanent).
- Enfin, un troisième profil concerne les **leaders associatifs**, qui structurent, coordonnent et mobilisent d'autres membres de la diaspora. Ils agissent comme relais d'information et bâtisseurs de ponts pour les autres membres de la diaspora et pour les organisations, pour la mobilisation des ressources (collecte de fonds), la gestion des structures (associations locales, réseaux) et servent souvent d'interlocuteurs entre les gouvernements et les communautés diasporiques.

138

### Trajectoires d'engagement

Ces profils s'inscrivent dans des parcours d'engagement qui suivent trois grandes trajectoires, parfois successives ou imbriquées.

- La première, où le **volontariat apparaît comme extension d'activités caritatives**, courante chez les jeunes, débute dans la philanthropie informelle : collecte de fonds, dons, puis premières missions courtes visant à s'assurer de la bonne utilisation des ressources envoyées. Ce passage de l'aide à distance à l'implication personnelle peut devenir un tremplin vers des dispositifs plus structurés lorsque les volontaires perçoivent la nécessité d'un cadre pour gagner en efficacité.
- Une deuxième trajectoire repose sur l'**entrée via les organisations diasporiques**, dont les réseaux sociaux et professionnels jouent un rôle décisif. C'est le cas de dispositifs comme DVP au Royaume-Uni, conçu pour renforcer la capacité de ces organisations à gérer elles-mêmes leurs missions.
- La troisième trajectoire est celle des **experts qualifiés**, ciblés par des programmes internationaux cherchant à convertir la « fuite des cerveaux » en circulation de compétences. Ces missions techniques, souvent de courte durée, mobilisent des expatriés nationaux expérimentés et hautement diplômés.

Ces trajectoires ne sont ni exclusives ni linéaires : elles peuvent se succéder, se combiner ou rester isolées, et prennent sens lorsqu'elles sont analysées à l'échelle des parcours d'engagement individuels, dans leur dimension évolutive et située.

### Motivations plurielles de l'engagement diasporique

Les motivations à l'engagement apparaissent multiples et entremêlées, mêlant dimensions altruistes, identitaires, professionnelles et stratégiques.

- Une motivation morale et relationnelle : « rendre » et maintenir le lien : L'une des impulsions les plus puissantes **demeure le désir de « rendre »** (*giving back*). L'engagement est profondément enraciné dans la philanthropie et l'impulsion de donner de son temps, de son énergie, de son expertise et de ses ressources à son pays d'origine. L'engagement est souvent motivé par un désir sincère de contribution plutôt que par une logique institutionnelle.
- Une motivation liée à la compréhension et à la maîtrise de l'action : Le volontariat peut aussi être un moyen d'assurer que les ressources sont utilisées efficacement et de s'engager avec les communautés d'origine pour en avoir une **appropriation personnelle** (*ownership*).
- Une motivation identitaire et expérientielle : Pour beaucoup, notamment parmi les jeunes, le volontariat constitue également un moyen de **renforcer leur identité diasporique**, de se reconnecter à leurs origines et de vivre une expérience transformatrice susceptible d'influencer leur engagement civique ou professionnel à long terme. Les réseaux de pairs jouent ici un rôle d'entraînement important.
- Des motivations professionnelles et de reconnaissance : Ces motivations s'articulent également avec des **aspirations professionnelles** : recherche de compétences, acquisition d'une expérience internationale valorisante, exploration d'opportunités transnationales, ou encore reconnaissance sociale. Les professionnels qualifiés y trouvent un espace pour mettre au service de leur pays d'origine une expertise acquise à l'étranger. L'engagement est aussi un vecteur de transfert de connaissances et d'idées.

#### 7.1.4

### Reconnaissance, valeur et limites du volontariat diasporique

La documentation et les expériences internationales enseignent que cette forme d'engagement, située à la croisée des trajectoires individuelles et des stratégies institutionnelles, combine expertise professionnelle, proximité culturelle et héritage transnational. Elle constitue un mode d'action hybride, simultanément ancré dans les logiques communautaires et dans les priorités internationales de développement et de gouvernance migratoire. Mais aussi que cette valorisation s'accompagne aussi des limites, révélant des tensions entre aspirations individuelles, réalités locales et objectifs politiques.

139

#### Une valeur ajoutée reconnue

Le volontariat diasporique repose sur une conviction largement documentée : les membres des diasporas disposent d'atouts particuliers qui renforcent l'efficacité et la légitimité de leur engagement. Le premier ressort tient à leurs **compétences individuelles**. Leur connaissance linguistique et culturelle facilite l'entrée en relation, réduit les temps d'adaptation et installe une confiance immédiate auprès des bénéficiaires. À cela s'ajoute un **capital social** spécifique : leur proximité réelle ou perçue avec les communautés locales renforce l'appropriation des projets et ouvre des espaces de dialogue plus égalitaires que ceux habituellement associés à l'aide internationale. Leur **expertise professionnelle** constitue un autre pilier, renforcé par une forte motivation intrinsèque. Cette forme d'engagement est fréquemment décrite comme un « *patriotic discount* » : une mobilisation à coût moindre que celle d'un consultant international, mais porteuse d'une valeur symbolique élevée et d'un investissement émotionnel marqué. Les **effets collectifs** du volontariat diasporique apparaissent tout aussi significatifs. Les missions contribuent au renforcement durable des capacités locales, que ce soit par la formation, la co-construction de curricula ou l'appui institutionnel. Elles favorisent également la création de **réseaux transnationaux** entre institutions du Nord et du Sud, ouvrant la voie à des coopérations académiques, économiques ou sanitaires prolongées. Le volontariat diasporique joue enfin un rôle clé dans la **circulation des idées** : les volontaires importent des pratiques professionnelles et de nouveaux standards, mais exportent aussi vers leur pays de résidence des innovations sociales ou des réflexions issues du terrain. En période de crise, leur réactivité constitue un atout supplémentaire, les réseaux diasporiques se mobilisant souvent plus rapidement que les institutions classiques.

#### Un outil stratégique pour les bailleurs et les États

Pour les bailleurs de fonds et les gouvernements, le volontariat diasporique ne constitue pas seulement un mode d'intervention efficace : il répond aussi à des **objectifs politiques, économiques et diplomatiques**. Sur le plan stratégique,

il offre un moyen de mobiliser le **capital humain transnational** sans exiger un retour définitif des expatriés. Il contribue également à renforcer l'efficacité de l'aide en s'appuyant sur des acteurs qui maîtrisent à la fois les contextes locaux et les codes des institutions de développement. Dans cette perspective, les bailleurs cherchent à **aligner les initiatives spontanées** des diasporas, souvent informelles et très éclatées, avec des priorités nationales ou internationales, afin d'améliorer la coordination, la transparence et l'impact des actions menées. Le volontariat devient aussi un instrument de « brain circulation », présenté comme une alternative positive à la fuite des cerveaux. À un autre niveau, les États d'accueil perçoivent parfois l'engagement diasporique comme un levier de soft power, capable d'améliorer leur image à l'étranger ou de renforcer les opportunités économiques avec les pays d'origine des diasporas. De leur côté, les États d'origine s'en servent pour institutionnaliser les relations avec leurs ressortissants à travers des plateformes, des conseils consultatifs ou des programmes hybrides mêlant financements publics, ONG et ressources communautaires. Ainsi, le volontariat diasporique apparaît comme un espace où se rencontrent politiques migratoires, stratégies d'influence et participation citoyenne transnationale.

### Fragilités structurelles, tensions politiques et obstacles de terrain

Le volontariat diasporique demeure confronté à des limites importantes. Certaines tiennent à la nature même du volontariat, notamment à la brièveté des missions, qui réduit l'efficacité du transfert de compétences. D'autres défis relèvent des décalages culturels. Contrairement aux attentes, la familiarité supposée des volontaires avec leur pays d'origine est souvent surestimée : les retours peuvent provoquer un choc culturel inversé, et les obligations familiales ou sociales complexifient parfois la mission. Dans certains cas, l'engagement comporte même des risques personnels, notamment pour ceux ayant fui des contextes de conflit. L'environnement local peut également générer des tensions relationnelles : jalousies professionnelles, suspicion à l'égard de volontaires perçus comme privilégiés, favoritisme, ou encore doutes sur leur crédibilité par rapport à des experts internationaux. À ces contraintes s'ajoutent les limites structurelles. Beaucoup d'organisations diasporiques fonctionnent grâce à des bénévoles et disposent de capacités administratives insuffisantes pour répondre aux exigences des bailleurs. Cette tension entre pratiques informelles (souples et réactives) et dispositifs formels (exigeants et normés) génère des frictions et peut exclure les acteurs les plus agiles ou spontanés. Les coûts logistiques du volontariat demeurent par ailleurs élevés, rendant la mise à l'échelle des programmes incertaine. Enfin, les enjeux politiques et sociologiques pèsent lourd : méfiance des gouvernements d'origine, fragmentation politique des diasporas, crainte de liens avec les politiques migratoires restrictives, ou encore formes de marginalisation structurelle dans les espaces de gouvernance internationale. Certains contextes, comme le Royaume-Uni, illustrent en outre comment héritages coloniaux et dynamiques racialisées continuent d'influencer la manière dont les diasporas sont mobilisées et reconnues.

140

#### RÉCAPITULATIF

### Ce que la revue internationale permet d'identifier

La revue internationale permet de situer l'engagement volontaire des diasporas dans un **champ déjà structuré par certains acteurs institutionnels**, tout en restant encore partiellement documenté.

#### Elle met en évidence :

- l'existence de **différents modèles d'articulation entre diasporas et volontariat**, portés tantôt par des agences de volontariat, tantôt par des organisations diasporiques elles-mêmes ;
- des **profils et trajectoires récurrents**, souvent liés à des logiques de mobilisation d'expertise, de recherche d'expérience ou de prolongement d'engagements associatifs existants ;
- une reconnaissance croissante de la **valeur ajoutée des diasporas**, notamment en termes de compréhension des contextes locaux, de médiation et de continuité des engagements.

#### Dans le même temps, cette revue souligne :

- un **manque de données consolidées** sur l'ampleur et les formes réelles du volontariat diasporique ;
- une tendance à privilégier des **formes d'engagement formalisées**, laissant en marge des pratiques plus informelles ou hybrides.

Ces enseignements fournissent des **repères de lecture** pour analyser le contexte français, tout en invitant à interroger ce qui, dans ces modèles, reste partiellement visible ou transposable.





[www.france-volontaires.org](http://www.france-volontaires.org)



[www.forim.net](http://www.forim.net)



[www.seinesaintdenis.fr](http://www.seinesaintdenis.fr)



[www.marseille.fr](http://www.marseille.fr)



[www.reseau3e.org](http://www.reseau3e.org)